



Israéliens et Palestiniens



ENSEMBLE CONTRE L'APARTHEID

Les éditions du CVPR-PO

Israéliens et Palestiniens
ENSEMBLE
CONTRE
L'APARTHEID

Colloque organisé au
PALAIS DU LUXEMBOURG
Salle Clemenceau

le samedi 16 novembre 2019

Par le Comité de Vigilance
pour une Paix Réelle au Proche-Orient
En partenariat avec
ORIENT XXI

Les éditions du CVPR-PO

Remerciements à :

M. Pascal SAVOLDELLI, sénateur du Val-de-Marne,
qui a parrainé ce colloque

M. Salman El HERFI,
ambassadeur, chef de mission de Palestine en France

à tous les intervenants :

Mme Eléonore MERZA BRONSTEIN,
fondatrice et directrice de l'ONG De Colonizer

M. Avner BEN AMOS,
membre de la direction de Negev Forum for Civil Equality

Mme Shehada SAHER,
membre de la direction de l'association Coalition of Women for Peace

Mme Michèle SIBONY,
porte parole de l'UJFP

M. Tarek LOUBANI,
médecin canadien ayant effectué plusieurs missions à Gaza

M. Ziad MEDOUKH,
coordinateur du Centre de la Paix à Gaza

M. Ramzy BAROUD,
journaliste international, fondateur de Palestine Chronicle

M. Michel WARSCHAWSKI,
président du Centre d'information alternative à Jérusalem

M. Salem BARAHMEH,
directeur du PIPD (Palestine Institute for Public Diplomacy)

M. Ivar EKELAND,
membre du bureau du CVPR-PO

aux modérateurs :

M. Maurice BUTTIN,
président d'honneur du CVPR-PO

M. Jean FRANCHETEAU,
vice président du CVPR-PO

à **Jean Claude Santier** pour les photographies
et à **Mohamed Akil** pour l'organisation

première partie

Avant-propos : Jean Francheteau	p. 7
Présentation du colloque : Me Maurice Buttin	p. 8
Intervention du Sénateur, M. Pascal Savoldelli	p. 11
Intervention de S.E. Salman EL HERFI	p. 14
<i>Pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne en Israël :</i> Eléonore MERZA BRONSTEIN	p. 21
<i>Les bédouins des villages non reconnus dans le Negev :</i> <i>des citoyens ignorés :</i> Avner BEN AMOS	p. 30
<i>Femmes Israéliennes et Palestiniennes résistant à l'occupation :</i> Shehada SAHER	p. 35
<i>Palestine/Israël : des questions pour y voir plus clair :</i> Michèle SIBONY	p. 38
<i>La situation médicale dans la bande de Gaza :</i> Tarek LOUBANI	p. 48
Questions / Réponses	p. 53

deuxième partie

Introduction : Jean Francheteau	p. 58
<i>Le rôle de la société civile dans la résistance à Gaza :</i> Ziad MEDOUKH	p. 60
<i>Reconquérir et recréer la conscience de son identité :</i> Ramzy BAROUD	p. 71
<i>Apartheid? Pire que l'apartheid. (Desmond Tutu) :</i> Michel WARSCHAWSKI	p. 78
Contribution de Rony BRAUMAN	p. 87
<i>Recadrer et redéfinir le discours sur la Palestine dans le monde :</i> Salem BARAHMEH	p. 88
Questions / Réponses	p. 93
Conclusions du colloque : Ivar EKELAND	p. 100

1

Colloque première partie

Avant-propos

Le peuple palestinien est aujourd'hui dans une situation tragique et désespérée, tant la colonisation israélienne poursuit inexorablement son expansion avec ses destructions de maisons et de cultures, sa privation d'eau, ses arrestations arbitraires, ses expulsions et son asphyxie de la bande de Gaza.

Netanyahou promet l'annexion de la Cisjordanie avec l'appui du président américain Donald Trump. Gantz se vante d'avoir ramené Gaza à l'âge de pierre. Les deux candidats à la tête de l'exécutif n'ont pas peur de rivaliser de cruauté et d'afficher leur sionisme triomphant.

Certains pays arabes comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Emirats cherchent à nouer des relations diplomatiques et commerciales avec Israël. L'Europe continue de collaborer sur le plan commercial et technologique et ferme les yeux sur les exactions israéliennes. La communauté internationale est indifférente et n'intervient que lorsque les massacres sur Gaza deviennent trop insupportables. Poutine dit que la Russie parle à tout le monde, mais en réalité ne dit rien et montre une complicité cynique.

Le seul espoir réside dans la résistance exemplaire du peuple palestinien à l'occupant, mais également dans la société civile à travers des associations israéliennes qui marquent leur solidarité par différentes initiatives. Elles refusent les méfaits de la colonisation et luttent pour l'égalité des droits et la justice pour tous, en apportant leur aide contre les destructions de maisons, les vols de terre, les soins médicaux, les droits des femmes, l'assistance aux check points, leur aide juridique et même, avec B'Tselem, un très juste et efficace plaidoyer au sein des instances internationales.

Nous avons voulu dans ce colloque donner la parole à certaines associations israéliennes issues de la société civile qui illustrent ce combat commun contre le sionisme qui peut faire bouger les lignes. Nous avons aussi convié certaines personnalités juives progressistes et courageuses bien connues pour leur travail de solidarité avec le peuple palestinien. Nous avons également invité des témoins des « marches du retour » pour montrer plus que jamais notre indignation devant les massacres commis par l'armée israélienne.

Enfin nous avons aussi invité deux représentants palestiniens de la nouvelle génération qui remettent en cause les négociations d'Oslo pour tenter de construire une plateforme unissant l'ensemble du peuple palestinien, avec les réfugiés et la diaspora dans une nouvelle stratégie de résistance.

Jean Francheteau, vice-président du CVPR-PO



COLLOQUE DU 16 NOVEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs, chers amis, chers camarades, chers adhérents, mes amis du Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient m'ont fait l'honneur de me demander d'animer cette matinée.

Bienvenue donc à tous à ce nouveau colloque organisé par le CVPR-PO, le 17^{ème}!

Je présenterai dans un moment les objectifs de cette journée. Je veux auparavant, tout d'abord, remercier le sénateur du Val-de-Marne, M. Pascal SAVOLDELLI, sous le patronage de qui se tient ce colloque et grâce à qui nous occupons cette très belle salle Clemenceau. Je lui donnerai dans un instant la parole.

Je remercie également S. E. M. Salman EL HERFI, l'ambassadeur de Palestine en France, ou plus exactement, pour l'instant, chef de mission de Palestine en France, qui nous fait l'honneur, comme chaque année, d'être parmi nous. Je lui laisserai aussi la parole à son tour. Remerciements aussi à tous les intervenants de cette journée, et particulièrement à tous ceux qui nous viennent de Palestine occupée ou d'Israël.

Merci également au personnel du Sénat, qui œuvre pour nous, en particulier qui se préoccupe d'enregistrer de A à Z toutes les interventions de cette journée. Cela nous permettra d'en dresser les ACTES, qui vous seront adressés d'ici trois mois environ, après un décryptage délicat, pour lequel je remercie en particulier notre amie Marguerite d'Haard, de Lyon, qui a toujours accepté cette tâche ardue.

Mes remerciements aussi à Jean FRANCHETEAU, la cheville ouvrière de ce colloque et, enfin, à vous tous, ici présents, venus très nombreux ce matin.

Avant de donner la parole à M. le sénateur Pascal SAVOLDELLI, qui sera suivi par S.E. l'ambassadeur Salman El HERFI, pour des allocutions de bienvenue, je veux vous présenter les excuses de notre amie Danielle Bidard, présidente de « Pour Jérusalem », qui absente de Paris regrette de ne pouvoir être parmi nous.

Les excuses également de Rony Brauman, qui, victime d'un virus bronchique qui le cloue à la chambre, ne pourra être des nôtres cet après-midi.



BREVE PRESENTATION DES OBJECTIFS DU COLLOQUE

Nous avons choisi, voici deux ans, vous vous en souvenez, un sujet particulièrement important « LE DENI DE PALESTINE-1917/2017 » par les Israéliens, et pas seulement, hélas, par les seuls dirigeants israéliens.

Dans le prolongement de ce thème, il nous a paru primordial d'évoquer, l'an dernier, la situation dramatique du peuple palestinien, qu'il demeure en Israël ou dans la Palestine occupée (Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza), d'où le sujet retenu : « DU DENI DE PALESTINE A L'APARTHEID ».

Aujourd'hui, nous voulons montrer, par des témoignages et des analyses de femmes et d'hommes du terrain, des animateurs d'association « ISRAELIENS ET PALESTINIENS » comment « ENSEMBLE » ils dénoncent et luttent « CONTRE cet APARTHEID ».

Pour ce qu'il en est des Palestiniens de la Palestine occupée, est-il besoin de rappeler les véritables bantoustans *de facto* créés, un peu à l'exemple de ceux organisés durant la période d'apartheid, en Afrique du Sud.

Pour ce qu'il en est des Palestiniens d'Israël, le régime d'apartheid ne date pas d'hier, de la loi fondamentale du 19 juillet 2018 : « Israël, État-nation du peuple juif », mais il est désormais de droit.

En fait, les sionistes ont toujours regretté de ne pas avoir expulsé tous les Palestiniens en 1948, et, la majorité des dirigeants israéliens considèrent, plus que jamais, comme « L'ennemi de l'intérieur », ceux qu'ils appellent les « Arabes d'Israël », leur refusant leur propre identité.

En guise de conclusion de mon intervention, je me permettrai de tirer une citation d'un article de Jean d'Ormesson, l'écrivain bien connu, intitulé « Il faut sauver Israël » : « Il est compliqué pour les Israéliens de se remettre en question... Le chemin à prendre pour Israël consiste à tourner le dos à l'extrémisme, au nationalisme outrancier, à l'intégrisme religieux ».

Monsieur le sénateur vous avez la parole...

Encore merci pour votre aide

Me Maurice BUTTIN
président d'honneur du CVPR-PO



Pascal SAVOLDELLI

Sénateur du Groupe Communiste
Républicain
Citoyen et Ecologiste du Val-de-Marne

Cher ambassadeur et cher ami, chers organisateurs, et cher.e.s intervenantes et intervenants. C'est un honneur pour moi d'accueillir ce colloque organisé par le CVPR-PO au Palais du Luxembourg. L'an passé nous constatons déjà avec amertume combien l'organisation d'un tel événement est une nécessité impérieuse. Israël avait déjà franchi une bien terrible limite et comme l'expliquait le nom donné à ce colloque l'été dernier, Israël était passé d'un déni de Palestine à un apartheid avec la mise en place d'une politique, je cite, de développement séparé affectant des populations suivant des critères raciaux ou ethniques dans des zones géographiques déterminées.

La loi sur l'Etat Nation entérinait légalement des pratiques de discrimination existantes ne pouvant qu'aggraver tout ce que les militants d'organisations internationales que j'avais pu rencontrer m'avaient décrites : des hôpitaux qui refusent de soigner des Palestiniens, des rues et des quartiers où ils sont exclus, des traitements humiliants, une politique d'expansion par la colonisation qui se durcit. Il était ainsi ajouté au mur matériel un mur institutionnel. Jérusalem devenait la capitale unifiée d'Israël, la langue arabe perdait son statut de langue officielle au profit de la seule reconnaissance de l'hébreu. Le développement de communautés juives devient une valeur nationale. L'institut français de Naplouse, bol d'air, lieu de rencontres et de soutien pour les étudiants de l'université était contraint de fermer ses portes avec un Donald Trump soufflant sur les braises et les cent quatre vingt bédouins de Khan el Ahmar se retrouvaient seuls en dernier rempart contre l'encercllement des colonies israéliennes.

Force est de constater que la situation a encore empiré. La colonisation a même remporté son combat contre les bédouins et il semble que

les arrestations de femmes palestiniennes se multiplient alors qu'elles viennent rendre visite à des proches et accomplir des tâches administratives. Que deviennent ces femmes? Aujourd'hui toutes et tous êtes réunis autour d'un sujet « Israéliens et Palestiniens contre l'apartheid ». Je ne vous cache pas être sensible au choix de ces mots . D'abord, laissez moi vous dire que l'usage du mot au sens si violent qu'est « apartheid » est courageux. Il est idoine pour décrire ce qui se passe désormais en Israël, mais vous savez tous que toutes les vérités ne sont pas bonnes à entendre. Ensuite il y a cette conjonction de coordination, ce ET qui lie Israéliens et Palestiniens, ce ET est lui aussi l'expression d'une forme de courage. Il suggère l'idée d'une résistance en interne en solidarité avec le peuple palestinien qui est opprimé. Ce ET suggère le refus d'un amalgame entre le gouvernement et les citoyens et citoyennes d'Israël. J'irai jusqu'à dire qu'en ces temps de division où beaucoup de forces obscurantistes font tout pour monter les citoyennes et les citoyens les uns contre les autres, je vous le dis avec solennité, mais aussi modestie, mais l'unité dans le combat pour la justice et la dignité ainsi suggérée est plus que la bienvenue.

Alors merci à toutes et à tous, merci pour ce colloque, pour cet investissement, merci pour ces luttes menées en un temps ingrat et difficile. Avant de laisser la parole à Monsieur l'ambassadeur et ami, je souhaiterais rappeler quelque chose d'évident, pas forcément passionnant mais évident. Je suis Sénateur, alors pourquoi vous dire quelque chose que vous savez déjà, parce que tout simplement je peux vous aider à porter des combats et j'aimerais ainsi citer un exemple, juste un seul de ce qui est possible, par exemple de poser une question écrite pas très loin d'ici dans l'hémicycle. Ma collègue et camarade, la sénatrice Christine Prunaud, que certaines et certains d'entre vous connaissez bien pour son engagement dans la cause palestinienne, en a posé une récemment sur la question du tourisme numérique. Vous pensez que je suis hors-sol. Il s'agit tout simplement de ces locations sur Airbnb qui se présentent comme localisées en Israël alors qu'elles se trouvent en Territoires occupés. Ma collègue a demandé au gouvernement que cette mention soit faite et un peu à l'image de ce qui a été obtenu au niveau européen s'agissant de l'étiquetage des produits fabriqués dans les colonies. Il s'agit d'un petit exemple, mais un ou une parlementaire peut intervenir sur des questions aussi précises que celle-ci. Il s'agit de mettre une petite pierre sur le chemin du combat long et difficile. Je vous dis simplement que si vous avez à me solliciter, je le ferai tout simplement et tiendrai cet engagement pris devant vous. Je vous le dis sans



réflexe sectaire ou identitaire, mais vous trouverez auprès des parlementaires communistes des personnes à votre écoute sur de tels sujets. Si le moment est grave et solennel, permettez-moi de garder un aspect jovial parce que je suis content de l'intitulé de votre colloque.

Merci monsieur le Sénateur et puisque vous vous proposez, je vous demanderai de reprendre avec vos amis communistes et d'autres qui sont censés connaître le drame palestinien, que le Sénat comme il l'a fait il y a quelques années redemandent la reconnaissance de l'Etat de Palestine.

C'est une tâche que nous demandons tous ainsi que l'ensemble des associations. Alors merci de ce que vous pourrez faire sur ce sujet.



S.E.M Salm
EL HERFI

Salman EL HERFI

Ambassadeur de Palestine
à Paris

Tout d'abord, j'adresse mes remerciements à Maurice Buttin, aux organisateurs du Colloque et au Sénat.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Permettez-moi d'exprimer le vœu de modifier le titre du colloque pour devenir

**« *Israéliens, palestiniens, français, européens...
tous ensemble contre l'apartheid* ».**

Chers amis,

Il y a quelques années, j'étais ambassadeur et conseiller du président Yasser Arafat sur le continent africain et je peux témoigner de la lutte du peuple sud-africain contre le régime de discrimination raciale, l'Apartheid, qui selon les dirigeants du Congrès national africain, (Nelson Mandela, Desmond Tutu et d'autres) était un pique-nique comparé à ce qui se passe en Palestine.

Après la création d'Israël en 1948 sur les ruines du peuple palestinien et sur sa terre, après la destruction totale de près de 500 villages et l'expulsion de près de 800 000 Palestiniens (plus de 80% de la population de l'époque), le mouvement sioniste et ensuite les dirigeants israéliens ont établi un système séparant les juifs des non-juifs. Les communautés arabes ayant échappé à la mort ou à l'expulsion (ceux qu'on appelle aujourd'hui les palestiniens de l'intérieur ou de 48) se sont vues soumettre à un régime militaire pendant des années avant qu'ils acquièrent la citoyenneté israélienne. Les autorités israéliennes

ont divisé les Palestiniens en quatre catégories : Arabes, Chrétiens, Druzes et Bédouins. Toutes ces catégories sont traitées de façon différentes avec des règles et pratiques différentes pour chaque groupe. Il a fallu « diviser pour mieux régner ».

Nous pouvons revenir sur la nette discrimination entre communautés juives et arabes, fondée sur une série de lois et de réglementations racistes et des pratiques ségrégationnistes exercées par tous les gouvernements israéliens sans distinction. A titre d'exemple, les budgets des municipalités octroyés aux communautés arabes sont largement inférieurs à ceux destinés aux communautés juives.

Par conséquent, le manque d'infrastructures de base, la mauvaise qualité des services publics, le taux élevé du chômage, sont les caractéristiques de la vie des citoyens palestiniens de l'Etat d'Israël qui luttent pour l'égalité des droits politiques et sociaux.

Tout cela était placé sous la bannière de l'État laïc, couvert de slogans démocratiques à destination de l'Occident pour gagner sa sympathie et son soutien. Mais aujourd'hui, il semble qu'Israël n'a plus besoin de ce faux masque démocratique et laïc.

La Knesset israélienne a en effet adopté l'an dernier une loi fondamentale à valeur constitutionnelle appelée « État-Nation du peuple juif ». Cette loi définit Israël comme l'État-nation du peuple juif, alors que près d'un quart de sa population n'est pas juive, ce qui signifie qu'Israël exclut un quart de ses citoyens de cette définition, ce sont les citoyens de seconde zone. Ces « Goyim » sont les esclaves du peuple élu. Cette loi scandaleuse et répugnante est l'aboutissement d'une longue série de légalisations et de pratiques discriminatoires exercées par Israël depuis sa création.

Ce qui change avec cette loi, c'est qu'elle révèle davantage le régime d'Apartheid israélien. Sur le plan juridique, Israël n'est plus l'Etat de tous ses citoyens. Le caractère profondément raciste de cette loi est illustré dans plusieurs exemples : le fait que le droit à l'autodétermination est exclusivement valable pour les citoyens juifs ; l'abolition de la langue arabe en tant que langue officielle de l'Etat et le maintien de la langue hébraïque comme seule langue officielle en Israël.

Dans les territoires palestiniens occupés en 1967 (Cisjordanie dont Jérusalem-est et la bande de Gaza), au-delà des législations racistes

consacrant le régime d'apartheid (telles celles légalisant les colonies ou celles ordonnant la confiscation des propriétés privées des Palestiniens), il existe des pratiques qui visent la confiscation totale de l'espace juridique, politique, économique et culturel des Palestiniens. Israël ferme les institutions palestiniennes à Jérusalem, réduit les budgets alloués aux quartiers palestiniens pour les services éducatifs, médicaux, environnementaux et sociaux, tout en imposant des taxes exorbitantes et disproportionnées par rapport aux services fournis et au faibles revenus des habitants palestiniens de la ville.

Le ministère de l'intérieur israélien refuse systématiquement les demandes de regroupement familial des palestiniennes de Jérusalem mariées à des palestiniens ou à des étrangers. En fait, le simple fait que les habitants de Jérusalem soient privés de toute citoyenneté (devenus Apatrides), constitue en soi une discrimination injuste à leur rencontre. En même temps, n'importe quel Juif dans le monde peut obtenir la citoyenneté israélienne en vertu de la loi du « retour ». Le retour du juif qui ne connaît pas ce pays et n'y a jamais mis les pieds. Alors que le retour du Palestinien (l'autochtone) sur sa terre natale lui est défendu.

Pourquoi tout cela, toutes ces mesures discriminatoires?

Ces pratiques font partie d'une politique israélienne d'épuration ethnique systématique pour vider Israël et la Palestine de tous ses habitants non juifs.

Mesdames et Messieurs,

Les pratiques de l'occupation israélienne se sont étendues aux territoires palestiniens occupés en 1967. La politique israélienne repose sur l'isolement des Palestiniens dans des cantons dispersés et discontinus à l'aide d'un mur construit illégalement sur ce territoire. Le siège inhumain imposé à la bande de Gaza depuis 12 ans en fait un terrible exemple de sa politique ségrégationniste, tout comme le droit de manifester pacifiquement, confronté à la répression sanglante et criminelle de l'occupation israélienne, comme cela se produit tous les vendredis à Gaza pendant les « marches du retour », laissant derrière elles une jeunesse mutilée et sans avenir. Hier seulement, l'armée israélienne a bombardé les civils à Gaza tuant 34 personnes dont des enfants. Israël continue de massacrer le peuple palestinien dans une

impunité totale et intolérable. Il exécute de sang froid les civils pour le moindre doute que ceux-ci pourraient constituer un danger. Ces assassinats sans preuve et sans jugement sont le quotidien des palestiniens.

En Cisjordanie, le Mur coupe de nombreux villages et villes palestiniennes, prive les agriculteurs de leurs terres et éloigne les étudiants des écoles et les malades de leur cliniques et hôpitaux. Quant aux colonies, elles encerclent et séparent les communautés palestiniennes entre elles, là où Israël réserve à ses colons une infrastructure spécifique interdite aux palestiniens. Sur le même territoire, Israël a créé deux systèmes juridiques différents, l'un pour les colons, l'autre pour les Palestiniens. En Cisjordanie, la loi applicable aux colons juifs est la loi civile israélienne (le droit commun) tandis que la vie des palestiniens est régie à coup d'ordonnances militaires, alors que les colons israéliens et les Palestiniens se trouvent sur le même territoire palestinien occupé en 1967, et ce en flagrante violation du principe de la compétence territoriale.

De même, la part des ressources naturelles réservée aux colons est huit fois supérieure à celle des Palestiniens. Comme pendant le régime d'Apartheid en Afrique du Sud, les autorités israéliennes ont construit de nouvelles routes que seuls les colons peuvent emprunter. Aujourd'hui le mur sépare certaines routes palestiniennes des routes israéliennes. Les Palestiniens sont forcés d'emprunter les vieilles routes de contournement, plus longues et plus dangereuses. Voyez-vous, les exemples sur les politiques ségrégationnistes et les pratiques discriminatoires à l'égard du Peuple palestinien ne manquent guère, hélas! Et la liste est longue.

Mesdames et Messieurs,

L'apartheid israélien dure encore, au 21^{ème} siècle, sous les yeux complices du monde. Le plus dangereux, c'est que certains pays non seulement défendent ce système de discrimination raciale mais ils criminalisent également la résistance pacifique contre ce régime insupportable. Ce système réprime le Peuple palestinien par tous les moyens, l'empêche d'exercer ses droits les plus élémentaires, étouffe son identité et sa culture, le soumet à un régime colonial d'occupation, asphyxie son économie, confisque ses ressources, étrangle ses aspirations à la liberté et à l'autodétermination. Ce régime enterre la solution de deux

Etats et encourage l'instabilité et l'extrémisme dans notre région et bien au-delà.

La mise en œuvre de la solution de deux États constitue un débouché de substitution pour le système d'apartheid israélien. Cette solution est la pierre angulaire de l'instauration d'une paix durable dans la région. Mais ce que le gouvernement extrémiste d'Israël fait, avec le soutien aveugle et inconditionnel de l'administration Trump, c'est de promouvoir l'apartheid, la colonisation et l'annexion, et rend impossible l'application de la solution à deux États. Ce qu'Israël cherche à imposer par la force, c'est une non-solution à un seul État d'apartheid. Le monde accepte-t-il un nouvel Apartheid, alors qu'il l'a autrefois farouchement boycotté en Afrique du Sud ? Qu'est ce qui a changé depuis ? Pourquoi l'apartheid sud africain est tombé et celui d'Israël résiste toujours ? Pourquoi cet Etat hors la loi n'est pas mis hors d'état de nuire ? Pourquoi fait-il toujours exception en droit international et que l'on tolère ses crimes, quel que soit leur degré de cruauté ?

Si la communauté internationale, qui déclare soutenir le droit du peuple palestinien à l'auto-détermination, qui déclare soutenir la solution à deux États, si cette communauté veut avoir l'ombre d'une cohérence et un brin de crédibilité, la moindre des choses pour elle serait de reconnaître les deux États en question. Or, aujourd'hui, il existe un seul État reconnu membre des Nations unies, et c'est Israël. La Palestine, elle, est mise en attente depuis 72 ans et ce en dépit du fait que 140 Etats l'ont reconnue jusqu'à présent. Le second État, la Palestine, lutte depuis plus d'un siècle pour être reconnu. Qu'attendent la communauté internationale, l'Union européenne, la France, pour reconnaître ce droit ? Nous exhortons la France à reconnaître l'Etat de Palestine sans plus tarder et se conformer à la volonté de son peuple exprimée par la voix de ses représentants ici même, dans ce haut lieu de la démocratie comme à l'Assemblée nationale et ce depuis 2014.

Mesdames et Messieurs,

Le Peuple palestinien fait face à un régime colonial fasciste. Israël est un Etat colonial et une base militaire avancée de l'impérialisme américain. Son rôle est non celui prétendu de protéger les juifs du monde. Bien au contraire, Israël de par ses crimes de guerre contre le peuple palestinien et ceux de la région devient hélas la principale source de haine contre les juifs. Il est de notre devoir à nous de lutter contre

tout amalgame ou raccourci ne faisant pas la distinction entre juif et israélien, tout comme lutter contre tout amalgame entre résistance et terrorisme. Ces amalgames font le jeu de l'extrême droite en Israël et ailleurs.

Effectivement, le régime fondamentaliste en Israël a trouvé écho dans certaines régions en Europe et dans le monde, auprès de pays qui subissent de plein fouet la montée de l'extrême droite et du populisme. Notre combat n'est et n'a jamais été dirigé contre les juifs. Et on ne veut pas laisser le sionisme dominant prendre en otage les juifs du monde et parler en leur nom comme ont toujours essayé de faire les différents gouvernements israéliens laissant croire que les juifs du monde entier n'ont qu'un seul porte parole, les dirigeants d'Israël. C'est bien ainsi que les confusions se font et les nuances se dissipent et se dispersent laissant place à l'ignorance, premier facteur de racisme.

Le sionisme est en effet l'ennemi des juifs en tant que première source qui alimente l'antisémitisme. L'idéologie sioniste a été condamnée par l'ONU en 1975, considérée comme dangereuse et profondément raciste car elle exclut l'autre, le palestinien, l'autochtone, et nie son existence et ses droits nationaux. L'amalgame fait aujourd'hui entre anti-sionisme et antisémitisme est donc inacceptable. Il sert de prétexte pour étouffer le débat public et l'information sur les pratiques d'Israël. Soucieux de son image dans le monde, Israël souhaite interdire toute critique à son égard sous peine d'accusation d'antisémitisme. Les arabes et les juifs sont des sémites. Nous condamnons fermement toute forme de racisme quelle que soit son origine tout comme son instrumentalisation.

Nous sommes également contre toute tentation dangereuse d'établir une hiérarchie entre les souffrances. Le racisme contre femmes, noirs, arabes, juifs est le même. Pourquoi vouloir établir une typologie ou une hiérarchie entre ces formes multiples d'un mal commun ? Pourquoi vouloir différencier absolument des gens d'une seule et même race, la race humaine, selon des critères subjectifs et scientifiquement faux ? Sommes-nous capables de construire notre identité non pas uniquement par opposition à l'autre ? Peut-on reconnaître que Juifs et Musulmans ont vécu pacifiquement ensemble et en bonne intelligence durant 13 siècles d'Histoire.

On ne peut pas combattre l'antisémitisme et tolérer en même temps l'islamophobie ou l'esclavagisme ou la xénophobie ou encore la misogynie... sous aucun prétexte soi disant fondé sur une prétendue vérité historique, mystique ou naturelle. Tout comme on ne peut pas être contre l'apartheid sud africain et tolérer l'apartheid israélien. Alors israéliens, palestiniens, arabes, français, européens, juifs, chrétiens, musulmans, bouddhistes..., tous unis contre le racisme et l'apartheid, c'est le seul chemin menant à la paix et à la justice.

Je vous remercie.



**Eléonore
MERZA BRONSTEIN**

Fondatrice et directrice
de l'ONG « De-Colonizer »

L'ONG « De-Colonizer » lutte contre les dénis mémoriels et pour sensibiliser en hébreu la société israélienne à la Nakba et au droit au retour des réfugiés palestiniens.

Anthropologue du politique, docteure de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, chercheuse associée au CNRS, auteure de nombreux articles et du livre « Nakba : pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne en Israël? »

Pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne en Israël

Bonjour à toutes et à tous et merci pour l'organisation de ce colloque, merci d'être venus nombreux et surtout merci à tous mes camarades palestiniens qui malgré tout et malgré l'horreur de la situation quotidienne continuent à nous écouter, à accepter de dialoguer avec nous et à imaginer qu'on peut résister ensemble. Je leur suis très reconnaissante et on dirait que le mot « résilience » a été inventé pour vous, les Palestiniens.

Je m'appelle Eléonore Merza Bronstein et je vais vous parler aujourd'hui de l'une des voies alternatives juives en Israël. Vous allez voir que j'insiste sur l'identité juive d'abord en ce qui concerne ma propre identité et celle de notre propre organisation car il s'agit d'une organisation juive en Israël et c'est parce qu'il en est ainsi que nous avons encore un espace de liberté. Etre juifs nous permet encore d'exprimer une forme de radicalité. Nous ne savons pas si cela va durer très longtemps, mais toujours est-il qu'aujourd'hui nous pouvons travailler.

Notre travail à De-Colonizer consiste à mettre en évidence la nature coloniale du régime israélien et à sensibiliser le public juif israélien à son histoire coloniale et à rendre visible ce qui jusqu'à maintenant était « invisibilisé ». Dans le cadre de notre identité collective, de notre historiographie israélienne, il s'agit principalement d'éduquer le public à la Nakba, ce mot qui en arabe signifie catastrophe, qui désigne l'expulsion comme Monsieur l'ambassadeur l'a rappelé de 750 000 à 800 000 palestiniens et la destruction de 615 localités.

Avec De-Colonizer on a produit une carte. Cette carte s'appelle colonialisme en destruction pour insister sur le caractère éminemment destructif du projet colonial sioniste mais aussi sur son caractère toujours d'actualité. Ce n'est pas un passé colonial, c'est une actualité coloniale, On ne peut pas comprendre ce qui se passe à Gaza aujourd'hui avec les Marches du Retour et leur répression sanglante par Israël sans se rappeler que la moitié des Gazaouis ont déjà été expulsés de Jaffa en 1948 . On ne peut pas comprendre l'acharnement israélien à détruire pour la 150^{ème} fois je crois, ce que précisera Avner Ben Amos, le village bédouin palestinien d'Al-Araquib sans reconnecter, sans resituer cette action dans ce qu'on a appelé un continuum historique colonial.

La Nakba n'est pas un épisode isolé, l'occupation de 1967 n'est pas un épisode isolé, mais nous les concevons comme autant d'épisodes d'un projet colonial qui a commencé à la fin du XIX^{ème} siècle avec les migrations sionistes européennes blanches en Palestine historique jusqu'à aujourd'hui. C'est important pour nous. Ce n'est pas que des objets historiques car pourquoi parler uniquement de la Nakba quand on veut débattre de ce qui se passe aujourd'hui et qu'il nous faut continuer à parler de l'histoire. Nous pensons que c'est nécessaire d'évoquer les traumatismes infligés avec une reconnaissance de nos responsabilités si on veut accéder un jour à cette perspective lointaine constituée par une Paix Juste et durable.

A De-Colonizer notre travail est de fournir des outils. C'est un laboratoire alternatif de recherche qui est la rencontre entre des sphères qui ont du mal à dialoguer, entre la recherche et l'académie et d'autre part le militantisme. C'est important pour nous de fournir des outils rigoureux recoupsés par des analyses et par un travail sur le terrain et des connaissances accessibles. Nous sommes inscrits dans une démarche qui s'appelle « La recherche action » et un mouvement plus général qui s'appelle l'Education populaire qui vise à reconsidérer le lien entre la connaissance et l'apprentissage en sachant qu'on apprend toute

sa vie, et c'est un échange horizontal des connaissances. C'est important pour nous de faire des outils précis et rigoureux, mais accessibles au plus grand nombre. Notre travail consiste à faire de la recherche pour tous. Et ça va passer dans le cadre d'Israël 48 par une vigilance absolue des mots et des concepts qu'on utilise. Par exemple je sais qu'en France on a une espèce de passion pour le conflit israélo-palestinien. Nous mettons le conflit israélo-palestinien entre parenthèses. Nous parlons de conflit colonial en Palestine. Parler de conflit israélo-palestinien, c'est mettre les Israéliens et les Palestiniens au même niveau. C'est normaliser et ne pas prendre en considération les structures éminemment violentes qui constituent l'oppression et la répression inhérentes à l'occupation.

Il ne s'agit pas de demander aux Israéliens et aux Palestiniens de faire chacun un pas l'un vers l'autre. On parlera de dialogue israélo-palestinien quand on aura décolonisé et comme vous le savez on en est vraiment très loin.

En tant que militants juifs en Israël, c'est vrai qu'il est très important pour nous d'être conscients des privilèges que ce statut de Juifs en Israël nous donne et c'est surtout plus important pour nous de nous rappeler en permanence que les Palestiniens ne nous ont pas attendu pour connaître leur Histoire ni pour témoigner notamment en ce qui concerne la Nakba, et ils ne nous attendent pas non plus pour définir leur stratégie de résistance.

Et ce n'est pas le rôle de l'occupé d'éduquer le colon et l'occupant. Nous avons consulté nos camarades Palestiniens et nous leur avons demandé comment nous pouvions agir et ce que nous pouvions faire et ils nous ont répondu que notre mission était de travailler notre propre société. Nous travaillons en hébreu à l'intention de la société juive israélienne. Si un Palestinien veut parler de la Nakba et de son traumatisme personnel, il va y avoir de la part des Israéliens un réflexe pavlovien de rejet car il est de l'autre côté et ne peut être écouté. Quand ce sont des Israéliens qui parlent il existe une possibilité d'identification et un minimum de dialogue devient possible. Et quand ce sont des anciens combattants du Palma, une des milices de Tshal, l'armée israélienne, eux qui ont fait la Nakba et témoignent de ce qu'ils ont fait, c'est plus difficile de remettre en cause leur témoignage car ce sont des Israéliens.

Notre travail est de mettre à disposition des Israéliens des outils pour leur apprendre ce qu'on ne leur a pas appris. Pour une majorité

d'Israéliens, la Nakba n'existe pas, mais au contraire c'est à la fois la renaissance et l'indépendance. C'est comme ça que c'est enseigné aux plus jeunes. Je voudrais dire que les Israéliens sont comme tout le monde. Ils préfèrent se raconter une histoire glorieuse plutôt qu'une histoire coloniale. Les Français sont bien placés pour le savoir car les responsabilités coloniales en Algérie ne sont pas complètement digérées. Pour les Israéliens c'est pareil. Ils préfèrent se raconter une histoire où leurs grands-pères ont résisté plutôt que les viols et les massacres qui ont été commis et évidemment l'expulsion des Palestiniens. La Nakba comme tout le projet colonial dans son intégralité consiste à dépaletiniser la Palestine. Nous cherchons à démontrer concrètement en quoi consiste cette dépaletinisation.

Notre livre « La Nakba » a d'abord été publié en Hébreu et est sorti en français il y a un an. Ce n'est pas un livre sur la Nakba. C'est un livre sur la Nakba en hébreu. Sur le sentiment israélien de cet événement. Notre travail n'est pas de redire ce qui a déjà été dit, mais d'essayer de comprendre ce que la Nakba fait au corps et à la psyché israélienne. Comment on est passé d'un terme qui n'existait pas à ce mot qui veut dire catastrophe. On a en hébreu plusieurs termes pour évoquer la catastrophe. Il existe un terme qui est celui de Shoah qui reste émotionnellement trop chargé pour être utilisé dans d'autres stratégies. Ce livre revient sur quinze ans de luttes militantes avec Zorot notamment qui signifie « Elles se souviennent ». C'est une forme féminisée. Ce livre revient sur quinze ans de travail militant sur le terrain. A la fin de mon intervention, je vous projeterai un petit film sous-titré en français pour vous montrer plus précisément quelle est la nature de notre travail sur le terrain. Il y a quinze ans si vous tapiez le mot Nakba sur Google, vous n'aviez rien. Un véritable trou noir de notre histoire coloniale. Et quinze ans après c'est à la fois terrorisant, mais aussi une grande victoire politique. En 2001 le gouvernement produisit une loi appelée « loi Nakba », interdisant les commémorations de la Nakba le jour même de l'Indépendance. J'insiste sur cette partie de la loi car quand on crée un arsenal juridique pour contrer une commémoration, cela signifie que c'est une victoire politique et qu'on tient un objet politique. De quelque chose qui n'était rien jusqu'à quelque chose qui est très important, qui doit être réduit au silence.

Un autre exemple. Je ne sais si certains d'entre vous ont accès à la télévision israélienne, ils auront constaté que le mot Nakba commence à y être utilisé mais pas pour dire la réalité de la Nakba.

Je voudrais donner un autre exemple. Il y a une équipe de basket-ball qui s'appelle le Maccabi Tel Aviv. Cette équipe avait un stade historique dans la ville, mais la municipalité a décidé de le raser car Tel Aviv est une ville très gentrifiée où les pauvres, les noirs et les arabes sont à la périphérie. Il y eut une véritable levée de bouclier de tous les fans de l'équipe et le chef de ces fans a déclaré à la télévision « Pour nous, c'est une véritable Nakba »... Alors évidemment on peut voir le verre à moitié vide. Bien sûr cet homme dénature la Nakba, mais pour lui, ce jour-là il évoque un événement qui est très traumatisant. Il est donc intéressant de constater que c'est un terme qui commence à être utilisé pour décrire une situation traumatisante. Plus le mot est accepté par le public, plus l'exécutif considère qu'il faut le réduire au silence et le supprimer. Voyant que le mot Nakba échappe à l'arsenal politique il faut alors créer des interdictions.

Nous travaillons non seulement sur la Nakba mais l'interdiction de le commémorer le jour de l'Indépendance. Je suis très fier de vous dire que ce livre a été assigné en justice deux fois, et que la Justice a débouté celle qui était alors ministre de la Culture deux fois au motif de la loi Nakba car quand on a voulu organiser des débats publics en hébreu en Israël, quand on a fait un événement entre nous entre militants, ça a été très simple avec des camarades et des amis, mais quand on a voulu parler de ce livre devant la société civile, quand on a voulu chercher des salles et des lieux, les ennuis ont commencé. On a mis beaucoup de temps avant de trouver un lieu qui accepte de nous recevoir. Finalement une galerie d'art à Jérusalem nous a donné son accord pour nous accueillir et faire la présentation du livre, mais là c'en était trop pour la ministre de la Culture qui a voulu faire interdire le lancement de ce livre. Elle a été déboutée car la loi Nakba interdit que ce soit le jour de l'Indépendance alors que ce ne l'était pas. Ce livre a donc pu être présenté et débattu avec le public juif israélien. Même si aujourd'hui il est très difficile d'évoquer la Nakba en dehors des cercles militants.

Ce qui est surprenant c'est que les premiers à prononcer le mot Nakba furent des militaires israéliens qui en juillet 1948 vont lancer des tracts par hélicoptère sur le village de Sela Haifa s'adressant dans un arabe excellent à la population qui résistait. Ces militaires exhortaient les Palestiniens en ces termes « Si vous voulez échapper à la Nakba et éviter un désastre et échapper à une inévitable extermination, il faut vous rendre ». Ce sont les mots utilisés par l'armée israélienne. C'était

un mois avant la parution du livre de Constantin Zureik à Beyrouth « Le sens de la Nakba ». En novembre 1948 toujours, un grand poète Nathan Altermann a écrit un poème « Aizot » qui signifie « A propos » et fut publié dans le journal d'Avar, journal élitiste. Ce poème va décrire de façon très littéraire le massacre de Palestiniens sans défense. Ben Gourion qui est alors premier ministre va ordonner la distribution de ce poème aux cent mille soldats. Tous ces soldats vont lire avec euphorie comment les Palestiniens furent massacrés par des soldats en jeep.

L'exécutif israélien triomphant ne se cache pas de ce qui a été fait comme répression et massacres de 1948 à 1952 en Palestine, mais le temps va passer et Israël qui cherche à construire une nouvelle nation va alors changer de stratégie dans les discours. Jusqu'à maintenant on utilisait le mot de « ipalitts », les réfugiés et c'est un mot qui va être remplacé dans les discours et dans les médias par le mot qui signifie « les infiltrés » Il y a un monde entre le réfugié et l'infiltré car on passe de l'indigène expulsé à l'infiltré illégitime et illégal qui forcément vous veut du mal.

La période suivante de 1967 à 1985 fut appelée « priorital occupation » car elle correspond à la seconde phase d'occupation. Moshe Dayan qui était connu pour ne pas être un gauchiste disait alors « Nous terminerons en 1967 le travail qui n'a pas été terminé en 1948. A ce moment-là le mot Nakba va complètement disparaître. Les expulsions et les destructions de 1948 vont être effacées de la mémoire collective et le terme d'expansion va être généralisée par les exécutifs successifs. A la fin des années 1980, les nouveaux historiens vont réexaminer l'historiographie israélienne et leurs apports vont être déterminants, mais ne vont pas dépasser les cercles universitaires. Il va falloir attendre 2001 pour qu'une organisation juive israélienne El Zorot soit créée et commence une sensibilisation de la société israélienne

Depuis la loi Nakba reste une version édulcorée de la proposition initiale qui était si radicale que certains membres du Likoud ont trouvé qu'elle allait un peu trop loin. Au même moment en liaison avec ces efforts législatifs, une organisation nommée « Itirsu » qui se définit comme apolitique mais en réalité est d'extrême droite, s'est donnée pour objectif de contrôler les discours au sein des universités et de veiller à ce qu'elles appliquent une ligne résolument sioniste. Elle va alors lancer une campagne pour créer un déni total de la Nakba. En 2011 cette organisation a rédigé et distribué un pamphlet. Comme elle

n'a aucun problème de financement elle va éditer une brochure de 70 pages, sorte de pamphlet intitulé « La Nakba, c'est n'importe quoi ». En fait ils reprennent l'argumentaire officiel israélien intitulé « Les mensonges de la Nakba ».

A l'écran vous pouvez lire les trois points principaux :

- 1- Les Palestiniens ont abandonné leur terre et ils sont partis de leur plein gré. S'ils sont réfugiés, c'est de leur faute.
- 2- Ils nous ont attaqué et ils ont perdu. Ils sont donc responsables de leur propre désastre.
- 3- 900 000 juifs ont été expulsés des pays arabes. Donc c'est équivalent.

On établit alors une hiérarchie du traumatisme et de la douleur. L'objectif est d'empêcher toute évocation de la Nakba. Tous les lieux culturels sont menacés de coupures de budget s'ils cherchent à évoquer la Nakba. L'effet reste très dissuasif car ça entraîne des interdictions et surtout des peurs à un point tel que les Israéliens nous demandent s'il est bien légal de parler de la Nakba.

Aujourd'hui que savent exactement les Israéliens de la Nakba? Si vous allez sur Google, vous trouvez des pages entières consacrées à ce séisme, mais il faut se rendre compte que la société israélienne reste étanche à ces informations. Notre travail est d'apporter de la connaissance avec une démarche basée sur « Si vous n'allez pas à la connaissance, la connaissance vient à vous ». Nous sommes les transmetteurs de ces faits. Nous parlons beaucoup des villages disparus. Au préalable nous avons beaucoup travaillé avec les palestiniens et nous avons traduit en hébreu leurs témoignages.

Je ne vais pas vous donner les conclusions parce que j'ai vraiment envie que vous lisiez le livre. Je vais seulement vous communiquer quelques chiffres. D'après un sondage effectué en 2015 auprès de 500 juifs israéliens avec 55,5 % de la population juive israélienne connaît ou a entendu parler du mot Nakba et elle l'associe à la notion de conflit et d'arabes. On peut voir le verre à moitié vide, mais on part de très loin en terme de déni mémoriel.

Pour finir sur une note optimiste en parlant du droit au retour. De-Colonizer soutient le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens et de leur descendance. Ce n'est pas à nous de décider qui peut et doit

rentrer. Ce sont aux Palestiniens seuls de décider. On s'oppose par la même à une hypothèse israélienne qui se voudrait sélective. Ce n'est pas à l'occupant de décider du sort de l'occupé. Il était important de poser cette question car elle fait partie de l'actualité. Ce fut une question épique et on a du s'y reprendre à trois fois.

Dans un premier temps on atteignait les 30 % de réponses favorables. On s'est dit qu'il y avait sûrement un problème et on est allé voir des spécialistes pour reformuler la question ainsi : « En 1948 au moment de la guerre d'indépendance la plupart des Palestiniens qui habitaient ce pays sont devenus des réfugiés et se sont dispersés dans le monde entier. Le droit au retour des réfugiés palestiniens et de leur descendance fait référence au choix pour chaque réfugié palestinien entre l'endroit réel où il vivait jusqu'en 1948 ou accepter tout autre type de compensation selon ses désirs.

La reconnaissance du droit au retour pourrait signifier que plus de 7 millions de réfugiés palestiniens choisiraient de revenir. Dans quelle mesure soutenez-vous ou êtes-vous opposés au choix tel qu'il est présenté? Avec tout ça on a quand même eu 16 % des juifs israéliens qui sont favorables au retour. Le chiffre peut paraître petit, mais c'est énorme et comment l'expliquer. En Israël la notion de droit au retour est constamment manipulée par les gouvernements comme une menace sur le thème « Ils reviennent et nous jettent à la mer ». Dans ce cas les Israéliens sont comme les autres pays. Entre le eux et le nous, ils choisissent le nous.

Il est évident que nous avons accompagné notre questionnement en précisant aux israéliens que cela ne signifiait pas une nouvelle Nakba pour eux. En fait contrairement aux Israéliens, les Palestiniens sont prêts au Vivre Ensemble.

Notre travail est évidemment un travail pour la justice et la solidarité et le droit international, Notre travail consiste aussi à convaincre les Israéliens qu'ils vivraient mieux avec la décolonisation.

Pour conclure je voudrais être optimiste et dire que si la question était posée également aux Palestiniens nous pourrions atteindre les 30 % de la population. Ca devient alors un argument politique qu'on peut mettre sur la table pour discuter et qu'on peut mettre en avant dans les négociations.

C'est un peu le carnaval en ce moment car on n'a pas de gouvernement et je vous rappelle que l'intégralité de la campagne de Benny Ganz était basée sur « Tout sauf Bibi ». Mais je vous rappelle aussi que les clips de Benny Ganz montraient les bombardements de Gaza en 2014, filmés par drone et où il se vantait d'être le chef de guerre. C'est ça la principale opposition à Netanyahou. Mais il y a aussi une société civile qui fait des choses et nous avons besoin de vous car sans pression internationale il ne se passera rien. J'aimerais vous dire le contraire, mais ce n'est pas vrai. Nous sommes menacés en permanence, marginalisés, pouvant perdre notre emploi sans raison

Pour finir je voudrais parler de mon grand-père. Il était résistant et il m'a toujours dit que « Comme en France après la dernière guerre où il s'est trouvé plein de résistants de la dernière heure, ce pourrait être la même chose en Israël ».

Il y a aussi un avocat très connu qui a écrit un très bon article dans lequel il dit « Un jour vous direz tous que vous étiez contre l'occupation ». Et dans l'Histoire, jamais des privilégiés n'ont abandonné leurs avantages sans qu'ils aient été contraints de le faire. C'était le cas de la Révolution française, c'était le cas en Algérie, c'était le cas en Afrique du Sud, et ce sera le cas en Israël.

J'ai maintenant terminé et je vous remercie.



Avner BEN-AMOS

Membre de la direction
du Forum Negev
for Civil Equality

Les Bédouins des villages non reconnus dans le Néguev : des citoyens ignorés

Je tiens d'abord à remercier les organisateurs du colloque pour m'avoir invité. Pour moi c'est un grand honneur d'être ici parmi vous, militants de gauche et amis palestiniens.

Je voudrais commencer par évoquer mon expérience personnelle. Quand est-ce que je suis devenu sensible à la situation des bédouins du Néguev, spécialement ceux qui habitent dans des villages non reconnus par l'Etat? Après avoir terminé mes études doctorales aux Etats-Unis, je me suis installé avec ma famille dans une petite bourgade, Omer, pas loin de Beer-Sheva, dans la partie sud du pays. Un jour je me suis promené dans la partie est d'Omer et j'ai vu à l'horizon quelques tentes et cabanes éparpillées dans les collines. Comme je ne comprenais pas bien de quoi il s'agissait j'ai demandé à des personnes qui m'ont expliqué que c'était un village bédouin de la tribu El Tarabin, un village non reconnu par l'Etat d'Israël. C'était en 1995 .

Deux ans après, avec des amis qui étaient militants de gauche et avec ces habitants du village d'El Tarabin et d'autres villages bédouins, nous avons créé une association qui s'appelle *Forum pour la Coexistence et l'Egalité Civique dans le Néguev*, dont je suis toujours un membre de la direction. J'ajouterai plus tard quelques mots à propos de cette ONG. Pourquoi cette histoire? Parce que j'imagine que si moi, en tant que citoyen israélien né et éduqué en Israël, je ne connaissais pas à l'époque la situation de cette population de bédouins qui habitaient dans des

villages non reconnus, il est presque sûr que vous aussi, en France, ne la connaissiez pas. Et pourtant c'est un problème crucial.

Il ne s'agit pas d'une population nombreuse - environ 120 000 personnes - mais à travers l'analyse du destin de ces bédouins on peut mieux comprendre la politique du gouvernement israélien vis-à-vis des citoyens arabes de l'Etat et surtout sa conception de l'aménagement du Territoire quand il s'agit des arabes.

Il faut d'abord se situer par rapport à l'Histoire. Eléonore a beaucoup parlé de la Nakba et il faut aussi se rappeler de la Nakba du Néguev. Avant 1948, 90 000 bédouins environ y vivaient. La majorité fut expulsée pendant la guerre par l'armée israélienne vers la bande de Gaza et la Cisjordanie. Environ seulement 12 000 personnes sont restées dans cette région après 1948 et étaient concentrées dans la partie nord du Néguev, la partie la plus fertile.

Examinons maintenant la carte du Néguev avant 1948 et après. Les responsables Israéliens savaient qu'il y avait des bédouins dans cette région fertile et ils décidèrent de les chasser dans une partie plus désertique située dans le sud-est du Néguev, nommé le Siyag. Ce transfert de population s'est passé dans la première moitié des années cinquante afin de faire place à des nouvelles villes destinées aux nouveaux immigrants juifs venus d'Afrique du nord. C'est ainsi que fut expulsée la principale tribu, celle d'El Tarabin.

Les années soixante constituent une époque charnière où la situation change d'une manière profonde. Et je cite Moshe Dayan qui était à l'époque ministre de l'agriculture. Il a dit lors d'une entrevue avec le journal Haaretz en 1963 : « On n'a pas besoin de tant d'agriculteurs en Israël. Les bédouins, ce peuple nomade, va disparaître dans deux ou trois générations. Ils deviendront des citoyens qui rentreront chaque jour chez eux dans l'après-midi en sortant de l'usine pour rejoindre leur famille et leur maison ». C'est-à-dire que pour le gouvernement Israélien, leur destin était de devenir un prolétariat urbain. C'est pourquoi le gouvernement voulait chasser les bédouins une deuxième fois de leurs villages dans le Siyag afin d'utiliser leur terrain pour l'armée ou pour la construction de villages destinés à la population juive.

Commence ainsi la création de sept nouvelles villes pour les bédouins. Il s'agit d'une urbanisation forcée. Presque la moitié des bédouins a refusé de quitter leur village pour aller dans ces futures

nouvelles villes. C'est ainsi qu'est née une division entre ceux qui ont accepté d'habiter en ville et ceux qui ont refusé, en créant des villages non reconnus par l'Etat. Ils ont refusé car ils étaient propriétaires de terrains dans la partie nord du Néguev. En outre, ils voulaient rester sur leur terre comme des paysans et refusaient de vivre dans les conditions urbaines de ces villes. En ville, on leur octroyait de façon tout à fait inégalitaire des conditions de vie très inférieures par rapport à celles proposées aux immigrés juifs. Ils n'avaient pas non plus les mêmes possibilités d'éducation, ce qui entraînait un taux très élevé de chômage.

Je reviens à ces villages non reconnus. En 1965 les terrains occupés par les bédouins furent déclarés terrains agricoles avec interdiction d'y construire une quelconque maison. Les bédouins se regroupèrent néanmoins pour édifier des maisons et des cabanes et créer des villages qui ne sont pas reconnus légalement ainsi que celles et ceux qui y habitent. Ce sont les invisibles qui n'existent pas aux yeux des gouvernants israéliens. Aujourd'hui il y a trente-cinq villages non reconnus à l'est et au sud est de Beer-Sheva. Ils ne figurent pas sur la carte du pays, même si ces bédouins habitent bien dans ces villages. En plus, ils manquent de toute infrastructure. Ils ne sont raccordés ni à l'eau ni aux égouts, ni à l'électricité. Ils n'ont accès à aucun système d'éducation. Leurs maisons sont en fait des cabanes, construites avec de simples matériaux pas du tout durables.

Il faut aussi dire quelques mots sur l'impossibilité d'être reconnus comme les vrais propriétaires des terrains dont ils étaient propriétaires avant 1948. Ce sont des questions légales très complexes. Dans le système israélien les bédouins sont considérés comme des nomades qui n'ont jamais été propriétaires de terres. D'ailleurs les juges ne reconnaissent pas les documents officiels d'achat de terres émis par l'empire ottoman. Il y avait même plusieurs cas dans les années quarante où le Fonds National Juif (K. K. L.) a acheté des terres de bédouins dans la partie nord du Néguev. Plusieurs plans officiels ont été élaborés pour résoudre ces problèmes. Le dernier date de 2013 et consiste à expulser les bédouins des villages non reconnus vers les villes bédouines et leur donner une compensation piteuse.

Aujourd'hui il y a donc 35 villages non reconnus avec une population de 120 000 bédouins. Le gouvernement israélien cherche à les détruire pour pousser les habitants à aller vers les villes. Chaque

semaine plusieurs dizaines de cabanes sont ainsi détruites, ce qui fait que dans une année environ mille maisons sont détruites. Il y a deux cas célèbres de villages qui ont tenté de résister aux démolitions, ceux d'Al-Araqueeb et d'Oum El Hiran. Ce sont des cas très différents l'un de l'autre. Al Araqueeb se situe à dix kilomètres au sud de Beer-Sheva. Avant 1948, il était habité notamment par les familles El Oukbee et Al Touri qui furent expulsées par l'armée en 1951. Ces terres furent louées à d'autres bédouins par la suite. En 1998 l'Etat a décidé d'implanter une forêt financée par le Fonds National Juif. C'est un moyen très efficace pour l'autorité israélienne pour contrôler le territoire. D'autres forêts en Israël ont été implantées sur d'anciens villages palestiniens détruits après 1948, afin d'effacer leurs traces. Une forêt est aussi inhabitable. C'est à ce moment-là que la famille Al Touri a décidé de revenir dans son ancien village.

Ainsi en 2002 les bédouins d'Al Touri ont commencé par reconstruire leurs maisons autour du cimetière qui datait de 1914. C'est devenu un beau village, prospère, mais pour les autorités israéliennes, c'était un village illégal, donc non reconnu. En 2010 elles ont détruit tout le village avec 1 300 soldats et policiers. Depuis c'est devenu une bataille continue. Chaque fois que la famille Al Touri reconstruit quelques cabanes, les soldats arrivent et les détruisent. Ce processus s'est répété déjà 160 fois. Cet acharnement attire les média israéliens et a un grand impact sur l'opinion publique israélienne, mais la famille Al Touri a perdu la bataille légale. Le cheik Sayach Al Touri a été condamné pour se trouver illégalement sur ses propres terrains et reçut une peine de 10 mois de prison en décembre 2018. Il fut libéré en août 2019 et la bataille a recommencé. Elle continue encore aujourd'hui.

Le deuxième cas de résistance est celui d'Oum El Hiran. Ses habitants ont été expulsés de leur village en 1956. Ils sont alors partis à l'est de Beer-Sheva, pas loin de la frontière, et ont construit un beau village. Pourtant, il y a huit ans, le gouvernement a décidé de bâtir au même endroit un village pour un groupe d'habitants juifs nationalistes et religieux et a décidé de transférer les bédouins dans une ville bédouine proche, Khoura. Toutes les tentatives légales et les manifestations de la part des habitants visant à stopper ce transfert ont échoué, et il y avait déjà pas mal de maisons détruites. Le 18 janvier 2017, pendant une opération de démolition, la police a tué un habitant du village. Récemment il y eut une espèce de compromis. La plupart des

habitants ont signé un accord avec les autorités israéliennes : ils iront à Khoura et recevront une parcelle de terre et une compensation. Mais il y eut conflit sur quelques détails et il n'a pas été mis en œuvre.

Aux dernières nouvelles le Ministre de l'agriculture a déposé il y a quelques mois un projet de loi qui autorise le gouvernement israélien à évacuer des villages non-reconnus s'ils empêchent le développement des routes nationales, comme la route N° 6 qui va du nord au sud, ou s'ils bloquent le développement des bases militaires. Aujourd'hui, heureusement, les projets sont stoppés à cause de l'impasse politique et de la démission du ministre. Quand il y aura un nouveau gouvernement il est certain que ce projet va redémarrer.

Nous, dans le Forum de coexistence, nous avons trois champs d'activité :

1. Apporter une aide matérielle aux bédouins des villages non reconnus par l'Etat.
2. Informer l'opinion publique israélienne qui croit que les bédouins sont tous des criminels et des voleurs de terres.
3. Faire du lobbying à la Knesset pour aider les bédouins et leur apporter une assistance juridique.

Quelle est la leçon de tout cela?

Selon les gouvernements israéliens, la terre d'Israël n'appartient qu'aux juifs. Les arabes doivent se concentrer dans des lieux précis sinon ils sont expulsés.

C'est la même politique partout dans les territoires palestiniens occupés de Cisjordanie et la bande de Gaza ainsi que dans l'Etat d'Israël. Il y a donc une continuation de cette politique dans l'espace et aussi dans le temps.

Merci!



Shehada SAHER

Palestinienne
de nationalité israélienne
Membre du Comité de direction
de Coalition of Women for Peace

Femmes israéliennes et palestiniennes résistant à l'occupation

Je suis Madame Saher et je vais faire mon intervention en utilisant notre site internet. Je fais partie du comité de direction de la *Coalition des Femmes pour la Paix*. Nous sommes des activistes israéliennes et palestiniennes en même temps qu'une ONG. Notre coalition existe depuis l'an 2000 et nous agissons contre l'occupation des Territoires palestiniens et pour la justice sociale en Israël.

En 2000 neuf organisations de femmes se sont regroupées pour former une coalition afin d'essayer d'avoir un impact plus important. Nos activités visent à montrer les effets de l'occupation sur le peuple palestinien et notamment sur les femmes palestiniennes en dénonçant les actions du gouvernement israélien.

Je vais maintenant vous parler plus précisément de nos activités. Une d'entre elles porte sur les prisonnières politiques. Nous avons une campagne permanente en cours et nous organisons des conférences sur les femmes qui sont arrêtées en fonction de leur engagement politique. Tout comme lors de l'arrestation de cette jeune femme de 16 ans, AHED TAMIMI. Nous avons organisé des manifestations devant la prison et nous avons émis beaucoup de messages sur les média sociaux.

Il y a eu DARIN TATOUR, palestinienne qui a été arrêtée pour avoir écrit un poème et l'avoir publié sur facebook. Elle a été arrêtée pour promotion du terrorisme. Nous avons donc organisé une conférence le

soir même, mais elle a été assignée à résidence pour un certain temps. Nous l'avons aidée à se pourvoir auprès de la Cour Suprême et elle a eu gain de cause.

Autre exemple HEBA AL-LABADI, une palestinienne de Jordanie qui est venue rendre visite à sa famille en Palestine et fut arrêtée et placée en détention administrative. Elle commença alors une grève de la faim et nous avons lancé une campagne d'information et une très importante pétition que nous avons adressée au gouvernement pour l'aider et aider aussi les autres détenues. Au bout de quarante jours, une femme en Israël et une femme en Europe ont également entamé une grève de la faim par solidarité. Cette action fut très efficace et elle fut alors libérée assez rapidement.

La détention administrative est une violation du droit international. Le gouvernement arrête des Palestiniens et même des enfants sans leur permettre le droit de consulter un conseil et de prendre un avocat et sans connaître le motif de leur arrestation. Ils ne savent pas quelle sera la durée de leur détention et ils n'ont pas droit de recevoir des visites. Beaucoup de pays démocratiques ou autocratiques utilisent la détention administrative comme moyen de combattre le terrorisme ou pour le contrôle de l'immigration illégale ou tout simplement pour protéger leur pouvoir. A la différence d'une incarcération criminelle qui suppose un jugement, la détention administrative est basée sur un mécanisme d'attente. Elle est souvent basée sur des suspicions et des craintes pour le futur. Sa pratique a été critiquée et condamnée par des organisations des droits humains qui considèrent qu'il s'agit d'une violation des droits des citoyens.

Autre aspect de notre activité, c'est la création de performances que nous avons organisées dans plusieurs grandes villes israéliennes comme Haïfa, Jérusalem, Tel Aviv... pour demander la libération de Gaza.

Je vais maintenant vous parler de la façon dont l'occupation est présentée. Lors du dernier Eurovision en Israël, nous avons organisé des manifestations près de l'Arène où se déroulait l'événement. Pour nous, l'objectif était de montrer comment le gouvernement israélien essayait de camoufler sa politique d'occupation. Nous en avons fait de même lors de la Gay pride à Tel Aviv et Jérusalem. A l'époque le gouvernement a tenté de faire passer Israël pour une démocratie libérale et nous avons montré que c'était du « pink washing », de la poudre rose aux yeux.

Notre coalition s'est rendue sur les Territoires palestiniens occupés et a mené des travaux de recherche sur les entreprises israéliennes qui ont démarré leurs activités dans les Territoires occupés. Nous avons donc rencontré des travailleurs palestiniens dont les salaires sont plus faibles car les entreprises en profitent pour les exploiter. C'est le cas d'Ahava Cosmétique qui utilise de surcroît les ressources des Palestiniens au niveau de la Mer Morte. Autre exemple avec une marque d'eau minérale qui agit de la même façon.

Un autre projet de notre organisation consiste à dénoncer la fabrication d'armes israéliennes qui sont vendues partout dans le monde et utilisées lors des bombardements sur la bande de Gaza pour les tester et les expérimenter.

Autre problème dont j'aimerais parler qui concerne la violation par Israël des droits internationaux. Le Parlement a adopté une loi qui privilégie les citoyens juifs. Cela limite nos activités tout comme la loi anti-boycott. Si quiconque ou une ONG cherche à critiquer une entreprise israélienne, cette dernière peut porter plainte et nous pouvons aller en prison.

Il y a également une loi nationale qui dit que la langue arabe n'est plus considérée comme une langue officielle. C'est ainsi que vingt pour cent de la population a été effacée de l'espace public, économique et culturel. Il en est de même pour les documents officiels.

Comme vous pouvez voir sur notre site, nos différentes activités sont présentées ainsi que nos performances dans les villes principales et à la frontière avec la bande de Gaza. Vous pouvez également découvrir une photo du poème incriminé dont je vous ai parlé.

Vous pouvez découvrir notre page facebook. Si vous souhaitez nous soutenir pour nous aider à changer la situation vous pouvez faire un don. Si vous désirez communiquer avec nous, vous trouverez notre adresse e-mail.

Merci beaucoup.



Mme Michèle SIBONY

Michèle SIBONY

Membre de la coordination nationale et porte parole de l'UJFP

Quelques questions pour y voir plus clair

L'U.J.F.P. est une association juive née lors de la première intifada pour soutenir les conditions d'une paix juste et durable en Israël/Palestine. Nous avons dès la deuxième intifada été cofondateurs du *Collectif national pour une paix juste entre Israéliens et Palestiniens*. Ce collectif unique en son genre en Europe réunissait et réunit encore près de 50 associations, partis, syndicats. Nous sommes aussi membres de la Plateforme des ONG pour la Palestine et aussi inscrits dans la lutte contre le racisme en France : antisémitisme, islamophobie bien sûr. Et aussi négrophobie, momophobie, racisme anti-asiatique à travers des plateformes comme celle de Rosa Parks et celle d'un espace antiraciste respirable. Cette précision n'est pas hors sujet, j'y reviendrai. Nous sommes toutes et tous ici présents concernés par le sort de la Palestine et l'avenir des Palestiniens comme celui des juifs israéliens qui vivent sur le territoire de la Palestine historique. Je voudrais ici évoquer rapidement à travers l'évolution de notre association les questions qui parfois divisent le mouvement de solidarité avec la Palestine. Divisions qui peuvent nuire à l'avancement de la question palestinienne en France.

Nous sommes toutes et tous informé.es quotidiennement de ce qui se passe dans cette région. Et nous sommes toutes et tous à un titre ou un autre du mouvement de solidarité international qui s'intéresse à ce que l'on appelle encore à tort le conflit israélo-palestinien. Une appellation qui reflète bien le point de vue occidental sur la réalité fort différente expérimentée dans la région.

1 – La naissance de l'U.J.F.P. en avril 1994 inscrivait de fait son travail dans le cadre d'Oslo, jusqu'à la deuxième intifada. Dans ce cadre

nous luttons pour la création d'un état palestinien aux cotés de l'état israélien avec Jérusalem, capitale partagée selon la formule de l'époque. Cet horizon a changé avec l'échec d'Oslo dès 2000. Notre association a grandi avec la 2^{ème} intifada, et la question du sionisme qui était posée dès la création de l'association, car pour nous il n'a jamais été ni avant ni après Oslo pu être question de deux états ethniques ou religieux, mais de deux états s'il le fallait, de tous leurs citoyens. En 2000 pourtant nous nous déclarions « non sionistes » et non « anti-sionistes », parce que nombre de nos membres considéraient que l'appellation d'anti-sioniste nous couperait définitivement de la communauté juive, et espéraient encore que nous puissions travailler en relation avec cette communauté. Notre éviction du collectif des associations juives laïques, en raison de notre non sionisme, a mis un premier coup à cette illusion. La hargne de la Communauté sioniste à notre égard, son refus de tout débat, ses violences verbales et parfois physiques via la L.D.J. ont achevé le travail. Nous nous sommes rendu compte que pour être écoutés il fallait être entendus et pour cela que notre voix grandisse. Cela a été le cas à plusieurs reprises, nous avons pu le vérifier avec des lettres de Radio J qui nous étaient adressées pour commenter nos déclarations, une lettre du rabinat, certains communiqués du C.R.I.F. répondant aux nôtres, ligne à ligne, sans jamais les citer bien sûr.

Nous avons parfois été surpris de réactions négatives à notre égard par des pans du mouvement de solidarité nous jugeant trop radicaux. Le sionisme n'était pas une question, la seule question qui comptait était celle du droit international. Celui-là même qui imposa la partition de la Palestine mandataire, et s'est avéré depuis impuissant (mais est-ce bien le terme, peut être faut-il dire sans volonté de) à imposer un Etat palestinien.

Le soutien du droit international partitionniste renouvelé à la baisse avec Oslo est en réalité un soutien à l'existence de l'état d'Israël. Ceux-là même qui s'offusquent aujourd'hui de la loi état-nation, en attribuant uniquement à l'extrême droite israélienne au pouvoir la responsabilité de l'état-nation du peuple juif, semblent avoir oublié que cet état-nation exclusivement juif est inscrit dans la déclaration d'indépendance de 1948. Une partie du mouvement de solidarité s'exprime encore aujourd'hui contre la dérive extrême droitière des gouvernements de ce régime. Mais elle semble ignorer que c'est la gauche sioniste qui est la grande responsable de l'installation du régime colonial et de la Nakba. De 1948 à 1974, 17 gouvernements Mapai travaillistes se sont succédés sans interruption, responsables d'expulsions, de massacres, de guerres,

de l'occupation et de la colonisation de Gaza et de la Cisjordanie. La gauche israélienne ou ce qu'il en reste, est restée attachée aux paramètres d'Oslo périmés depuis plus de vingt ans et qui sont directement responsables de la loi état-nation. Il faut reconnaître que « deux peuples, deux états » était un slogan de La Paix maintenant, hérité du droit international, un slogan raciste fondé sur la conception ethnique de la nation qui s'affirme aujourd'hui. Autant de slogans et d'actes qui conduisent concrètement et directement à l'apartheid d'aujourd'hui. Le sionisme ne commence pas avec la loi état-nation ou plutôt le sionisme se fonde depuis le tout début sur l'idée d'un état nation du peuple juif, inscrite dans la déclaration d'indépendance de l'Etat du 15 mai 1948. ... *« C'est de plus, le droit naturel du peuple juif d'être une nation comme les autres nations et de devenir maître de son destin dans son propre Etat souverain. En conséquence, nous membres du Conseil national représentant le peuple juif du pays d'Israël et le mouvement sioniste mondial, réunis aujourd'hui, jour de l'expiration du mandat britannique en assemblée solennelle, et en vertu des droits naturels et historiques du peuple juif, ainsi que de la résolution de l'Assemblée Générale des Nations unies, proclamons la fondation de l'état juif dans le pays d'Israël qui portera le nom d'Israël ».*

Qui est ce « nous » qui institue le peuple dans cette déclaration? Cette déclaration dit quel collectif constitue la nation et transforme la société coloniale juive en collectif national, à l'exclusion des Palestiniens. Nous sommes en 1948 en pleine Nakba, les Palestiniens qui demeurent en Israël n'auront jamais accès à la Nationalité, tout juste à une Citoyenneté de plus en plus limitée et de plus en plus controversée.

Sans parler de près de 70 lois discriminatoires, votées depuis 1948, excluant la population palestinienne sur le territoire israélien de tous les symboles nationaux, de la terre, etc.

Attaquer la loi état-nation est bien sûr notre devoir, mais en la situant sans jamais l'oublier dans le droit fil du sionisme auquel elle appartient. Sauf à distordre gravement la réalité. On pourrait à lire certains textes imaginer que si demain la gauche sioniste (mais où est-elle passée d'ailleurs) revenait au pouvoir les choses iraient mieux pour les Palestiniens... elle qui Nakba incluse est responsable de l'annexion de Jérusalem, de la conquête et de la colonisation des territoires occupés de 67 et des nombreux massacres de Gaza... Cette loi n'est-elle pas l'occasion pour les mouvements de solidarité dans le monde de

questionner enfin, au delà de toutes les mythologies et les fabrications d'opinion imposées, la réalité du régime qui détruit la Palestine? Lutter contre l'apartheid, fruit d'une situation coloniale n'est-ce pas d'abord lutter contre le régime qui l'installe? Et le dernier gouvernement de ce régime n'est pas, de loin, le seul responsable de cette mise en place.

Le régime qui opprimait les noirs d'Afrique du sud s'était donné un nom : l'Apartheid. Le régime qui détruit la Palestine s'est donné un nom : le Sionisme. Lutter véritablement contre l'apartheid israélien aujourd'hui n'est-ce pas enfin l'appeler par son nom et lutter contre le sionisme? Mal nommer ou ne pas nommer ce régime, c'est contribuer au malheur de la Palestine, pour paraphraser Camus. Nous sommes à la veille de l'examen par l'Assemblée Nationale de l'amendement Maillard qui vise à identifier l'antisémitisme à une forme d'antisémitisme. Ne peut-on penser que si depuis longtemps en France toutes les organisations, partis, syndicats, fédérations d'enseignants, associations des droits de l'homme avaient eu le courage d'appeler les choses par leur nom et de condamner fermement le sionisme la situation serait différente aujourd'hui et aurait rendu plus difficile une telle proposition à l'assemblée nationale? Il n'est pas trop tard, mais se contenter d'évoquer la liberté d'expression, même si c'est juste et nécessaire, ne suffira pas pour contrer cette attaque si dangereuse pour tout le mouvement de solidarité et faut-il le rappeler pour la Palestine elle-même.

Ne faudrait-il pas au contraire prendre conscience et affirmer que ce qui réveille ou provoque l'antisémitisme dans le monde d'aujourd'hui c'est le soutien accordé au régime sioniste. Et cet antisémitisme nourrit et renforce le sionisme.

Les soutiens du mouvement de solidarité

Le fait que Netanyahu vienne de reconnaître son inaptitude à constituer un gouvernement et que ce soit Gantz qui remonte en scène pour le faire ne devrait pas nous aveugler : présenté en Europe comme centriste ou même centre-gauche, reconnu centre-droit en Israël, ce qui est encore une litote, sur la question sécuritaire et donc palestinienne, Gantz a sensiblement les mêmes positions que Netanyahu. L'homme qui se vante d'avoir ramené Gaza à l'âge de pierre en 2014, n'a cessé de donner des cautions anti-palestiniennes afin de répondre à la principale accusation de Netanyahu contre lui : celle d'une proximité avec les arabes. « lo Bibi, Tibi » c'est à dire : Gantz ne soutient pas

Netanyahou, il soutient les arabes. La décision de la liste arabe unie à l'exception notable des députés de Balad, de soutenir la candidature de Gantz contre Netanyahou a rencontré la colère palestinienne de Gaza et des TOP. De fait cette décision participait à la fragmentation de la Palestine.

Le fait qu'une partie du mouvement de solidarité français a pu saluer cette décision de la liste unie de soutenir Gantz est très problématique. Si le mouvement de solidarité comme il l'affirme en général apporte son soutien à la société palestinienne, il devrait en particulier veiller à ne pas soutenir tout ce qui peut contribuer à la principale calamité imposée aux Palestiniens : la fragmentation de leur peuple. L'illusion d'une alliance avec Gantz a d'ailleurs trouvé ses limites dans le mépris affiché de Gantz à leur égard. Et encore plus aujourd'hui avec la nouvelle attaque sur Gaza chargée de déterminer qui dirigera le prochain gouvernement israélien ; le plus cruel et le plus agressif sera celui-là et Gantz jouera tous ses atouts comme chef d'état-major du précédent carnage en 2014.

Le mouvement de solidarité devrait aussi favoriser tout ce qui se passe dans la société palestinienne pour permettre la reconstruction d'une stratégie globale. Il ne devrait pas s'agir d'un soutien inconditionnel aux autorités qui n'ont plus de légitimité des urnes aujourd'hui, ni même celle de la rue palestinienne, et qui placent depuis Oslo la construction de l'état en objectif et horizon national unique. Comme le développe Joseph Massad dans son article de 2012 « la compulsion de partition », Oslo a transformé la lutte de libération nationale en lutte pour la construction d'un Etat.

Le peuple palestinien depuis et à cause d'Oslo a perdu sa capacité à construire une stratégie nationale globale. Reste que la société civile palestinienne a construit et proposé un outil politique, le seul capable de lutter contre cette fragmentation, de mobiliser et d'unifier la solidarité internationale quelles que soient les divergences politiques.

Alors je poserai la question suivante : celle du BDS.

Pour nous dès sa sortie en 2005, il était évident de soutenir l'appel au boycott désinvestissement sanctions contre Israël. Et nous avons participé à la construction de la campagne BDS France en 2009 dans laquelle nos militants tiennent tous une place active. Nous nous étonnons souvent des frilosités qui se sont exprimées et s'expriment toujours au sein du mouvement de solidarité français sur le BDS. Boycott

seulement des colonies, réticences sur le boycott culturel, voire refus de tout boycott, ces réticences ont amené bon nombre d'associations à ne s'opposer aux tentatives de criminalisation ou de l'interdiction qu'en usant de l'argument de la liberté d'expression. On peut imaginer qu'il aurait été plus difficile aux gouvernements successifs de céder aux pressions du lobby israélien si nous avions eu un front uni et déterminé soutenant expressément le boycott des institutions de l'apartheid, de toutes les institutions de l'apartheid. Car c'est bien de cela dont il est question.

Pourquoi l'appel palestinien du BDS continue-t-il de diviser nos rangs et d'y susciter tant de frilosité avec quelles conséquences, sachant qu'il s'agit de l'outil majeur de résistance non armée palestinienne? Parler de la liberté d'expression concernant le BDS est une façon à peine dissimulée de se défausser sur la vraie question : le soutien franc, massif et sans réserve qui devrait être accordé au BDS en France. La partie du mouvement de solidarité qui défend la liberté d'expression concernant BDS tout en spécifiant : « que l'on soit pour ou contre » passe en fait le message qu'elle n'est pas d'accord avec le BDS, mais défend juste le droit qu'il puisse être exprimé. Très faible niveau de soutien donc, dès lors que c'est le point qui est mis en avant. Cela fragilise le mouvement de BDS en France, malgré sa combativité, et cela réduit le niveau de pression nécessaire sur l'U.E. pour qu'elle sanctionne enfin Israël. L'amendement Maillard dont je viens de parler vise aussi quasi explicitement la campagne BDS.

Cette bataille qui se mène sans défaillance dans le camp de nos adversaires contre la Palestine, rencontre encore trop d'indétermination dans notre camp.

La Partition et l'Etat de Palestine

L'évolution de notre association a accompagné la réalité brutale de la situation du terrain. Confiscation continue des territoires de Cisjordanie, Blocus de Gaza détachée de la Palestine par la stratégie israélienne largement partagée par les puissances occidentales, Jérusalem consacrée capitale d'Israël par les Etats-Unis, une souveraineté israélienne toujours plus prégnante sur l'ensemble de la Palestine historique, la fragmentation encore des statuts des Palestiniens, l'« oublié » trop fréquent de la revendication du droit au retour des réfugiés même dans nos rangs, tout cela nous a conduit, avec la lecture de nombreuses

expressions palestiniennes à revenir sur ce qu'Oslo avait tenté d'imposer et s'est avéré comme un dangereux leurre. Amjad Iraqi, un chanteur palestinien cite utilement dans un article de 2018 (Eléments d'un récit et d'un discours palestiniens stratégiques – Al Shabaka) les distorsions du discours palestinien dûes à l'adoption du récit israélien.

« Jamil Hilal a identifié cinq « fausses représentations » qui infestent le discours dominant qui règne aujourd'hui sur la Palestine : (1) les droits territoriaux des Palestiniens ne sont limités qu'à 22% de leur patrie historique ; (2) le point de départ de la lutte palestinienne est 1967, au lieu de 1948 ou avant ; (3) le peuple palestinien ne comprend que les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ; (4) la solution des deux Etats constitue l'avenir politique le plus légitime et le plus visible des Palestiniens ; (5) et que les Palestiniens puissent développer leur société et leurs institutions tout en vivant sous occupation militaire ».

A cette lecture on peut légalement se demander si certaines de ces « fausses représentations » n'ont pas aussi été adoptées par une partie du mouvement de solidarité.

La gauche française est trop souvent très heureuse de se référer au droit international et au partage de l'ONU. Ce même partage repris par Oslo en 1993, après un demi-siècle de destruction et de colonisation de la Palestine qui tente de faire exister un état sur les restes de ces cinquante dernières années : les territoires occupés et Gaza. Oslo auquel on continue encore et encore de se référer est aussi un échec, le second du droit international partitionniste. Joseph Massad évoque ce moment et ses conséquences dans l'article précité : *« Ce n'est pas le rejet du plan de 1947 qui constitue l'événement traumatique des Palestiniens, mais bel et bien leur acceptation de sa version tronquée en 1988. Loin d'être une névrose, le rejet du plan de partition reflétait une position de principe anticolonialiste partagée par tous les peuples colonisés... La partition a constitué le critère à la base de ses projets (coloniaux) dans tous ces contextes (le nom même de cette stratégie en Afrique du Sud fut « partition » ou « apartheid » et l'arrêt de la partition est considéré comme la seule voie vers la libération. Sauf en Palestine où la partition est présentée comme le moyen non pas de renforcer le projet sioniste de colonisation de peuplement, mais étonnamment comme une voie vers la « libération ».* Ceux qui balayaient d'un coup d'épaulement méprisant la perspective d'un Etat de la mer au Jourdain avec le retour des réfugiés palestiniens comme une utopie, devraient commencer par balayer devant leur porte : la fameuse solution à deux états, vieille de 72 ans

d'expérimentation se solde par un échec magistral, alors que celle d'un seul état n'a jamais été tentée à ce jour.

Sans doute est-ce aussi ce qu'exprime le peu de soutien trouvé en Europe à la grande marche du retour de Gaza. Ceux-là encore devraient écouter Richard Falk qui a été rapporteur spécial des Nations-Unies pour les droits de l'homme (et ce n'est pas un utopiste) dans son article tout récent du 7 novembre 2019 : « *Les manœuvres de zombies de ces 20 dernières années ou plus et le plaidoyer constant en faveur des négociations pour une solution à deux états depuis longtemps moribondes doivent cesser. La seule solution qui vaille est de savoir quel type d'Etat émergera – laïc ou apartheid –... soit un état juif pratiquant l'apartheid, soit un état laïc, ethniquement neutre fondé sur les droits de l'homme et l'égalité pleine et entière de ses différents peuples et de leur religion. L'adoption récente de la loi Fondamentale du peuple juif et le rejet par la Knesset d'un projet de loi affirmant l'égalité de tous les peuples vivant en Israël montrent clairement qu'Israël est déterminé à réaliser la première option. En fin de compte la seule question qui vaille est la suivante : quel type d'Etat unique existera dans le territoire de la Palestine administré entre les deux guerres mondiales par le Royaume-Uni en tant que mandataire? Est ce que ce sera un état juif qui réalise le projet sioniste ou un état laïc fondé sur les droits de l'homme et mû par un esprit d'égalité. Et il conclut : « Le contexte diplomatique y gagnerait en clarté si le président Mammoud Abbas et la direction de l'AP à Ramallah pouvaient même tardivement montrer la voie en affirmant ce nouveau réalisme. Ce pourrait être le moyen de retrouver leur pertinence pour le bien-être du peuple palestinien et la véritable dynamique de la lutte palestinienne ».*

L'UJFP soutiendra toujours le droit palestinien à l'autodétermination, mais elle ne peut que constater à quel niveau de destruction de la Palestine a conduit le droit international et sa logique de partition qui n'a réalisé que la seule expansion et le seul développement du seul état existant : Israël dans une logique de destruction et d'élimination de la Palestine? Ce qui sous-tend les partitions dans le monde est un principe d'inégalité (des ressources, des individus des états constitués, etc. voir encore l'Apartheid sud africain).

En conclusion, je dirais que le peuple palestinien dans sa survie a besoin aujourd'hui d'amis inconditionnels qui n'atermoient pas autour de ce qui est vital pour lui. La condamnation ferme et publique et non implicite de ce qui est en train de la détruire : le sionisme. L'adhésion

ferme et entière à ce qui le défend et le protège aujourd'hui : le BDS entre autres.

Et parce que l'UJFP ne dissocie pas son action dans le cadre de la globalisation du monde qui relie et intrique les situations, parce que nous avons vu comment l'idéologie néo-conservatrice a forgé des liens maléfiqes entre la résistance palestinienne et le terroriste islamiste, entre le terrorisme islamiste et les populations musulmanes françaises notamment, parce que la situation de la Palestine est aujourd'hui noyée dans le Moyen-Orient en fusion, nous faisons le lien avec l'islamophobie qui se développe en Europe et en France, avec l'importation des méthodes de gouvernance israélienne, et de gestion des populations, et nous nous impliquons dans la défense des victimes de l'islamophobie.

Là aussi les attermolements nous semblent dangereux pour la population visée ici, qu'ils isolent dans la revendication antisioniste légitime, permettant qu'elle soit stigmatisée comme illégitime et antisémite ; (rappelons nous que déjà en 2014 l'académie de Poitiers considérait que l'intérêt pour la Palestine constituait un signe de radicalisation et ce signe s'est propagé et répété dans nombre de listes destinées à ce repérage). N'est-il pas temps de construire un mouvement de solidarité véritablement inclusif ? Nous l'avons vu et vécu à plusieurs reprises les appels à manifestation ne sont pas soutenus par un collectif national qui craint de donner un cadre nécessaire entre autres à des forces vives de la population qui sont antisionistes qui soutiennent les Palestiniens réfugiés, de Gaza, de Cisjordanie et d'ailleurs comme on soutient un membre de sa famille, parce qu'elles sont arabes et refusent à juste titre l'injustice. Ne pas leur offrir le cadre nécessaire à l'expression de la solidarité c'est les mettre en danger, les livrer en proie aux pires forces réactionnaires et racistes de ce pays.

N'est-ce pas œuvrer ici contre le vivre ensemble et la coexistence que l'on prétend soutenir ailleurs ? Comment conclure sans évoquer Gaza sous le feu israélien aujourd'hui et la solidarité qui devrait s'exprimer dans la rue, et comment ne pas constater qu'aujourd'hui le *Collectif National* ne s'est pas encore réuni pour organiser d'urgence la grande manifestation qui devrait s'imposer et la communication nécessaire? Encore faudrait-il cesser enfin d'avoir peur des arabes ici pour soutenir ceux de là-bas. Amjad Iraqi pose dans sa conclusion des questions utiles destinées aux Palestiniens, mais qui nous concernent aussi et peuvent nous aider à dessiner notre soutien et nos mobilisations :

Quelles composantes et priorités d'un récit commun peuvent-être approuvées par tous les secteurs de la société palestinienne ?

- Les Palestiniens doivent-ils s'entendre sur le « but final » de notre lutte afin de construire et de maintenir un récit unifié ?
- Comment assurer l'efficacité stratégique de notre discours sans le rendre étroit et exclusif ?
- Notre discours va-t-il revenir aux modèles traditionnels du nationalisme ou peut-il trouver de nouveaux cadres pour réunir les communautés palestiniennes fragmentées ?
- Notre récit peut-il donner la priorité à ce que nous combattons – le colonialisme des colons israéliens et l'apartheid alors que notre discours se concentre sur une vision de ce que nous voulons – la liberté, la justice et l'égalité ?
- Reconnaître le droit d'Israël à exister (comme cela a été le cas dans les accords d'Oslo) implique-t'il l'acceptation du récit et du discours sioniste?
- Comment le récit et le discours palestiniens devraient-ils aborder les droits historiques et contemporains des juifs israéliens dans une vision politique future ?

Ce sont quelques-unes des questions auxquelles les Palestiniens mais aussi leurs alliés doivent répondre, en partageant les expériences et les leçons tirées d'autres luttes.



Tarek LOUBANI

Médecin canadien.
Professeur à l'université
de Western Ontario

A accompli de nombreuses missions au sein de la bande de Gaza particulièrement lors des manifestations pour les Marches du Retour où il a soigné de nombreux blessés. Il fut lui-même atteint aux jambes par un sniper. Il a initié différents projets : Keys of Health pour former des médecins dans différentes disciplines. Glia pour rendre les équipements accessibles dans les zones de guerre. Empower Gaza pour développer l'énergie solaire dans les hôpitaux.

La situation médicale dans la bande de Gaza

Merci à tous pour votre présence. Je vais commencer par clarifier mon rôle quelque peu. Je suis médecin. Je travaille aux urgences dans la ville de London au Canada et je voyage aussi régulièrement dans la bande de Gaza où je me rends quatre fois par an. Je ne suis pas impliqué politiquement. Je ne parle pas de politique et je ne participe pas à la vie politique. Donc ce n'est pas ce que je vais faire aujourd'hui. Ce qui ne veut pas dire que je sous estime l'importance de ce travail et de ceux qui le font. En ce qui me concerne, j'ai une approche purement médicale.

Quand vous entendez parler de certains projets auxquels je participe, ils partent tous de l'idée de répondre aux différents besoins des hôpitaux à Gaza où je travaille. A l'origine je pensais que tout ce que j'avais à faire, c'était un peu de formation et que tout irait bien. Malheureusement j'ai découvert que lorsque je formais les autres médecins, les étudiants me disaient que cette formation était très bien mais qu'il n'y avait pas d'équipement car l'équipement est presque totalement absent des hôpitaux à Gaza et les médicaments sont également introuvables. En fait on ne compte même plus les pénuries des produits médicaux et

surtout de ceux qui sont essentiels. Cinquante à soixante pour cent des médicaments essentiels ne sont pas disponibles.

La raison principale pour laquelle je travaille à Gaza, c'est avant tout parce que c'est un problème essentiellement humain. Il n'y a pas de manque de compétence ou d'intelligence, il n'y a pas un manque de ressource locale, mais il y a ces attaques militaires constantes qui se produisent en même temps qu'un blocus terrible qui empêche les personnes et les produits d'entrer et de sortir. C'est donc une situation intenable qui ne devrait pas exister.

Je vais vous décrire le quotidien à Gaza. Je vois que vous êtes très informés sur la politique israélienne à Gaza comme en Cisjordanie, mais vous ne savez peut être pas ce qu'est le quotidien d'un médecin et c'est ce dont je vais vous parler aujourd'hui. Chaque jour quand je commence ma garde, il y a un déluge de patients et il n'y a pas de médecins pour les prendre tous en charge. On a seulement quelques minutes pour s'occuper de chacun d'entre eux alors que pour des soins très basiques, les tests sanguins et les médicaments manquent terriblement. Je dois ainsi voir beaucoup de patients avec très peu de ressources et ensuite les ventiler dans un système qui ne peut pas prendre le relais pour les prendre en charge. Ces pénuries sont aigües et deviennent catastrophiques quand on est dans une situation de guerre.

En 2012, c'est la première guerre que j'ai vécue à Gaza. Je me suis vite rendu compte qu'on devrait accueillir de cinquante à cent personnes à la fois car les bâtiments étaient bombardés et que toutes les victimes arrivaient en même temps. Nous étions cinq ou six médecins qui avons travaillé pendant des heures sans être correctement équipés et sans aucun repos. Les blessés étaient traités dans un chaos absolu. Nous essayions d'aller le plus vite possible et de tout remettre en place pour être prêts pour accueillir les blessés du prochain bombardement. Nous avions cependant l'avantage d'être dans un hôpital.

Pendant la Grande Marche du Retour en 2014, la situation ressemblait beaucoup à celle de 2012, mais de façon amplifiée. On a pu observer une situation qu'on n'aurait jamais pu imaginer. Vous pouvez penser parfois que les Palestiniens exagèrent lorsqu'ils parlent des horreurs du blocus et des conséquences dramatiques sur les populations civiles, mais c'est la vérité. Quand ils nous ont dit que ce serait une manifestation paisible, on s'attendait à des blessures par balles en

caoutchouc ou dues à des grenades lacrymogènes, mais en réalité on n'avait aucune idée de ce à quoi il nous fallait faire face. Le premier jour il nous a fallu accueillir plus de mille personnes blessées et une trentaine de personnes mortes de leurs blessures. C'était incroyable. Dans les hôpitaux, ce n'était pas la pire chose qu'on n'ait jamais vue, mais nous étions surpris et malgré notre expérience nous étions choqués. Ce à quoi on ne s'attendait pas c'est que même ceux qui n'étaient pas impliqués directement dans la manifestation et se tenaient à côté étaient également visés et arrivaient à l'hôpital avec d'importantes blessures.

On avait l'habitude de soigner dans les guerres des blessures par écrasement alors qu'il s'agissait de blessures par balles tirées par des snipers sur les manifestants. Soixante dix pour cent de ces blessures étaient dans les jambes avec des balles d'un nouveau type, très destructrices qui détruisent non seulement l'os, mais aussi les tissus. Si un os est brisé, ce n'est pas très grave car on le répare, mais comme autour il y a tous les tissus musculaires ils étaient également détruits. En réalité ces blessés se trouvaient de fait amputés par ces balles. Le quatorze mai 2018, je me suis rendu à beaucoup de manifestations et j'ai vu des personnes qui se tenaient là, debout et ne faisaient quasiment rien, qui se contentaient de regarder les manifestants de façon très paisible. Certes il y avait des gens qui brûlaient des pneus et qui jetaient des pierres, mais ce que j'ai vu à Gaza c'était bien moins agressif que ce que j'ai vu par ailleurs à Québec, à Montréal ou Toronto. C'était beaucoup plus pacifique et comparativement à ce qu'on voit à Hong-Kong à présent face au Parti Communiste Chinois et sa violence, c'était d'une violence bien moindre. Quand on considère la violence des manifestants à Hong-Kong, je ne les condamne pas, au contraire je les soutiens, mais ils sont beaucoup plus agressifs que les manifestants de Gaza.

La réponse israélienne à la manifestation consistait à effectuer des tirs constants à la tête et au cou et bien sûr aux jambes. Quand je me préparais pour les manifestations j'étais muni d'écouteurs et d'une radio souvent connectée à un téléphone et branchée sur les fréquences radio des personnels urgentistes. A 9h30, j'ai reçu mon premier rapport concernant une personne abattue et je fus surpris que les tirs commencent si tôt le matin. A 10h30 j'étais sur le site des manifestations et plusieurs personnes étaient déjà mortes. Entre 10h30 et 17 h. il y avait une personne qui était visée par un tir chaque minute. En réalité on a tiré sur 1 700 personnes ce jour là. Et soixante personnes sont mortes.

J'étais une des cibles sur lesquelles on a tiré et ce que j'avais remarqué

c'est que personne n'était à l'abri. Avant qu'on me tire dessus je n'imaginai pas que les Israéliens tireraient sur des médecins. Avant ce jour il y avait eu des manifestations depuis six semaines avec des milliers de personnes sur lesquelles on avait tiré et aucune d'elles n'était un médecin. Il était clair qu'à partir de ce jour il y a eu une décision israélienne de cibler les personnels médicaux et c'est ainsi qu'à partir de cette date dix-neuf médecins ont été touchés par une balle. Je ne faisais rien et tout d'un coup je me suis retrouvé au sol regardant le ciel et criant à cause de ma douleur.

Le premier homme qui m'est venu en aide s'appelait Moussa. C'était un médecin très expérimenté qui sût immédiatement quoi faire. Il avait beaucoup d'expérience car il avait vécu toutes les guerres depuis 2008. Il avait vu tous les conflits ainsi que ces manifestations qui duraient depuis six semaines. Quand ils ont essayé de me sauver, ils m'ont demandé si je volais un tourniquet. On était sur le terrain pour tester et développer ces tourniquets depuis que le blocus empêchait l'entrée de tout équipement médical y compris des garrots. Je savais parfaitement qu'il ne nous restait que dix garrots ce jour-là et nous étions loin de la fin de la manifestation et bien sur j'ai dit non.

Au Canada, j'aurais reçu un garrot car j'avais une blessure qui le nécessitait, mais à Gaza il ne faisait aucun doute que je n'étais pas prioritaire et qu'il fallait garder les garrots pour ceux qui allaient être blessés dans la journée. Une heure plus tard Moussa a reçu une balle dans la poitrine et sa mère par une très surprenante coïncidence était à côté de lui car elle faisait partie des manifestants. Ils s'étaient retrouvés dans un cimetière où ils accompagnaient des personnes qui étaient enterrées. Les soldats israéliens dans ce moment tragique ont tiré sur toutes les personnes présentes dans la foule et ont tué dix personnes juste à cet endroit là. Moussa n'est pas mort sur le coup. Il a été blessé, mais sa blessure n'aurait pas dû être fatale. Si j'avais été là je l'aurais soigné avec ce stylo... Mais les Israéliens ont fait des tirs de suppression pour empêcher quiconque y compris des médecins de le rejoindre. Moussa nous appelait à la radio et nous disait comment était sa blessure et quelle était sa situation, qu'il ne pouvait pas respirer et de minute en minute sa voix devenait de plus en plus faible et sa respiration de plus en plus difficile. Sa mère l'a tenu contre elle pendant une demi-heure jusqu'à ce qu'enfin des civils puissent l'amener jusqu'à un médecin qui a stabilisé sa situation, mais il était déjà trop tard. Aucune mère ne mérite de voir son fils mourir de cette façon surtout quand il s'agit d'un médecin blessé de manière « traitable » qui n'aurait pas dû mourir surtout sous

les yeux de soldats israéliens qui savaient très bien que c'était un médecin, qu'il était au sol et gravement blessé.

C'est pourquoi quand les Nations unies ont publié leur rapport ils n'ont pas eu de difficulté à parler des dizaines de milliers de personnes qui étaient blessées et beaucoup dans la fleur de l'âge. Le jour où l'on m'a tiré dessus ils ont aussi tiré dans la tête d'un double amputé dans une chaise roulante qui c'est évident ne représentait aucune menace. Ce jour-là aussi beaucoup d'enfants furent gravement blessés ce qui est inconcevable et inacceptable.

Pour vous en France dans la situation actuelle, il y a des tâches à remplir pour nous aider et améliorer la situation. Bien sûr à long terme l'objectif est de mettre fin au blocus et à l'occupation afin de redonner aux Palestiniens les droits humains de base, le droit à l'éducation, le droit à la circulation et bien évidemment le droit à la santé. Dans l'immédiat je pense que ce que vous pouvez réaliser, c'est la fourniture d'équipements médicaux et la formation de médecins pour travailler dans la bande de Gaza.

Comme il a été indiqué dans la présentation nous menons des projets visant à former des médecins palestiniens en dehors de la bande de Gaza. C'est malheureusement très difficile à cause du blocus. Si la France pouvait former cinq médecins chaque année ce serait une contribution significative.

En ce qui concerne l'équipement médical, nous essayons de le fabriquer localement dans Gaza et sur ce point également je pense que vous pouvez nous aider. Cela nécessite de la formation, mais également du développement de matériel médical que nous pouvons utiliser. Par exemple au Canada nous sommes en train de développer un stéthoscope qui peut être imprimé en 3D et par conséquent être produit dans la bande de Gaza. Nous développons également un oxymètre qui permet donc de détecter l'oxygène et de situer avec précision l'état du patient. Une fois que cela aura été développé au Canada, le système sera exporté dans la bande de Gaza.

Merci beaucoup d'avoir pris le temps d'être ici aujourd'hui et de m'avoir écouté. Merci également de ne pas perdre espoir. Beaucoup d'entre vous défendent les droits de la personne pour les Palestiniens depuis des décennies. Je pense qu'il est important de savoir que ce blocus se terminera un jour ou l'autre. Il nous faut donc dès aujourd'hui réfléchir à l'action pendant le blocus, mais il faut aussi penser à l'après blocus. Il faut agir comme en Afrique du Sud après la Libération et anticiper les problèmes que rencontreront les Palestiniens.

QUESTIONS / REPONSES

Maurice Buttin : « Monsieur l'ambassadeur de Palestine, vous qui avez longuement vécu en Afrique du Sud pourriez vous nous rappeler comment vous avez suivi le combat contre l'apartheid et la fin de l'apartheid ? »

Salman El HERFI

Je voudrais commencer par dire que l'option de deux Etats n'est pas une option palestinienne. C'est une concession palestinienne. C'est une option de la Communauté internationale et c'est à cause de ça que les Palestiniens réunis à Alger en 1988 ont voté pour la conception de deux Etats. Ils ont fait une grande concession. De leur côté les Israéliens ont refusé la notion d'un seul Etat. C'est ainsi depuis toujours. En 1969 Mme Golda Meir a refusé ainsi que tous ceux qui lui ont succédé à l'exécutif israélien. Mr Netanyahou ne voulait ni l'un ni l'autre, ni deux Etats, ni un seul Etat. Il voulait un régime d'apartheid.

C'est à cause de ça qu'on n'a pas commencé par une action visant à se débarrasser de cet apartheid israélien. Dans les années 90, avec la démocratisation de l'Afrique du Sud nous avons commencé à discuter avec nos camarades du Congrès National Africain comment créer et animer un réseau international pour combattre l'apartheid israélien car en réalité c'est depuis la création de l'Etat d'Israël qu'il y a apartheid. Il y a aujourd'hui beaucoup d'indifférence de la Communauté internationale à cette situation et aussi de la complicité de certains pays avec la politique israélienne. Nous avons longuement discuté avec nos amis du mouvement anti apartheid qui ont longtemps aidé l'Afrique du Sud.

Il y a aujourd'hui une lâcheté des Etats au sein des Nations unies, mais il y a aussi une prise de conscience de la société civile dans beaucoup de pays, du Mexique à la Chine, de la Nouvelle-Zélande au Canada. Mais nous sommes encore loin de retrouver la situation de tous ces pays qui se sont mobilisés à boycotter le régime de l'apartheid de l'Afrique du Sud. Ils avaient ainsi obligé les institutions internationales, l'assemblée générale des Nations unies, le Conseil de sécurité, à prendre des mesures, mais malgré ces mesures les Etats en Europe, aux Etats-Unis

et ailleurs n'ont jamais abdicé Mais avec la détermination du peuple africain dans sa lutte avec un programme, une stratégie très claire qui se résumait dans un seul Etat pour tous les citoyens d'Afrique du Sud. One man, One vote. Avec l'appui de la communauté internationale il a ainsi été possible de forcer le régime d'apartheid à s'asseoir à la table des négociations. En 1981, la première fois le régime a accepté le principe d'une rencontre de négociations et c'était à Dakar. Et plus tard c'était à Genève et finalement en Union soviétique. La défaite de l'Afrique du Sud en Angola força le régime à comprendre qu'il fallait une autre politique. Puis ce fut les Etats-Unis et l'Europe plus ou moins menacés dans leurs intérêts qui firent pression sur le régime d'Afrique du Sud. Le plus important fut le mouvement anti-apartheid car il avait préparé le terrain au boycott généralisé des produits venant d'Afrique du Sud.

En Israël nous avons progressé avec cette loi qui oblige à étiqueter les produits fabriqués dans les colonies. L'armée de Tsahal est une armée d'occupation. Les colons sont des citoyens israéliens qui se moquent du droit international et leur présence est illégale. C'est pourquoi le mouvement anti colons et anti produits israéliens est légal selon la loi internationale. C'est pourquoi nous disons que le boycott des produits de l'occupant ainsi que les entreprises qui collaborent avec Israël pour la fabrication d'armes. C'est comme ça que le mouvement anti apartheid en Afrique du Sud a gagné le cœur de tout le monde. Nous soutenons sans réserve le mouvement BDS et dénonçons la politique d'Israël qui combat avec la complicité de certains pays européens les militants de ce mouvement. Le BDS est légal et nous saluons les petites mesures de la Cour européenne de Justice. Mais il faut être beaucoup plus courageux et demander le soutien aux juges de la Cour et du Tribunal international qui sont menacés par les Etats Unis, directement par Trump et son administration. Il faut saluer les juges de la Cour Internationale et dénoncer les Etats complices qui refusent d'appliquer le droit international et laissent pourrir la situation. Il faut dénoncer la lâcheté des Etats complices et en même temps soutenir les militants de BDS qui sont visés par toutes les forces coloniales et dénoncer Israël comme un Etat colonial. Saluons les militants car ils font partie du mouvement anti apartheid qui vaincra et libérera la Palestine.

Merci.

Question adressée à Mme Bronstein

Comme il n'y a guère de jurisprudence en droit pénal international, l'aveu de crimes par un Etat ne doit-il pas être forcément précédé par une négociation discrète et un accord sur les compensations dues aux victimes et ayant droit avant qu'un avis public ne soit émis ? Exemple Israel 1948, Turquie 1995, etc.

Peut-on envisager des négociations secrètes pour des compensations aux victimes avant que ne soit donné un aveu public général ?

Eléonore Merza Bronstein`

C'est un peu technique comme question. J'imagine qu'on parle du droit au retour des réfugiés palestiniens.

Je ne suis pas diplomate. Ce n'est pas mon travail. Je suis anthropologue et militante de terrain. Je n'ai jamais assisté à des négociations secrètes alors je serais bien mal avisée de répondre. Je voudrais juste insister sur un point car souvent en Europe et dans la communauté internationale les gens font beaucoup d'hypothèses, mais il ne faut pas oublier de rappeler que le destin des Palestiniens appartient aux Palestiniens et que le rôle de la communauté internationale, c'est un rôle de soutien, d'appui ; mais ce n'est pas un rôle de décision. C'est encore moins le rôle des Israéliens .

Je ne sais pas répondre à ce genre de question car je crois qu'on est tellement loin de négociations même secrètes qu'Israël aurait tort de s'engager dans une négociation. Israël ne paie aucun prix pour son occupation alors pourquoi Israël rentrerait-elle maintenant dans des négociations. Ce sera le cas le jour où on lui coupera les robinets et où il y aura un boycott international puissant sur le plan économique et culturel,





2

Colloque deuxième partie



Jean FRANCHETEAU

Modérateur

Avant que cette deuxième partie ne commence je voudrais revenir un court instant sur le titre choisi pour ce colloque « Israéliens et Palestiniens ensemble contre l'apartheid ». Il y a plusieurs raisons qui justifient ce choix car c'est un constat, une perspective et un axe stratégique.

La première toute simple consiste à vouloir nommer les faits très simplement. L'apartheid doit être nommé beaucoup plus qu'il ne l'est en réalité. En France il y a beaucoup de réunions sur le thème de l'égalité des droits, mais finalement on ne va pas au fond des choses et il en ressort un contenu assez indéfini et pas très clair alors que si on nomme l'apartheid comme système de ségrégation et d'injustice en ce qui concerne les droits des Palestiniens, cela devient plus évident. Le mot est compris par tout le monde. Ce mot apartheid devient alors un levier parce qu'il est perçu par beaucoup pour ce qu'il est réellement, une séparation et une ségrégation entre les hommes avant tout basée sur la race ou la religion dans un espace bien défini.

La seconde raison tient à une réalité importante qui est celle de la solidarité croissante de certains juifs israéliens avec le peuple palestinien. J'étais très heureux ce matin d'entendre les associations israéliennes présenter leurs activités et témoigner sur la politique coloniale et répressive qui caractérise la politique israélienne à laquelle elles s'opposent. Alors qu'aujourd'hui la situation d'isolement du peuple palestinien n'a jamais été aussi dramatique et que la communauté internationale ne semble plus concernée par la situation en Palestine, on constate que ces associations font un travail essentiel sur le terrain et dans beaucoup de secteurs d'activité. Issues de la société civile israélienne, elles expriment par leurs initiatives et leurs actions une véritable solidarité avec le peuple palestinien et l'aident dans sa résistance et sa

résilience. Ce fait est fondamental pour l'avenir. Il y a aujourd'hui environ une quarantaine d'associations qui font cet important travail de solidarité et la liste n'est pas exhaustive.

C'est dans cet esprit que nous avons cherché à inviter ce mouvement juif américain qui s'appelle « *Une Voix Juive pour la paix* », mais il est vraiment regrettable que pour des problèmes d'organisation interne dus à un changement de responsable cela n'a pas été possible. C'est vraiment dommage car il s'agit d'un point d'ancrage qui se situe dans une perspective stratégique importante car il est nécessaire que les lobbys juifs américains évoluent et c'est ce qui est en train de se passer en partie grâce à l'action de cette association. Elle était encore faible il y a cinq ou six ans alors qu'aujourd'hui elle a de plus en plus d'adhérents et est en plein essor. Elle fonctionne en liaison avec le parti démocrate et contribue à faire évoluer les mentalités et les positions de beaucoup de juifs américains. Elle agit également en liaison étroite avec le mouvement étudiant des campus et avec des intellectuels très connus comme Noam Chomsky et Noémie Klein.

Le troisième élément c'est BDS qui prend de l'ampleur aux Etats-Unis, en Amérique latine et dans certains pays d'Europe. Il nous faut avoir cette vision d'ensemble et agir activement à ces trois différents niveaux si nous voulons faire bouger la situation.

Je reste optimiste surtout quand on sait qu'en même temps que ce colloque, le CRIF fait sa grande conférence annuelle au Palais des Congrès et que le thème est « Relégitimer Israël ». Ce choix laisse entendre que nos actions ont un certain impact et Israël se rend compte que son image est en train de se dégrader et que la cause palestinienne même si les gens ne se mobilisent pas dans des manifestations publiques est de plus en plus comprise et soutenue par les différents peuples du monde.

Il n'était pas possible d'organiser ce colloque sans évoquer la survie permanente à Gaza régulièrement bombardée sans parler des massacres lors des Marches du retour. Nous remercions Tarek Loubani qui nous a fait une description des très difficiles conditions médicales dans lesquelles il soigne les nombreux blessés. Je laisse maintenant la parole à Ziad Medoukh qui est une partie de l'âme de Gaza et qui va intervenir en début de cette deuxième partie du colloque.



Ziad MEDOUKH

Chercheur universitaire,
poète, essayiste

Je voudrais maintenant vous présenter Ziad Medoukh qui fait partie de l'âme de Gaza. C'est un homme étonnant car tout d'abord il parle très bien le français et a dirigé un département de français à l'université de Gaza. Il est poète, chercheur, essayiste et néanmoins très engagé. Il a récemment publié un livre aux éditions Culture et Paix intitulé « Etre non violent à Gaza » dont il va nous dire l'essentiel dans son intervention en développant les différents aspects d'une résistance populaire à Gaza.

La Résistance populaire et non violente à Gaza

Bonjour tout le monde. C'est un vrai plaisir pour moi d'être présent ici aujourd'hui avec vous. Je remercie également les organisateurs de ce colloque très intéressant sur la cause palestinienne.

J'ai été présenté comme poète, professeur, mais je préfère avant tout me présenter comme simple citoyen palestinien qui trouve énormément de difficultés pour sortir de Gaza et y revenir. Un citoyen palestinien qui vit comme deux millions d'autres citoyens palestiniens à Gaza avec le blocus, les coupures d'électricité, le manque de médicaments, mais un palestinien qui a décidé de rester dans son pays au milieu de la population civile de Gaza.

C'est toujours un plaisir et un soulagement pour un Palestinien de Gaza de participer et de voir qu'en France et partout dans le monde il y a un mouvement de solidarité avec la cause palestinienne. Nous les Palestiniens avons tout perdu, la liberté, la maison, la terre... Mais il nous reste deux choses importantes : la résistance sur place et la résistance internationale. Notre rébellion et notre résistance rencontrent un

large mouvement de solidarité pour rétablir la justice pour nos droits cela nous reconforte et renforce l'ensemble de la résistance palestinienne.

Je vais commencer mon intervention qui va être rapide par la citation d'un vice ministre et chef d'état-major israélien qui a déclaré la semaine dernière où il a constaté un bilan dramatique dû aux raids des avions israéliens avec trente six morts et beaucoup de blessés ainsi que la destruction de trois écoles et vingt cinq maisons : « Nous les militaires israéliens, on attaque souvent le Liban et on liquide des militants syriens, iraniens, libanais, et il n'y a aucune riposte. A Gaza on tue un résistant et il y a toujours une riposte avec des missiles ». En effet deux cent trente missiles furent lancés de Gaza, ce qui est une façon de résister. Il y a un blocus qui dure depuis treize ans, tout est bouclé et pourtant on trouve des résistants qui lancent des missiles ».

Je veux commencer par parler du courage et de la résistance de la population civile. Et je vais évoquer plusieurs points :

Premier point : Pourquoi l'armée israélienne attaque Gaza en pleine trêve? La dernière guerre fut très destructrice, mais il y eut une trêve qui a été signée entre l'armée israélienne et les factions avec la médiation égyptienne. Cette trêve a été respectée par les factions militaires de Gaza, mais jamais par l'armée israélienne. Il y a toujours des agressions et des morts, mais il y a un vrai problème au niveau des instances internationales et des médias qui disent : « S'il y a plus de quinze morts, on bouge, sinon c'est banal et nous ne faisons rien ». Cette phrase résume la mentalité de la communauté internationale en ce qui concerne la bande de Gaza. Il faut toujours qu'il y ait des massacres et du sang palestinien pour que la communauté internationale se réveille.

Deuxième point : La résistance sous toutes ses formes. Nous avons plusieurs formes de résistance et il y en a une nouvelle à Gaza qui s'appelle la non violence. Il y a une différence entre la résistance populaire et la résistance par la non violence, ce que je vais développer.

Troisième point : Les Marches du retour font partie de la résistance non violente. Jusqu'à maintenant la résistance par la non violence était connue seulement en Cisjordanie. Depuis mars 2018, depuis le début des Marches du retour qui rentrent dans leur deuxième année, nous assistons à un développement de la résistance par la non violence et c'est surtout le fait de la société civile, c'est à dire les hommes, les femmes, les associations qui font un travail remarquable dans la

bande de Gaza. Cette société civile, elle souffre des mesures atroces de l'occupation, du blocus et surtout de la division interpalestinienne.

Revenons au premier point. Pourquoi l'armée israélienne attaque Gaza en pleine trêve? Bien sûr il y a tous les jours des attaques et des agressions de la part d'Israël. Cela fait maintenant treize ans que Gaza subit le blocus et que les Palestiniens sont encerclés et enfermés, un blocus qui empêche quiconque de sortir et les malades d'aller se faire soigner dans les hôpitaux égyptiens ou israéliens. Le blocus, c'est laisser les Palestiniens à leur sort précaire, avec seulement quatre heures d'électricité par jour, avec une liste de sept cents produits interdits d'entrée par les passages israéliens sous contrôle de l'armée. C'est ce blocus qui est la cause de beaucoup de morts et de blessés parmi les Palestiniens.

Maintenant observons ce qui s'est passé depuis la dernière trêve et le cessez le feu entre les factions de Gaza et l'armée israélienne. En réalité cette trêve n'a jamais été respectée par l'armée israélienne parce que tous les jours il y a des attaques et des agressions israéliennes. La marine israélienne attaque les pêcheurs et il y a des bombardements presque tous les jours.

La première raison c'est de casser la volonté de cette population civile. Israël n'admet pas qu'au bout de treize ans d'enfermement Gaza résiste toujours et il n'y a même pas 10 000 personnes qui ont quitté Gaza. Au contraire ces attaques renforcent la détermination de la société civile

La deuxième raison consiste à provoquer les factions israéliennes. Chaque fois l'armée israélienne essaie de provoquer les factions pour leur donner une réponse sous forme de bombardements. Les missiles lancés par les factions palestiniennes sont rudimentaires et ne font pas de dégâts. Pour moi c'est une façon de résister.

La troisième raison de ces attaques israéliennes vise à amplifier les divisions interpalestiniennes. Malheureusement ces divisions commencées en 2007 se poursuivent parce qu'il n'y a pas d'élection. C'est une honte pour la lutte palestinienne. Il faut dire les choses telles qu'elles sont. Depuis douze ans, nous avons deux gouvernements, un à Gaza géré par le Hamas et un en Cisjordanie géré par l'autorité palestinienne. Il n'y a pas de continuité géographique, mais il y a deux responsabilités politiques.

Quatrième raison : les Israéliens veulent montrer qu'ils sont victimes car ils ont le soutien américain, un soutien international. Ils bénéficient d'une impunité sans faille et surtout ils ont cinq milliards de dollars d'aide militaire ce qui leur permet d'essayer toutes les armes sur les palestiniens et chaque fois ils se justifient en disant qu'ils sont menacés. C'est la cinquième puissance militaire du monde qui se plaint que Gaza les agresse. En face de cette attitude nous pratiquons l'auto-défense alors qu'ils ont pour objectif de renforcer leur arsenal militaire et d'avoir constamment le soutien américain.

Nous pratiquons la résistance sous toutes ses formes. La première c'est la résistance politique. Depuis 1994 c'est le choix de l'autorité palestinienne qui repose sur des négociations et un processus de paix. Le problème c'est que l'autorité palestinienne est très impliquée dans un processus de paix qui dure depuis vingt six ans et au bout duquel elle n'a rien obtenu. Avec la colonisation, les Palestiniens sont en train de tout perdre y compris leurs terres, leurs maisons, leurs droits alors qu'ils négocient pour 18% de la Palestine historique. En Cisjordanie la situation est catastrophique. Il y a le mur d'apartheid qui en réalité ne sépare pas Israéliens et Palestiniens, mais sépare les Palestiniens entre eux. Il sépare les villageois de leurs villages, les enfants de leurs écoles, les paysans de leurs terres. Les Israéliens prétendent que c'est un mur de sécurité mais ils séparent les Palestiniens entre eux. La colonisation avance à grands pas et balaie tout en ne laissant rien aux Palestiniens. Il y a de multiples barrages israéliens et les mesures atroces de l'occupation.

A Gaza nous avons le blocus inhumain, la fermeture des frontières, une situation économique très difficile.

La deuxième force de résistance est militaire. Ce sont les factions militaires de Gaza qui la dirigent sans véritable consensus mais toutes les formes de violence sont légitimes car nous sommes occupés et le droit international est contre toutes les formes d'occupation israéliennes.

La troisième forme de résistance est la non violence. Une résistance c'est avant tout une stratégie. Je rappelle que Bernard Ravenel a écrit un livre sur la résistance non violente en Palestine. A Gaza la non violence n'était pas connue. C'est seulement après les manifestations non violentes en Cisjordanie et avec la Marche du retour en 2018 qu'elle a commencé à prendre forme avec la présence de personnalités

solidaires internationales et aussi de pacifistes israéliens. La résistance par la non violence implique la participation des intellectuels et de la société civile. Ce fut le cas en Inde et en Afrique du Sud également avec Nelson Mandela, où elles ont été pertinentes et efficaces. Ainsi la Marche du retour est une initiative non violente. C'est aussi une stratégie avec chaque vendredi 15 à 20 000 personnes qui se rassemblent. Toutes tendances culturelles, sociales et économiques confondues elles se dirigent vers les zones tampons. Les Palestiniens n'y vont pas pour affronter les soldats contrairement à ce que disent les média étrangers en racontant que les snipers ne sont là que pour riposter.

Lors du retrait de l'armée israélienne en 2005 de la bande de Gaza, Sharon a créé trois zones tampons à Gaza, au sud et au nord. Ce sont des zones de cinq cents mètres sur des terrains qui appartenaient à des Palestiniens et qui furent confisqués par l'armée pour faire une base militaire. C'est de là que les soldats tirent sur les manifestants palestiniens. Ainsi chaque vendredi depuis le 30 mars 2018 la population munie de simples drapeaux se dirige vers ces zones pour dire non à l'occupation. Cette marche est dirigée par un haut comité de représentants de la société civile.

La Résistance populaire est la quatrième forme de résistance. C'est un choix de la société civile qui consiste en Cisjordanie à rester près du mur et à Gaza à rester près de la frontière. Ce sont ces pêcheurs palestiniens qui prennent la mer pour pêcher où ils veulent. Ce sont aussi ces paysans qui continuent à travailler dans leur champ malgré les menaces quotidiennes. Ainsi 25 paysans ont été tués ces quatre dernières années soit par des snipers ou par l'armée. Ce sont aussi les jeunes qui ont choisi de rester et de ne pas partir pour fuir l'horrible réalité malgré un taux de chômage très élevé, un seuil de pauvreté qui atteint 79 % en l'absence de perspective.

Ce sont ces familles qui soit en Cisjordanie ou à Gaza continuent à envoyer leurs enfants à l'école pour apprendre. Une mère se lève à trois heures du matin pour accompagner son fils pour traverser soit le mur soit les barrages militaires. Une mère de famille à Gaza vend ses bijoux pour permettre à son fils d'aller à l'université car les universités sont privées et les frais d'inscription élevés (entre 500 et 1 000 euros par an).

Voilà quelques exemples de la résistance populaire qui est celle de la population civile qui a décidé de rester et de ne pas partir.

Maintenant un bilan très rapide de la Marche du Retour. Il est très lourd. Depuis dix-huit mois il y a eu 320 morts dont 69 enfants de moins de 16 ans, 9 femmes ainsi que quatre journalistes sans oublier vingt huit mille blessés. Parmi eux 120 ont été amputés. Malgré ce bilan très lourd il y a une volonté de continuer cette Marche non violente tous les vendredis. C'est là l'expression et la décision de la société civile pour dire non au blocus et que le droit au retour est un vrai droit légitime.

Qu'est ce que veut dire société civile ? Ce sont des hommes, des femmes, des jeunes qui ont créé leur structure malgré le fait qu'ils souffrent des atrocités du blocus, mais cela ne les empêche pas de prendre beaucoup d'initiatives. Il existe aussi des groupes de soutien psychologique qui accompagnent les enfants après chaque agression. Il y a beaucoup d'activités de bénévolat. Il y a la chaîne *Gaza la Vie*, une chaîne gratuite ouverte à tous, créée par des jeunes qui essaient de montrer la Vie à Gaza. Elle en a marre des divisions, des factions politiques, et a décidé de prendre des initiatives en refusant toute récupération politique. C'est le haut comité qui prend en charge les initiatives et les actions.

Quelles perspectives pour l'avenir ?

Malheureusement les Palestiniens sont divisés. Il y a deux gouvernements avec deux structures qui ne s'entendent pas et refusent de laisser la place à la population. Quelqu'un m'a demandé ce matin pourquoi les palestiniens de Gaza ne font pas des manifestations comme en Tunisie ou au Liban ?

Je réponds en disant que les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza en ont marre de la situation. Une société qui se veut démocratique se révolte contre l'injustice et sa priorité, c'est la lutte contre l'occupation. Si en Cisjordanie, les Palestiniens se débarrassent de l'autorité c'est l'occupant qui prendra la place. Si à Gaza le Hamas est destitué qui va le remplacer ? Sans doute d'autres extrémistes. La population en est consciente. Il nous faut résister contre le blocus, les agressions, le mur, les zones tampons, la colonisation tout en donnant de plus en plus de place aux initiatives de la société civile. Il y a aussi une nécessité d'accélérer la réconciliation et aujourd'hui les Palestiniens doivent mieux préciser leurs objectifs car ils restent aussi divisés sur leur avenir. Certains veulent un Etat, d'autres sont pour deux Etats. Il n'y a pas de consensus.

Aujourd'hui les élections sont une nécessité car depuis 2010 les mandats respectifs sont terminés. Ça fait neuf ans que le mandat du Hamas est légitime. Celui de Mahmoud Habbas est terminé à la même date, mais perdue dix ans après. Voilà aujourd'hui l'état de la démocratie palestinienne.

De plus les Palestiniens ne sont pas d'accord sur une forme de résistance. Il y a aujourd'hui plusieurs formes de résistance alors qu'il est nécessaire d'avoir un consensus comme ce fut le cas en Algérie, au Vietnam, en Angola... Pour nous la résistance populaire est la meilleure forme et il faut que l'OLP et le Hamas soient d'accord pour obtenir nos droits alors que jusqu'à maintenant le peuple palestinien n'a rien obtenu. Ils doivent aussi mener une offensive diplomatique internationale. La solidarité internationale est essentielle. En conclusion la situation est catastrophique, les agressions israéliennes sont permanentes et chaque jour il y a des morts. Mais les Palestiniens montrent une grande résistance et une résilience très forte. En réalité ils sont très patients et ils sont dans l'attente d'une solution politique d'autant qu'il n'y aura jamais de solution militaire de ce conflit et de cette guerre coloniale. Le processus de paix n'a jamais abouti car depuis la mort de Rabin le peuple israélien a basculé vers la droite et l'extrême-droite. C'est ce qu'on a pu voir ces dix dernières années avec Netanyahu et Lieberman. Les Palestiniens doivent faire taire leurs divisions pour rechercher une solution politique pour retrouver la Paix dans la justice. Avec Paix, Espoir, Justice nous devons patienter et chercher la solution politique.

Je vous remercie.

QUESTIONS / REPONSES

1. Vous avez avec raison parlé de non violence, je ne vois pas pourquoi élever cette non violence à un niveau supérieur pour qu'elle devienne une force morale. Comme l'a fait Moïse ou Gandhi que vous avez cités à juste raison, comme l'a fait Luther King... Face à une force militaire très forte et puissante qu'on ne peut pas battre, il n'y a que la force morale comme solution. Gandhi a trouvé la non violence, Luther King les Longues Marches, c'est à vous de trouver les moyens de concrétiser cette force morale.

Z.M. Je pense que vous avez bien raison de poser cette question, mais sachez que la résistance par la non violence n'est pas soutenue, ni par le Hamas qui domine la bande de Gaza ni par l'autorité palestinienne. Je pense qu'il y a dans cette salle des membres de l'AFPS qui participent chaque année à un Congrès international nommé Congrès de la non violence. Les choses bougent un peu. L'autorité ne condamne pas, mais ne soutient pas cette initiative car elle est très impliquée dans un processus de paix. Le Hamas est très impliqué dans une logique militaire. La société civile qui a initié cette démarche à travers les Marches du retour à Gaza ou les manifestations non violentes en Cisjordanie a encore du mal à s'exprimer. Je vous donne un exemple concret : si on considère que l'autorité palestinienne verse de quoi payer 173 000 fonctionnaires dont 45 000 sont à Gaza ; ces gens dont le salaire est versé par les pouvoirs politiques, ne peuvent pas apparaître dans les manifestations non violentes. Ils sont obligés d'obéir.

La non violence a besoin d'une stratégie, d'encouragement, de soutien. Nous sommes convaincus par cette stratégie, mais nous en sommes au début. Cela fait dix huit mois que nous avons commencé et cela doit se poursuivre malgré le bilan très lourd. Il y a une volonté de poursuivre cette action et nous espérons que ces initiatives seront de plus en plus nombreuses non seulement dans la bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie.

2. Bertrand Hellbronn, président de l'AFPS. Je reviens de Bruxelles où il y avait une réunion de la coordination européenne des Comités pour la Palestine. Nous avons rencontré les institutions européennes et nous sommes intervenus pour demander que l'UE intervienne pour demander le lever du blocus de Gaza. On nous a répondu qu'il était essentiel qu'il y ait des élections qui incluent la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem. Ma question est la suivante : est ce que des élections sont possibles avant de lever le siège, est ce que le lever du siège de Gaza est une condition préalable pour que les élections soient organisées, ou bien y a-t-il un autre moyen de rétablir l'unité de la direction du peuple palestinien?

Z.M. J'aimerais bien vous rappeler qui a imposé le blocus. Il faut dire la vérité. La première instance qui a imposé le blocus à Gaza, ce n'est pas l'exécutif israélien, mais la communauté internationale. En 2006 il a été annoncé qu'il fallait organiser des élections libres et démocratiques. L'autorité palestinienne a donc organisé des élections et c'est le Hamas qui est sorti vainqueur avec 70 % des voix. Ce qui équivaut aux deux

tiers de l'assemblée nationale palestinienne. Mahmoud Abbas a alors nommé le chef du Hamas comme premier ministre. La première réaction n'est pas venue d'Israël, mais de l'Europe qui est le premier bailleur de fonds pour l'autorité palestinienne. Je suis professeur à l'université et je touche mon salaire et comme 123 000 autres fonctionnaires je suis resté sept mois sans salaire. Car l'Europe avait décidé de ne plus payer l'autorité palestinienne par rétorsion. Pendant ces sept mois il y a eu des tensions qui ont été le début de la dissension entre les Palestiniens et leurs directions. Le blocus israélien a commencé ensuite. Mais c'est l'Europe qui n'a pas respecté le fonctionnement démocratique. Et cette situation m'amène à parler du rôle de l'Europe officielle et institutionnelle.

Jusqu'à maintenant l'UE verse l'argent à l'autorité palestinienne et construit quelques infrastructures, mais quand Israël les détruit systématiquement, l'UE ne proteste même pas. Ce fut le cas pour le port et l'aéroport de Gaza dans lesquels l'UE avait investi des millions de dollars qui ont été détruits par l'aviation israélienne sans qu'il y ait la moindre protestation de l'Europe. Aujourd'hui le blocus est contrôlé par Israël qui se réjouit par ailleurs de la division entre l'OLP et le Hamas.

Aujourd'hui la société civile veut des élections car il est urgent que les deux pouvoirs illégitimes puissent se transformer en un seul pouvoir légal et légitime. La levée du blocus est évidemment une urgence car la situation est inhumaine. Il faut dénoncer ce blocus terrible malgré l'impunité dont jouit Israël. La semaine dernière il y eut 36 morts palestiniens dont huit de la même famille. Pourquoi cette impunité? D'autre part il faut prendre en compte cette fameuse réalité internationale. Aujourd'hui plus de 130 pays ont reconnu la nécessité d'un Etat palestinien, mais que cela change-t-il? Il ne se passe rien contre le mur, rien contre le blocus et l'apartheid et Israël jouit toujours de la même impunité. Aujourd'hui, pour les Palestiniens, se situent dans la même urgence, la levée du blocus de Gaza, la tenue des élections libres et démocratiques, la fin de l'apartheid et surtout une solution politique. Ces trois demandes sont celles de l'ensemble de la société civile.

C'est comme en Algérie. La communauté internationale demande des élections -qui sont organisées- et comme c'est l'opposant qui gagne, les résultats sont annulés.

3. *La marche du retour a lieu ailleurs qu'à Gaza?*

Z.M. Non. Certes la résistance non violente a commencé en Cisjordanie car à Gaza il n'y avait pas d'initiative de ce type. Depuis 2005, l'armée israélienne n'est plus présente à Gaza, ce qui ne nous empêche pas de recevoir chaque jour des balles et des bombes. Par contre en Cisjordanie, dans les villes palestiniennes, il y a des soldats et des colons. Les soldats peuvent rentrer à n'importe quel moment dans n'importe quel village. Selon les accords d'Oslo théoriquement certaines villes et villages appartiennent à l'autorité palestinienne. Pour les grandes villes comme Ramallah, Hébron, l'armée et les colons peuvent pénétrer pour réprimer et tuer. C'est pourquoi il y eut des manifestations contre le mur, la destruction de maisons et la colonisation. A Gaza il n'y a pas de soldat car nous avons obtenu le retrait israélien. Les seuls soldats qu'on voit sont ceux des zones tampons. La Marche du retour est symbolique. Nous avons choisi le 30 mars car c'est la fête de la terre. Nous demandons la fin du blocus à cette occasion.

La démarche non violente a commencé en Cisjordanie. Maintenant moins active car elle manque de soutien. Elle fut très développée quand il y avait la présence de pacifistes israéliens et de personnalités internationales. N'oublions pas que les Israéliens sont interdits de venir à Gaza. Depuis le blocus général de 2007 les soutiens internationaux sur place sont de plus en plus rares. Il y a quelques journalistes et des membres d'organisations internationales de médecins. La Marche du Retour est une initiative de la société civile gazaouie qui se déroule chaque vendredi.

4. J'ai été très choqué que le consulat de France à Jérusalem refuse par deux fois et même trois fois en commission d'appel le visa à une dame de Gaza et à son petit fils pour visiter un ami palestinien qui vit et travaille en province, qui est de nationalité britannique, mais d'origine de Gaza. Il a un très bon salaire dans un très grand hôtel. Depuis deux ans on refuse un visa à sa mère et à son fils. Ca me semble scandaleux. La première fois ils ont déclaré qu'il n'était pas prouvé qu'il revienne à Gaza et qu'il y reste. Dans la deuxième lettre pour la commission d'appel il a été dit que si le visa était donné sous conditions on achèterait le billet de retour et on l'enverrait. En fait on donnait toutes les garanties pour qu'il revienne. Il me semble scandaleux qu'on refuse ces droits de visite. Que pensez vous de cette situation?

Z.M. Je ne vais pas défendre le Consulat, mais je vais être franc et direct. Pour un Gazaoui qui veut sortir de Gaza, il a besoin de six autorisations. Maurice Buttin m'a envoyé l'invitation au mois d'août et je suis arrivé au mois de novembre. Il faut d'abord avoir l'accord du Hamas qui contrôle Gaza, puis demander à l'autorité palestinienne car nous avons un passeport palestinien, la troisième autorisation est donnée par la Jordanie si on doit passer par la Jordanie, ou par Israël si on doit passer par Israël, par l'Égypte si on doit passer par l'Égypte, la sixième autorisation est donnée par l'U.E. et la France. Je ne voudrais pas vous décevoir, mais la plus facile à obtenir est celle donnée par la France. C'est la réalité. Je ne connais pas le contexte propre à votre ami, mais les personnes qui viennent ici pour étudier ou faire des conférences ont un visa assez facilement. Je travaille avec le Consulat depuis quinze ans et les accords sont faciles d'autant que le seul centre culturel ouvert à Gaza est français. C'est la réalité et je vous parle en toute objectivité.



Ramzy BAROUD

Journaliste international,
fondateur du Palestine Chronicle

Réfugié palestinien, il vit à Seattle mais passe beaucoup de temps à voyager sur les différents continents pour défendre la cause palestinienne. Il est journaliste international et éditeur de Palestine Chronicle. Il a écrit plusieurs livres tels que « La seconde Intifada palestinienne », « Mon père était combattant de la Liberté », « Résistant en Palestine : une histoire vraie de Gaza ».

En 2015 il a publié un livre qui fait date : « La Palestine reste la question centrale au Moyen-Orient » et plus récemment « La Dernière Terre, une histoire palestinienne ». Il est diplômé de l'université d'Exeter en Grande-Bretagne et est également chercheur non résident au Centre pour l'Islam et les affaires mondiales à l'université Zaim d'Istanbul.

Popular Resistance : Reclaiming the Narrative and Recreating the Self

*Résistance populaire : Reconquérir et Recréer
une conscience identitaire*

Merci aux organisateurs et merci à ceux qui sont venus hier. Généralement mes interventions ne font pas écho à celles des intervenants précédents, mais suite à ce que vient de dire Ziad je pense que nous avons beaucoup de points d'accord, mais aussi certains désaccords importants. C'est pour ça que j'ai demandé si je pouvais parler avant Michel pour que je puisse faire valoir mon droit de réponse et je remercie Michel de m'en donner la possibilité.

Je suis né et ai été élevé dans un camp de réfugiés. Qu'est ce que cela signifie? Etre réfugié ce n'est pas seulement le fait d'être un clandestin

sans papier d'identité. Cette situation devient alors votre identité. Je ne vis pas actuellement dans un camp de réfugiés, mais même si je réside à Seattle je me sens toujours dans la peau d'un réfugié. J'ai une maison avec une cour et un jardin, mais je me sens vraiment comme un réfugié de Gaza parce que pour nous les réfugiés, ce n'est pas seulement une question humanitaire, ce n'est pas seulement des gens qui attendent pour avoir une bouteille de lait ou un sac de farine. Être réfugié, c'est une sensation de fait qui devient partie intégrante de notre identité en tant que personne, donc les réfugiés palestiniens ne sont pas seulement ceux qui vivent dans les camps, mais également ceux qui sont partout dans le monde.

Nous sommes sept millions dont bon nombre d'entre nous vivent en Europe, en Amérique du Nord ou ailleurs. La source de cette identité de réfugié c'est la Nakba, la grande catastrophe, et encore la Nakba n'est pas une expérience limitée dans le temps. Elle ne s'est pas arrêtée en 1947, mais elle est devenue perpétuelle et se poursuit dans le temps et encore aujourd'hui. Il existe ainsi plusieurs manifestations de Nakba. On parle de la grande Marche du retour, mais cela n'a rien à voir avec la forme d'une résistance non violente. C'est un discours occidental. Nous essayons juste de comprendre notre propre histoire et de la présenter pour que vous puissiez la comprendre. Mais pour nous, les Palestiniens, la Marche du retour n'est pas une forme de résistance non violente. En réalité cette manifestation fait partie de notre Résistance. Il y a donc de nombreuses formes de résistance. Il serait injuste de dire que Gaza n'a jamais résisté par la non violence dans le passé. Qu'est-ce que la première intifada de 1987 à 1993? Ce sont des enfants, des adolescents, des mères, des pères qui manifestaient. Il faut s'en souvenir. Est ce que ce n'était pas une forme de résistance populaire non violente?

Savez-vous combien de Palestiniens ont été tués dans cette première intifada? Des milliers ont été tués et blessés. La majorité des morts était constituée d'enfants et d'adolescents âgés de douze à dix huit ans. C'est à cette époque qu'il fut décidé de boucler la bande de Gaza et nous avons décidé de faire une grève générale. Nous n'avions pas besoin de twitter ni de facebook, des média sociaux pour communiquer. Ce dont nous avions alors besoin était d'écrire des graffitis sur les murs. Et puis les Israéliens sont arrivés avec leurs chars et leurs voitures militaires et ont commencé par tabasser les gens et pourtant c'était une forme de résistance populaire non violente. Je pense qu'il y a une forme de confusion.

La résistance non violente et la résistance populaire ne peuvent être séparées. Dans notre état d'esprit palestinien. Il y a beaucoup de gens qui ont participé aux Marches du retour et qui auparavant ont milité dans différentes factions. Un jour ou l'autre si nécessaire, elles reprendront les armes. Dans notre culture, nous résistons avant tout. Nous choisissons la forme qui convient aux circonstances et à nos moyens dans un contexte donné.

J'ai grandi dans un camp de réfugiés près d'un endroit qu'on appelle « Le cimetière des martyrs » du fait des nombreuses personnes qui ont été tuées et enterrées. Juste en face il y a une mosquée? Le processus était très simple. L'armée israélienne vient et nous leur résistions avec nos pierres et nos petites catapultes, nos signes de victoire et ils nous tiraient dessus et nous tuaient. On prenait ensuite le corps des enfants, on faisait les prières à la mosquée et les enfants étaient immédiatement enterrés. C'est cela notre cycle de résistance et à de nombreuses reprises il y a de jeunes hommes qui ont combattu l'armée israélienne avec des pistolets mitrailleurs parfois, avec des pierres ainsi que des femmes et des enfants qui criaient sur l'armée israélienne. Il n'y a pas de classification réelle dans la façon dont nous résistons. C'est un point de vue universitaire occidental.

Si nous parlons de Mahmoud Abbas comme leader de la Résistance, c'est une vraie plaisanterie. Il ne peut être considéré comme leader du peuple palestinien. Car cet homme est parmi les hommes les plus corrompus des leaders arabes. Il a détourné des millions et des millions de dollars qui étaient destinés au peuple palestinien. Tous les gens qui l'entourent ont une carte VIP. Qu'est ce que ça signifie en Palestine? Cela signifie de se servir avant le peuple et beaucoup possèdent une limousine noire. Et tous ces palestiniens « importants » travaillent avec Israël. Ils ne pratiquent aucune forme de résistance, absolument jamais. Ils profitent de beaucoup d'arrangements. Ils sont d'ailleurs très à l'aise dans ces arrangements. Je ne suis pas d'accord avec le Hamas sur de nombreux points. Un de mes principaux désaccords tient au fait qu'il doit avoir un discours plus universel sur la résistance palestinienne. Il n'y a pour moi aucun moyen d'accepter de comparer un combattant de Gaza et un négociateur de la Cisjordanie.

De nombreux dissidents politiques palestiniens qui viennent des groupes socialistes ou même des palestiniens ordinaires vont en prison quand ils critiquent Mahmoud Abbas sur facebook. Comment

pouvez-vous me dire que cet homme représente la résistance politique quelle qu'elle soit. Il ne représente rien, alors cette notion de résistance politique dans la bande de Gaza est complètement fausse. Prenons un exemple avec la guerre la plus récente à Gaza où 36 palestiniens ont été tués y compris une famille de huit personnes. Les médias vous racontent qu'Israël ripostait à des tirs de roquettes et vous savez que c'est faux. Il n'y a jamais eu de trêve en réalité. Les israéliens ont toujours tué les Palestiniens de Gaza y compris ceux qui résistent pacifiquement à la frontière. Israël est tout le temps en train de tuer. C'est un meurtre perpétuel.

En ce qui concerne les élections en Israël, le principal motif de débat entre les candidats est : « Qui est le plus dur avec les Palestiniens? » Benyamin Netanyahu, ce criminel de guerre a tué des milliers de Palestiniens en 2008, 2012, 2014, et des centaines dans les autres années. En Israël certaines personnes pensent que cet homme là est faible avec le Hamas et avec la Résistance. Qui met en avant cette idée que Netanyahu est faible? C'est le centre israélien et son leader Benny Gantz, cet homme qui a gagné plus de sièges au parlement Israélien que Netanyahu. Donc si vous avez la moindre attente vis-à-vis de Benny Gantz, si vous pensez qu'il peut améliorer la situation, faites vous une raison tout de suite. Netanyahu essaie de convaincre Gantz de l'inclure dans sa coalition en voulant lui prouver qu'il n'est pas faible. Pour cela il a donc bombardé Gaza, le Liban, la Syrie et l'Irak en même temps. Qui a été le premier à répondre, ce fut Gaza et ensuite le Hezbollah. Pour aller encore plus loin il s'est vanté de chasser et d'anéantir le Jihad islamique en promettant de tuer son leader ainsi que des dizaines de Palestiniens en même temps. C'est ça le vrai contexte et on parle de roquettes palestiniennes dont 250 furent tirées sans qu'un seul israélien ne soit tué. Cinquante personnes israéliennes furent traitées pour de « l'anxiété ». Nous on empile les morts et eux ils empilent les anxieux.

Comme je suis un réfugié, je peux vous dire avec une détermination totale que la Résistance en Palestine dans toutes ses formes continuera tant que dureront les injustices que le gouvernement israélien nous inflige. Personne ne se pose la question de résister ou non car la Résistance se manifeste de diverses manières tous les jours. Quand un fermier palestinien essaie d'atteindre son champ et que des soldats israéliens l'en empêchent en arguant du fait que c'est devenu une zone militaire fermée qui justifie l'interdiction à l'accès à la terre, alors il

proteste et se fait tabasser, mais d'autres palestiniens arrivent pour l'aider et s'ils sont blessés et tués, ça c'est de la Résistance. C'est une force innée. Au lieu de chercher une définition théorique de la Résistance, évitons les fausses définitions. On résiste car on existe. Et qu'on a aucune intention d'abandonner le combat ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais.

Il est aussi important qu'on ne soit pas réduit à cette idée généraliste et que l'on soit comparé à l'Inde ou à l'Afrique du Sud. C'était ma troisième visite dans ce pays récemment et j'ai rencontré beaucoup de combattants de la liberté sud africains qui étaient aux côtés de Nelson Mandela. Ils ne pensent pas que leur résistance ait été d'une catégorie ou d'une autre. Nelson Mandela refusait de rendre les armes jusqu'à ce que le gouvernement sud africain accepte le principe d'une élection générale et c'est uniquement à ce moment là qu'il a dit à ses combattants de la liberté de cesser le feu. Sa vraie résistance politique se passait en même temps et au même moment il y avait des gens qui combattaient dans les champs. Quand il considéra que le moment était venu d'un autre type de résistance il mit en action la situation politique pour abolir les différents aspects de l'apartheid. Il est important de ne pas réduire les palestiniens à une forme d'échec. On nous reproche souvent notre division, mais il faut d'abord considérer que nous sommes des victimes et non responsables de cette situation tragique.

En fait nous devons redéfinir notre compréhension de ce qui se passe en Palestine. Oublier le Hamas et le Fatah car avant ces deux principales organisations, n'oublions pas qu'auparavant il y avait aussi beaucoup de groupes qui se disputaient entre eux. Ce sera toujours comme ça. En Algérie, où il y eut un formidable combat contre le colonialisme, des dizaines de milliers d'algériens furent tués dans la guerre civile. Bien sûr il y eut des combats entre le Hamas et le Fatah et ça nous brise le cœur, mais nous n'avons pas encore atteint le point extrême où il est impossible de s'entendre. Au Vietnam le pays était divisé entre le Nord et le Sud et il y eut beaucoup de morts des deux côtés. Mais après la libération il y eut des règlements de compte puis la réconciliation qui permit d'oublier toutes les dissensions. Cela appartient au cycle de l'Histoire. On n'a pas besoin d'unité entre Mahmoud Abbas et le Hamas, ce qu'il nous faut, c'est réaliser une plateforme politique palestinienne unifiée et laisser les gens qui sont élus décider. C'est comme ça que nous prendrons nos décisions. Je ne pense pas être très intéressé par les élections en Cisjordanie ou à Gaza car je crains que cela ne change rien. Si le Hamas gagne, il reste aux yeux d'Israël un groupe terroriste qui

ne sera jamais reconnu comme interlocuteur. Si le Fatah gagne, c'est le succès de Mahmoud Abbas qui devient encore plus corrompu. Et que deviennent les réfugiés. En ce qui me concerne je ne peux rentrer en Palestine. On ne m'a pas autorisé à y revenir pour voir mon père à Gaza quand il mourait. Je n'ai pas pu voir mes neveux et nièces en vingt cinq ans. Ils ne peuvent pas partir et je ne peux leur rendre visite. Où sont mes droits? Est-ce que j'ai mon mot à dire? Et que faire des six millions de Palestiniens qui vivent dans des camps de réfugiés partout dans le monde. Est-ce qu'on les prend en compte dans cette soi disant élection? Donc laissons de côté cette idée et réfléchissons à autre chose.

Ce dont on a besoin, c'est ramener à la vie l'OLP, on a besoin d'un corps palestinien unifié qui nous réunit tous, les laïcs, les islamistes, les socialistes, les nationalistes pour qu'on puisse parler de ce que l'on veut en tant que peuple.

J'ai une dernière chose à dire. On ne peut considérer qu'il s'agit d'un conflit arabo-israélien. Les Palestiniens sont des arabes, mais il n'y a pas de conflit arabe. D'autre part si on considère le siège de Gaza et les raisons initiales du siège de Gaza, ce sont les égyptiens autant que les israéliens et aujourd'hui monsieur Sissi qui ne nous permet pas de faire des allers et venues. Pourquoi n'y a-t-il pas de commerce entre Gaza et l'Egypte? Tout simplement parce que l'Egypte fait partie de ce siège. Qui est en conflit avec Israël? Nous sommes un peuple opprimé et nous combattons un régime colonial d'apartheid. Ce n'est pas un conflit classique et cela ne fait pas mille ans qu'il dure comme aime à dire un milieu réactionnaire.

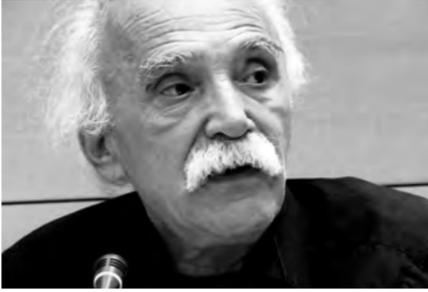
Il y a encore seulement soixante dix ans, mon grand père vivait dans son village en Palestine et il menait son âne pour labourer ses champs, il faisait ses récoltes puis il les vendait et tout allait bien. Cette colonisation et ce nettoyage ethnique durent de soixante dix à cent ans. Les Palestiniens ont été expulsés de leurs terres et ils résistent. Comme ce n'est pas un conflit, il n'est pas possible d'être entre les deux. Quand j'étais enfant, je soutenais l'équipe de France de foot et Platini était mon idole. Jusqu'à ce que mon père me dise que quand pour la première fois les israéliens ont bombardé Gaza ; les avions étaient des Mirages français. Ils ont tué tant de compatriotes et je me suis trouvé en conflit avec moi-même. C'est là qu'on commence à réfléchir. La France a construit ces avions et a donné à Israël la technologie nucléaire, elle invite aujourd'hui Netanyahu et signe des traités économiques et de

recherche militaire avec lui. Alors il ne faut pas nous juger sur le type de résistance qu'on utilise. Votre rôle est d'arrêter cette relation sinistre avec le gouvernement d'apartheid d'Israël. Il faut bien comprendre que l'apartheid va tomber et que les générations françaises à venir devront faire face à la réalité de votre position sur l'apartheid israélien. Quand on parle du BDS, on ne parle pas seulement du boycott d'Israël sur le plan économique. Il faut que vous deveniez acteurs et que vous vous impliquiez pour mieux définir vos relations avec les entreprises, les institutions culturelles et les hommes politiques. Il faut que vous deveniez acteurs et non un simple public.

Une dernière chose, c'est une citation de Ghassan KANAFANI, un de nos plus grands intellectuels palestiniens assassiné à l'âge de 36 ans par le Mossad. C'était une semaine avant ma naissance :

« La cause palestinienne n'est pas une cause pour les Palestiniens seuls, c'est une cause pour tous les révolutionnaires quels qu'ils soient. C'est un combat des exploités et des opprimés de notre temps. La cause palestinienne continuera à incarner ce sentiment pour les années à venir jusqu'à ce que la Palestine soit enfin libre ».

Je vous remercie.



Michel WARSchawski

Président du Centre
d'information alternative
à Jérusalem

C'est avec plaisir que nous accueillons maintenant Michel Warschawski que beaucoup d'entre vous connaissent et qu'il n'est plus vraiment besoin de présenter. Je rappellerai juste qu'il réside à Jérusalem et est un militant pacifiste co-fondateur et président du Centre d'information alternative. C'est depuis toujours un infatigable et ardent défenseur de la cause palestinienne et de l'égalité des droits. Il s'est récemment beaucoup investi en participant à la liste arabe unie qui a obtenu treize élus lors des récentes élections législatives pour élire des députés de la Knesset. Il va aujourd'hui évoquer les tragiques conséquences de l'apartheid sur la vie quotidienne du peuple palestinien. Il a écrit et publié il y a un an « Israël, chronique d'une catastrophe annoncée... mais qui pourrait être évitée ». Il va certainement nous évoquer le contenu de cette chronique.

L'apartheid? Pire que l'apartheid (Desmond Tutu)

Bonjour à toutes et à tous.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je voudrais faire deux remarques par rapport à ce qui a été dit. La première c'est une réflexion rapide sur la relation bizarre de la France avec la démocratie comme choix des citoyens. Pas seulement de la France, mais puisque j'y suis je vais parler de la France. Il y eut un référendum à l'époque de Chirac sur l'Europe. La majorité des Français ont voté contre, mais la réaction du pouvoir a consisté à dire « c'est très bien, vous vous êtes exprimé... maintenant laissez nous faire notre travail comme nous l'entendons » comme si il n'y avait rien eu. L'Europe et la France avaient soutenu le principe d'élections libres en Algérie : on organise des élections et c'est le FIS, le

mouvement islamiste, qui gagne. La réaction internationale est de ne pas reconnaître la légitimité du vote populaire des Algériens que tout le monde a reconnu comme démocratique. Dernier exemple mentionné par Ziad. Lors des élections en Palestine, le Hamas sort largement majoritaire à Gaza et en Cisjordanie et le président Abbas reconnaît cette victoire. La communauté internationale et la France en tête affirment que les Palestiniens ont mal voté et ne reconnaissent donc pas le résultat de ces élections. C'est un rapport vraiment bizarre qu'on l'Europe et la France en particulier avec la notion de démocratie...

I

Ma deuxième remarque et c'est dommage que Ziad ne soit pas là, concerne le concept de résistance populaire non violente, un concept qui me dérange. Je ne suis pas un homme violent et je ne prêche la violence, mais lorsqu'on dit « résistance populaire non violente », je perçois derrière ces mots un jugement qui dit qu'il y a une résistance violente qui par définition est mauvaise, alors que si elle est populaire et non violente, c'est une bonne résistance. La violence dans la lutte contre une occupation quelle qu'elle soit et où qu'elle soit est une réaction normale que même le droit international reconnaît comme légitime. Ce n'est certainement pas moi qui vais dire aux Palestiniens quels moyens utiliser dans leur lutte, à chaque moment donné. Il y a des moments où la lutte armée est efficace et il y en a d'autres où elle semble contre-productive. Il y a eu des contextes historiques où une grève générale prolongée a pu mobiliser une population entière pendant près de deux ans et demi. Il y a d'autres moments où ce n'est pas à l'ordre du jour. Il y a aussi des moments où la résistance se transforme en résilience et où il faut faire le dos rond et s'accrocher. L'image de ces mamans qui tous les jours envoient leurs enfants à l'école malgré la peur qui les travaille au ventre me revient en mémoire. L'image de Ramallah qui, après le retrait des forces armées de Sharon, « fait le grand nettoyage » : une ville entière, services municipaux et simples citoyens qui remettent en place la signalisation, réparent les trottoirs, replantent les jardins. Ça aussi c'est de la résistance. Il y a une chose que je veux dire du fond du cœur : s'il y a un domaine dans lequel les Palestiniens, toutes tendances politiques confondues sont les champions du monde, c'est leur capacité à tenir et à s'accrocher, et aujourd'hui l'essentiel c'est de tenir bon pour que 1948, la Nakba dont on a parlé tout à l'heure, ne se reproduise plus.

Cette résilience est une forme de résistance, peut être moins héroïque pour les médias et les chaînes de télévision, mais absolument nécessaire.

Il y a différents types de colonialisme. Il y a celui d'exploitation et celui d'extermination. En Amérique du Nord comme en Australie on a connu un colonialisme d'extermination où on a cherché à anéantir la population indigène. Dans d'autres pays, on exploite la main d'œuvre et surtout les femmes, les matières premières, les ressources matérielles. Il y a des colonialismes qui viennent « civiliser » les indigènes. Ce fut le cas du colonialisme français.

L'apartheid est une autre forme de colonialisme, très spécifique. Avant de revenir sur le concept d'apartheid qui est le titre de mon intervention, je voudrais dire quelques mots sur le type de colonialisme que représente le sionisme. Tout le langage utilisé par le mouvement sioniste est un langage qui assume son caractère colonial. Ce que les média francophones appellent « implantation » se dit en hébreu « hityashvut », c'est à dire colonie. Le récit sioniste officiel assume son caractère colonial et les concepts utilisés dans les livres scolaires par exemple sont des concepts de colonisation.

II

Le sionisme est un colonialisme de type particulier : il n'est pas génocidaire, mais vise à remplacer les indigènes par une autre population « revenue » sur son territoire pour y créer un Etat Nation, un Etat juif avec un grand J. C'est important de le dire et c'est faire justice au journal Le Monde qui il y a déjà longtemps a développé cette typographie pour bien mettre en évidence les différences. Juifs avec un petit j c'est une religion comme une autre, Juif avec un grand J, c'est une identité, celle d'une communauté. Israël se définit comme un Etat juif avec un grand J. Israël n'est donc pas un Etat religieux même si la religion et les partis religieux y jouent un rôle très important et ce depuis la création de l'Etat d'Israël. Ce n'est pas le consistoire des Rabbins qui décide des lois : il y a des élections démocratiques et un Parlement qui est la source de la loi et qui choisit le gouvernement politique. Israël n'est pas une théocratie comme l'Iran, par exemple, où c'est le conseil des mollahs et l'ayatollah suprême qui décident des lois, de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas.

Créer un Etat Juif c'est l'objectif du sionisme, un Etat aussi démographiquement juif que possible. On peut tolérer une minorité, mais pas trop. C'est la raison pour laquelle même à l'extrême droite, quelqu'un comme Avigdor Lieberman, l'ancien ministre de la défense, est prêt à lâcher une partie du territoire souverain israélien considérant qu'il y

a trop d'arabes dans cette petite zone... en échange de l'annexion de zones de la Cisjordanie.

Tout le débat politique, et ce bien avant la création d'Israël, consiste à se demander : « Quelle est la situation optimale entre un maximum de territoires et un minimum de population arabe ? ». S'il n'y avait que le maximum de territoires, il y a longtemps que la Cisjordanie et Gaza seraient annexées par Israël. Mais le problème consiste à vouloir maintenir une forte majorité juive dans un territoire donné. S'il y a plus de 30 % d'arabes, l'Etat n'est plus un Etat démographiquement Juif, mais binational, et c'est bien pour cette raison que la Cisjordanie n'a pas été annexée, et qu'on se contente de vouloir annexer des zones bien délimitées.

Celui qui a le mieux compris cette problématique et l'a conçue en terme de stratégie, c'est Ariel Sharon. Je l'ai dit à plusieurs occasions et je le répète, Ariel Sharon n'est pas que la brute sanguinaire des commandos des années cinquante, de l'occupation de Gaza et de la reconquête des années 2000 : Il était un grand stratège, le seul après David Ben Gourion. Des gens comme Netanyahou et Olmert sont des politicards qui n'ont aucune originalité ni aucun plan. Ce que comprend Ariel Sharon dans sa vision stratégique à long terme, c'est que 1948 n'est pas à l'ordre du jour à cause du rapport de forces internationales. Il tire cette réflexion à l'issue de la guerre des Balkans et de l'éclatement de la Yougoslavie. Il y a quand même une communauté internationale et surtout une opinion publique internationale qui empêche de faire n'importe quoi, ce qui n'était pas le cas juste après la seconde guerre mondiale où le colonialisme était encore à son apogée. On ne verra pas dans l'avenir une nouvelle Nakba de plus d'un million de Palestiniens, bien que l'opinion publique israélienne dans sa grande majorité y serait favorable.

III

Je reviens au concept d'apartheid. Celui-ci est entré dans le vocabulaire international dans le contexte de la décolonisation, et son rejet par les opinions publiques et finalement par la communauté internationale. Il est de plus en plus utilisé dans le contexte du colonialisme israélien, aussi bien en ce qui concerne l'attitude d'Israël contre la minorité palestinienne que dans les territoires occupés en 1967. Les militants d'Afrique du Sud nous ont mis en garde contre l'utilisation abusive qu'on en fait souvent, considérant que l'apartheid qu'ils

avaient vécu avait sa spécificité et qu'il fallait considérer autrement la situation faite aux Palestiniens. En parlant de l'occupation israélienne, Desmond Tutu a eu cette phrase extraordinaire « Apartheid ? Vous voulez rire. C'est pire que l'apartheid ». Le dirigeant Africain du Sud a su mettre l'accent avec beaucoup d'intelligence sur l'aspect éliminatoire du colonialisme sioniste face à la population indigène : le sionisme est un colonialisme d'expulsion, de remplacement ; c'est ce qui caractérise sa continuité depuis la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'à aujourd'hui.

S'il y a eu le grand remplacement de 1947 à 1949 (et un peu également en 1950 et 1951), la politique d'épuration ethnique continue encore de nos jours dans des formes différentes et diverses. Avant 1945, c'est avec l'aide du pouvoir ottoman, puis ensuite avec celle des Britanniques. On oublie trop souvent que la guerre de 1967 a été l'occasion d'une grande épuration ethnique particulièrement des camps de réfugiés de la région de Jéricho. Avner Ben Amos nous a parlé des bédouins palestiniens du sud d'Israël, dans le Néguev, qui eux aussi sont petit à petit expulsés de leurs villages, de leurs terres et concentrés dans des villes de regroupement, dans des réserves qui rappellent étrangement le sort réservé aux indiens d'Amérique du Nord. Ils sont de plus en plus expulsés, concentrés et enfermés dans des réserves. Il y a longtemps que les bédouins ne sont plus des nomades et ont des terres à eux dûment enregistrées.

Je ne peux pas faire l'économie d'une anecdote qui concerne les bédouins du sud et l'instrumentalisation d'arguments environnementaux pour les déposséder des quelques terres qui leur restent. On a parlé tout à l'heure des forêts plantées à certains endroits pour mieux cacher les vestiges du passé et de l'existence antérieure d'une population palestinienne. Mais l'environnement a aussi d'autres fonctions, entre autre l'expulsion des bédouins. Ces derniers ont des troupeaux de chèvres noires qui broutent la flore du sud. Soit-disant pour préserver cette flore, une loi est votée à la Knesset qui interdit l'élevage de la chèvre noire au sud d'une certaine ligne. L'objectif est en fait très peu environnementaliste, mais vise surtout à pousser les bédouins à aller vers le nord, avec entre autres le projet de construire sur les lieux qui leur appartiennent une nouvelle ville juive. Pour ne pas subir la loi de la chèvre noire - c'est le nom de la loi votée à la Knesset ! - les bédouins changent leur cheptel et se mettent à élever des chèvres blanches. Alors est voté un amendement qui dit que toute chèvre même si elle est blanche doit être considérée comme une chèvre noire...

Lorsque Ariel Sharon a compris qu'il n'était plus possible d'agir comme en 1948, il a développé la théorie de la cantonisation, (c'est le mot même de Sharon bien avant qu'il ne soit Premier ministre), c'est-à-dire de morceler le territoire en Cisjordanie et d'enfermer la population dans des îlots contrôlés par trois ou quatre barrages. Ainsi Israël peut s'étendre de la Méditerranée au Jourdain, exception faite des îlots où il y a une forte présence arabe. Vous regardez le plan Oslo et vous verrez que c'est exactement cela. Les grandes villes et leur environnement, Jénine, Naplouse, Ramallah, Hebron, Bethléhem, Jéricho, constituent les trous du fromage israélien, trous dont Israël ne veut pas car il y a trop d'arabes. Cette stratégie permet d'occuper l'ensemble de l'espace sans pour autant rajouter une population palestinienne à Israël. En ce sens le redéploiement de Gaza initié par Sharon n'a pas été une faveur faite aux Palestiniens mais un élément de la politique de judaïsation. Le territoire est petit et il y a près de deux millions de Palestiniens dont Israël ne veut pas. Il peut être appelé Etat palestinien, cela n'a aucune importance. On veut l'ensemble de la Palestine mandataire sauf les zones où il y a trop d'arabes. C'est ce plan qui avait été négocié avec l'administration Bush pendant des années avant d'être « offert » aux Palestiniens.

Afin de combiner continuité israélienne de la mer au Jourdain et continuité palestinienne, on a dû passer d'une géométrie à deux dimensions à une géométrie à trois dimensions par un système de ponts et de tunnels, les deux « Etats » restant séparés, on peut avoir ainsi une continuité israélienne de la mer au Jourdain qui ne traverse pas l'espace palestinien mais qui lui passe au-dessus et au-dessous. C'est la pensée stratégique de Sharon. C'est cette cantonisation basée sur des bantoustans comme il y en avait en Afrique du sud qui dessine la réalité politico-spatiale d'aujourd'hui, d'ailleurs la presse israélienne ne se prive pas de faire la comparaison avec les bantoustans de l'apartheid sud-africain.

IV

Comme je suis un emmerdeur, je dois dire que je n'ai pas aimé le titre de la conférence. Je veux donc polémiquer sur le titre et non le contenu. « Israéliens et Palestiniens ensemble contre l'apartheid ». Les sud-africains n'aiment pas qu'on utilise le mot apartheid pour d'autres réalités que la leur et c'est leur droit. Il y a plein de choses qui ne sont pas les mêmes. Par contre ce qui est pertinent de dénoncer, c'est les

crimes d'apartheid décrits et condamnés par l'assemblée générale des Nations unies. Ces crimes seront certainement jugés un jour et je ne voudrais pas être à la place du gouvernement israélien quand ce sera le cas.

Ma deuxième remarque sur le titre de la conférence : « Israéliens et Palestiniens ensemble », m'oblige à questionner cette espèce de symétrie que le titre laisse entendre. Il ne s'agit pas de deux entités symétriques que nous espérons un jour voir se battre main dans la main contre le régime colonial israélien. Il s'agit de deux combats différents. Le combat des Palestiniens tel qu'il se déroule aujourd'hui est une réaction à l'occupation coloniale israélienne. Il commence avant, il continuera au-delà de cette limite, mais il est avant tout une mobilisation de la population palestinienne, de ses organisations, de ses mouvements sociaux, de la société civile avec des hauts (comme lors de la première intifada), et des bas pour mettre fin à l'occupation. Elle a donc été importante à certains moments.

La position israélienne, elle, se définit par rapport à la résistance palestinienne et au prix à payer pour. Ce qui est normal. L'opposition à la guerre d'Algérie est devenue de masse lorsqu'elle a commencé à coûter trop cher aux Français à tous les niveaux. Dans la guerre du Vietnam, l'opinion américaine a basculé lorsque trop de soldats revenaient dans des cercueils.

La population israélienne a su se mobiliser lorsque le prix de la guerre ou de l'occupation est devenu trop élevé comme partout ailleurs. C'est la guerre du Liban qui coupe la société israélienne en deux et elle le reste jusqu'à aujourd'hui entre ceux qui soutiennent la politique colonialiste et ceux qui voudraient bien qu'on mette fin à l'occupation ; entre ceux qui rêvaient d'un nouvel ordre régional et ceux qui comprenaient que la guerre du Liban menait à un bourbier où il n'y avait rien à gagner. Cette opinion entre 1982 et 2000 était majoritaire. Aujourd'hui elle ne l'est plus.

La droite israélienne est aujourd'hui hégémonique. Pourtant mon ami Dominique Vidal qui étudie beaucoup les sondages m'a montré à plusieurs occasions que l'opinion publique israélienne est extrêmement stable, divisée en deux moitiés, et qu'il n'y a eu aucun basculement de gauche à droite. Jusqu'en 2000 la grande moitié était modérée, et la petite moitié était à droite. Aujourd'hui c'est le contraire. Que 45 %

des Israéliens soient plutôt modérés, c'est plutôt une bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle est qu'il n'y a aucune symétrie entre droite et gauche. La droite a des valeurs et des objectifs, une stratégie, et depuis 14 ans elle a le pouvoir. Par ailleurs la droite sait ce qu'elle veut et elle sait comment y arriver avec un fort soutien international et celui inconditionnel de Trump. La gauche ou plutôt la non droite est symbolisée par Tel Aviv, une ville moderne, riche, performante avec du High Tech, une ville ouverte sur l'Europe, campée sur les rives de la Méditerranée. Ce n'est pas l'intégrisme d'Hébron ni de Jérusalem, c'est une ville qui se veut européenne et qui tourne le dos au Moyen-Orient. Ses habitants pensent que les colons sont des emmerdeurs et qu'ils nous imposent ce conflit qui n'arrête pas. Ils rêvent de voir disparaître ce gouvernement d'extrême droite, mais ils ne paient rien. Ils ont une belle vie : sécurité nationale, sécurité individuelle, prospérité économique. Aujourd'hui Israël est un pays très riche et très performant sur le plan économique qui négocie directement avec la Chine, qui ostensiblement a mis une croix sur l'Europe décadente avec ses problèmes de droits de l'homme qui sont dépassés. Ceci est d'ailleurs un problème pour le mouvement de solidarité européen. Le levier que pouvait représenter l'Europe n'est plus opérationnel car indécis et inefficace.

Si la situation générale est bonne, si l'économie va bien, si la sécurité est assurée, pourquoi la jeunesse de Tel Aviv se mobiliserait pour dire « Justice pour les Palestiniens » ? La masse des gens s'est mobilisée en Israël en 1982 avec la guerre du Liban, de 1987 à 1990 suite à l'Intifada parce qu'à ce moment là les Israéliens payaient sur le plan militaire, économique et celui de la pression internationale. Aujourd'hui on ne paye pas. D'où l'intérêt de définir une politique de pression à long terme qui fasse comprendre à au moins une partie de l'opinion publique israélienne qu'on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. D'où l'importance de la campagne BDS. J'ai commencé avec l'Afrique du Sud et je termine avec. L'action de ce mouvement est inspirée par l'Afrique du Sud et vise à long terme à délégitimer le régime israélien et sa politique. S'il y avait S comme Sanctions, on n'aurait pas besoin ni du B comme boycott, ni D comme désinvestissement. Si la communauté internationale utilisait les structures internationales pour sanctionner le non-respect de l'ensemble du droit international ce serait différent alors qu'aujourd'hui Israël se moque du droit international et agit en toute impunité pour ne considérer que le droit du plus fort, le droit de la jungle. Auparavant la France avait un rôle honorable en faisant pour le moins des mises en garde. Aujourd'hui l'Europe des Etats ne

fait plus que collaborer sur le plan économique et technologique. C'est donc à la société civile de prendre le relai et de mener cette campagne BDS comme une course de fond. Ce doit être une stratégie mettant en œuvre des forces de plus en plus grandes qui avancent et se renforcent. Cela fait quinze ans que BDS existe et il y a un bilan non négligeable. La Compagnie des eaux hollandaise a rompu son contrat parce que sa charte éthique ne lui permet pas d'avoir un partenariat avec une société israélienne qui vole l'eau de la Palestine. On n'est plus dans les actions symboliques, mais dans une stratégie qui avance et progresse et dans laquelle il faut mettre tous nos efforts.

Alors je conclus.

Pratiquez le BDS ! C'est la meilleure chose que vous pourrez faire pour la Palestine.

Rony BRAUMAN

Ancien président
de Médecins Sans Frontières

Affecté par des problèmes de santé Rony Brauman ne peut être présent. Il nous a fait parvenir ce texte à votre attention.

Né à Jérusalem, Rony Brauman a consacré une large partie de sa vie à l'action humanitaire. Ancien président de Médecins Sans Frontières, il est aujourd'hui directeur de recherches à la fondation de cette ONG et chroniqueur à Alternatives Internationales. Il a toujours soutenu la cause palestinienne et est auteur d'un livre collectif qu'il a conçu « Manifeste pour les Palestiniens ». Il s'est toujours engagé à lutter contre l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme pour éviter les manipulations politiques.

« Je suis immobilisé par un virus bronchique dont la caractéristique est de remplacer les mots par des quintes de toux. Je ne suis donc pas en mesure de participer à cette rencontre ce que je regrette. Non que j'imagine que le sort immédiat des Palestiniens en dépende bien sûr, mais parce qu'il me semble important comme à tous dans cette salle de ne pas lâcher prise et de ne pas céder au découragement. Il importe de ne pas se laisser intimider par des accusations infâmes et de continuer à manifester notre soutien aux Palestiniens. Notamment en faisant notre possible et même plus pour rappeler au monde qu'un autre Nelson Mandela est en prison, qu'il s'appelle Marwan BARGHOUTI et qu'il est l'un des visages du combat pour la liberté et la justice en Palestine aujourd'hui. De même à ces Israéliens qui ont le courage de lutter contre l'apartheid, comme hier les blancs d'Afrique du sud se portant aux côtés de l'A.N.C., il est essentiel de manifester notre soutien. C'est le sens de cette réunion à laquelle je ne peux m'associer que par la pensée, ce virus m'ayant mis momentanément hors jeu.

Avec mes plus cordiales considérations. »



Salem BARAHMEAH

Directeur du PIPD

Directeur du P.I.P.D. « Palestine Institute for Public Diplomacy », il est aussi membre politique d'Al-Shabaka. Chercheur non résident au US Middle East Project, il a travaillé comme conseiller aux affaires internationales avec la Dr Hanan Hashrawi à l'O.L.P. et au fonds d'investissement pour la Palestine. Il a également travaillé pour Portland Communications à Londres en tant que conseiller politique auprès des gouvernements du Golfe et pour l'ambassade de Palestine aux Etats-Unis. Il est un représentant de la nouvelle génération des responsables palestiniens.

Reframing the paradigm and narrative on Palestine around the world

Recadrer l'Histoire et le discours palestinien partout dans le monde

Merci à tous d'être présents. C'est un plaisir d'être ici parmi vous. Qui se sent un peu fatigué? Levez la main. Je vais m'exprimer en anglais. Je vous présente mes excuses car je sais qu'on est au cœur de Paris. Mais je vous promets d'être succinct si vous pouviez juste m'accorder votre attention pour un bref moment.

Aujourd'hui je vais vous raconter une histoire sur le pouvoir des histoires... L'histoire des Palestiniens qu'on a raconté est une version spécifique et dominante qu'on essaie de combattre dans les années à venir. L'histoire c'est qu'il y a une lumière démocratique dans une région très obscure qui a cultivé la terre qui a créé un Etat qui a pu exceller

envers et contre tout et de l'autre côté, il y a des Palestiniens qui sont des arabes, qui sont des sauvages, qui ne sont pas éduqués et ne connaissent rien du monde. Et l'importance d'une histoire, c'est qu'une fois qu'elle est normalisée, elle devient la vérité. Ce qui nous mène souvent à agir et à influencer beaucoup de décisions politiques prises par les capitales des différents pays du monde. Et c'est cette histoire dominante depuis les soixante dix dernières années qu'on doit combattre.

C'est ce que nous faisons dans l'Institut Palestinien pour la Diplomatie Publique. J'ai grandi à Jérusalem et maintenant j'habite à Ramallah et je suis à Paris aujourd'hui pour avoir une discussion avec vous. Fondamentalement l'erreur, c'est que l'aspiration du peuple palestinien comme de tous les autres peuples, c'est d'avoir la liberté en même temps que l'égalité des droits et la justice pour tous. Mais souvent on a présenté un aspect très particulier et c'est vous qui recevez cette information. C'est ainsi que les européens ont uniquement cette vision de ce qui se passe en Palestine. Ça devient ensuite une version officielle répétée par vos politiciens et ceci alimente ce mécanisme d'oppression qui nous empêche d'aller vers la justice, l'égalité et la liberté. C'est ça le problème.

On a lancé de nombreuses campagnes au cours des années passées. Il y a 90 millions de personnes de par le monde qui ont entendu ce que nous avons dit. On veut présenter la réalité humaine de la vie en Palestine et montrer ce à quoi on aspire. On communique alors sur des valeurs ce qui est beaucoup plus puissant car nous voulons créer une société fondamentalement humaine. C'est alors que je veux évoquer l'apartheid car je pense que pour le moment nous sommes dans une période charnière dans l'histoire de notre lutte nationale. Si nous faisons référence aux années 1970 et aux discours de l'O.L.P. qui étaient forts, nous étions alors très acceptés dans le monde. Mais aujourd'hui il est très difficile de parler de Palestine dans les capitales européennes.

Il n'y a pas beaucoup de politiciens qui veulent exprimer leur soutien à la Palestine. Il est nécessaire de réévaluer la manière dont on parle de la Palestine, recadrer l'histoire pour bien montrer que c'est en rapport avec les valeurs universelles que nous défendons et portons tous. Au lieu de parler beaucoup de notre travail, j'ai une vidéo qui va vous donner un petit exemple. Combien d'entre-vous a pu visiter la Palestine et voir la réalité du terrain soi même. Beaucoup de personnes dans cette salle, mais autour de vous pas beaucoup en réalité ont eu ce privilège. Moi qui vis là-bas je vois la réalité de l'oppression, de la

discrimination et des expulsions. Ce sont ceux qui sont touchés qui agissent ensuite. Donc comment amener cette réalité dans la vie quotidienne de beaucoup de gens. Nous avons besoin de la technologie numérique pour cela et on a créé une communication que vous pouvez télécharger sur votre téléphone. Vous pouvez ainsi voir différentes parties de la Palestine. Si vous êtes à Gaza, vous pouvez ainsi visiter la plage, le marché, ce que vous voulez. Vous pouvez ensuite aller à Hébron et voir la réalité de l'apartheid là-bas, visiter les universités. L'histoire de notre peuple n'est pas seulement une histoire d'oppression, c'est aussi une histoire de résilience et c'est ce que nous voulons montrer. Merci de lancer la vidéo...

C'est une application qui permet d'ouvrir une fenêtre sur la réalité de la Palestine. C'est ce qu'auraient vu les membres du Congrès américain si on ne les avait pas empêchés d'entrer en Palestine. Les histoires ici sont des histoires de résilience, de frustration, mais aussi d'espoir et de détermination. C'est l'histoire de luttes de personnes qui combattent pour la liberté, la justice et l'égalité. Des droits. Nous voyons ici la statue de Nelson Mandela, un cadeau du peuple d'Afrique du Sud au peuple palestinien. Nous combattons pour des valeurs universelles. Vous n'avez pas besoin maintenant de prendre un avion et de vous inquiéter de savoir si on vous permettra d'entrer en Palestine. Vous pouvez visiter, vous pouvez entendre les personnes qui vivent sur place et vous parlent de leur réalité quotidienne. On veut que ça vous aide à vous mobiliser et à agir en faveur de la justice.

Aujourd'hui nous sommes dans un moment critique, similaire à la période des années 1960/70 où les tribus politiques au niveau mondial sont en train d'être redéfinies. Le cœur de la France, comme celui de l'Allemagne, de l'Europe fait partie d'un combat central, le dilemme étant entre le soutien aux forces fascistes et ultra-nationalistes? Excluant, anti-libération, néo-libérales ou le soutien aux forces qui combattent du bon côté de l'histoire, celui de l'inclusion, de l'égalité et la liberté pour tous. C'est ça le combat et c'est pour ça qu'on juxtapose et associe la Palestine à ce combat. La Palestine n'est pas une exception. Si vous êtes un être humain et que vous croyez aux valeurs progressistes et en la Justice la Palestine n'est pas une exception et c'est ainsi qu'il faudrait en parler partout au sein des pays de l'Union Européenne.

Cette réflexion nous ramène à la nature du combat car on parle de personnes au delà du débat purement palestinien. Nous combattons

des forces fascistes, ethno-nationalistes. Il y a différents types de loi qui s'appliquent à vous si vous êtes Israélien ou Palestinien Si vous êtes un citoyen israélien palestinien, vous êtes un citoyen de seconde zone. Il y a des droits de résidence qu'on peut vous retirer n'importe quand. Si vous êtes un habitant de Gaza, vous êtes sous la loi martiale. J'habite à Ramallah et sur mon bâtiment j'ai deux citernes à eau parce que j'ai droit à deux heures d'eau courante par jour. Mes voisins n'y ont pas forcément droit. Et enfin il y a le droit des réfugiés. Chaque juif de par le monde peut revenir en Israël alors qu'il est interdit à un Palestinien de revenir dans son village. Ce sont des lois de discrimination où l'oppression est institutionnelle. Si on revient sur l'évocation de la check-liste de la réalité de l'apartheid, elle découle directement des lois qui sont ainsi votées les unes après les autres.

La discrimination est ainsi institutionnalisée. Le but des Israéliens est de maintenir et renforcer leur suprématie.

Je fais partie de la génération Oslo. J'ai trente ans. Je suis né pendant la première intifada et je fais partie de la génération à qui on a promis un Etat que nous n'avons jamais eu. On a des îlots de population dans des portions de territoires sous contrôle israélien. Les 18 % de la Cisjordanie que nous contrôlons, les Israéliens y viennent tous les soirs pour arrêter des gens. On ne contrôle pas nos frontières. J'ai besoin de la permission d'Israël pour venir ici en France. Il y a un régime qui gouverne deux personnes. Un qui maintient sa suprématie et l'autre qui est opprimé. Ce n'est pas un problème complexe. Si je parle à quelqu'un de la nouvelle génération en France dans le 11^{ème} arrondissement et que je lui parle d'occupation, de guerre et de colonisation, il va me regarder étonné et ne va pas comprendre ce que je lui dis. Mais si je lui parle de discrimination, d'oppression et d'expulsion je lui parle alors d'une réalité partagée par une grande partie de l'humanité. C'est à partir de ce moment qu'il comprend .

Pour ceux qui soutiennent la solution à un ou deux Etats, en réalité aucune solution ne se rapproche de ce que nous voulons. Le protocole d'Oslo est un échec et nous sommes à un moment où il nous faut redéfinir ce que nous voulons et comment l'obtenir. C'est un débat entre Palestiniens. Je suis d'accord avec Ramzy pour dire qu'on a besoin d'un système politique qui nous permette de nous asseoir tous autour de la table pour faire émerger une vision commune pour l'ensemble des Palestiniens. En attendant cet événement il nous faut résister et combattre ce système d'oppression que nous subissons. Le rôle des

Français, votre rôle c'est d'affirmer la solidarité. Ca ne veut pas dire être juste capable de parler avec le discours dominant. Il nous faut une base solide pour demander des changements pour combattre le cœur de ce système d'oppression. C'est la première condition tangible que je veux exiger. La seconde question est : Comment se mobiliser? Beaucoup de personnes en France s'intéressent aux problèmes français et sont peu concernés par les problèmes internationaux et ils n'ont pas d'aspiration universelle. J'étais à Berlin il y a deux jours où parler de la Palestine n'est pas facile à cause du poids de la société refermée sur elle-même. Notre réflexion doit être : comment amplifier notre message et pouvoir parler à tout le monde. Il nous faut combattre ensemble les forces nationalistes et populistes.

En Grande-Bretagne, il y a Boris Johnson, en France c'est Marine Le Pen, Orban en Hongrie, Trump aux Etats-Unis. On se bat contre ces forces car Israël en fait partie. Les suprématistes blancs parlent d'Israël comme d'un Etat modèle. Et c'est ce que nous devons dénoncer.

En réalité ; nous Palestiniens il nous faut deux choses pour que ça change. On a besoin de mouvement et de pression en interne. Les Israéliens ne croient pas à la coexistence et nous avons besoin de la pression internationale. Vous tous ici devez participer à ce combat sans relâche contre l'injustice. On doit pouvoir changer le calcul du régime israélien qui cherche avant tout à maintenir sa suprématie. Qu'il s'agisse de politique, de mobilisation, de boycott, il est aussi important que le peuple parle avec ses politiciens. Il faut se mobiliser en France contre cette loi visant à créer un amalgame entre antisémitisme et antisionisme. Il faut lutter contre le fait que la défense de la cause palestinienne ne soit pas considérée comme de l'antisémitisme. Dans votre pays votre voix est importante. Comment organiser les personnes et les associations pour qu'elles fassent pression sur le Parlement pour que ce projet de loi soit repoussé.

Quand la Cour de Justice européenne prend une décision sur les labels pour les biens produits dans les colonies ; il faut que cette décision fasse partie de la législation nationale et que ces produits soient interdits sur le territoire français. Il faut un engagement spécifique pour entretenir et développer la pression sur Israël. Il est important que nous travaillions ensemble pour déterminer la manière dont on parle de la Palestine. En adéquation avec les objectifs de la communication de 2019 et des années à venir. Vous devez réfléchir à la nature de la société européenne car sans l'aide de la société européenne, on n'avancera pas beaucoup. Je vous remercie.

QUESTIONS / REPONSES

La question qui m'est posée concerne la solution d'un Etat unique bi-national ou la création d'un Etat Palestinien.

Michel Warschawski. Je dois vous dire tout de suite qu'il s'agit d'un débat franco-français. Je refuse systématiquement depuis toujours de m'exprimer sur cette question. Parfois les gens qui ont une longue histoire politique pensent que je suis favorable à un Etat bi-national pour un livre que j'ai écrit et qui a pour titre « Le défi bi-national ». Ce n'est pas un hasard si je ne l'ai pas intitulé autrement. Il est un fait que ces terres contrôlées par Israël incluant la Jordanie ou non peuvent y faire penser. Quoi qu'il en soit, il y aura toujours deux nations. Peut être plus même. Car il y a une fédération judéo-russe qui se forme en Israël, question que les sociologues débattent aujourd'hui. Toute solution devra prendre en considération l'existence de sentiments nationaux et de mouvements nationaux. C'est tout. Quelle forme cela prendra? Celui d'un Etat bi-national, celui d'une Fédération, d'un Etat avec des cantons?

Eléonore va s'installer chez nos amis belges, je pense que le modèle belge qui fait soutenir les Français et les Parisiens en particulier peut être une source d'inspiration avec des autonomies locales, des autonomies communautaires, je pense que la France y arrivera un jour. Ça prendra du temps car l'histoire de la France est porteuse du concept de citoyenneté. C'est la France qui a inventé la citoyenneté moderne lors de la Révolution française, mouvement populaire de masse qui a créé ce concept de citoyenneté. En l'occurrence il faudra le déconstruire ou l'amender car il s'agit d'une citoyenneté qui admet l'appartenance à autre chose. Ce n'est pas seulement soixante dix millions de citoyens comme le disait Madame Badinter avec moi. Il faut donner un corps au mot de citoyen pour en faire une identité. En intégrant la dimension régionale, migratoire,... surtout dans une société qui a plus de peine que dans le passé à intégrer. Et à permettre une assimilation qui soit réelle.

Je ne suis pas pour un Etat ou deux Etats. Je suis suffisamment âgé pour me souvenir quand j'étais au bahut à Strasbourg avant de venir étudier le Talmud à Jérusalem dans un milieu très politisé, nous discussions de la solution à la « crise algérienne ». Un Etat, l'autonomie aux musulmans, une Fédération, cela faisait partie de nos débats. Tant que le rapport de forces était favorable à la colonisation et à l'armée

française, la discussion était abstraite, et lorsque le rapport de forces a changé, il n'y avait plus qu'une solution sur la table. Elle s'est imposée d'elle-même. Mais ça c'est la grandeur du général De Gaulle de l'avoir immédiatement compris. C'était l'indépendance et il ne restait qu'à négocier la meilleure indépendance possible. Pour les intérêts français. De Gaulle était un visionnaire qui comprenait le cours de l'Histoire. Un jour je pense qu'en Palestine il y aura une solution qui s'imposera d'elle-même.

Que devient Marwan Barghouti ?

M.W. Pour comprendre Marwan Barghouti, il faut comprendre comment les Israéliens jouent aux cartes. En réalité ce sont de très mauvais joueurs de cartes. Tout le monde en Israël pensait que Marwan Barghouti était une carte à jouer. Le moment venu, nous avons un Mandela et si on n'a pas le choix et qu'il faut trouver un dirigeant palestinien pour négocier et avec lequel on peut trouver un accord, c'est Marwan Barghouti. Il était un atout et présenté comme tel dans les media par les politiciens. Ceux qui jouent à la belote savent qu'un atout qui n'est pas joué à temps n'a plus de valeur. Marwan Barghouti est aujourd'hui victime de la temporisation. Quand on évoque son nom avec la génération actuelle, les jeunes ne le connaissent pas. Ça s'use un atout. Même un héros, s'il n'est pas porté par un combat permanent. Il y a un combat qui perdure pour sa libération. Certaines villes françaises en ont fait un citoyen d'honneur, mais on en parle presque plus et il y a un risque réel qu'il devienne un *has been* à un moment donné.

Salem Barahmeh Marwan Barghouti est toujours très respecté dans notre société palestinienne car c'est quelqu'un qui a beaucoup donné. Depuis longtemps en Palestine, nous avons le culte de la Personne, mais où est le Gandhi palestinien. Souvent les gens le demandent. C'est en fait une question bancale car nous sommes treize millions. Il nous faut un système politique institutionnalisé qui permette aux Palestiniens du monde entier de participer à ce processus. Il faut que cela reflète aussi le sentiment d'une population nouvelle et jeune, la moitié de la population palestinienne a moins de trente ans. Nous avons tendance à imaginer un grand leader qui va apparaître et nous sauver et cela vient d'une société tribale et patriarcale qui a déjà fait beaucoup de dégâts. Si vous venez en Palestine, évitez de parler de dirigeants, mais d'institutions et de représentation démocratique globale.

En 1975 au premier congrès international au Caire, il y avait des femmes palestiniennes et il n'a jamais été question de religion. Y a-t-il des tensions religieuses en Palestine et existe-t-il une poussée intégriste musulmane?

Une personne dans la salle : Je suis journaliste palestinienne et j'ai accompagné Mr Arafat du Liban à Tunis

« Les femmes palestiniennes sont des femmes normales. La religion est un acte personnel qui se pratique dans la maison ou dans les mosquées. Mais comme il y a une révolution religieuse au Moyen-Orient, il y a une forme d'influence très contenue ».

S. B. Le fait religieux est plus ou moins important suivant les régions en Palestine. Dans les campagnes, c'est plus conservateur alors que dans les villes les gens sont plus laïcs. Je vais vous donner un exemple pour le féminisme palestinien que je soutiens. Il y a eu récemment en Palestine un meurtre d'honneur et une femme a été tuée car elle sortait avec un homme qui n'était pas encore son mari, mais qui allait devenir son fiancé. Il y a eu une levée de boucliers et les Palestiniennes en Palestine et partout dans le monde ont protesté et ont manifesté contre une loi patriarcale surannée. Le résultat est que cette loi est maintenant modifiée car la voix des palestiniennes a été entendue. Je ne pense pas qu'on puisse dire qu'il y ait une force religieuse et une force laïque et je suis fier de faire partie d'une société où cela se produit. Hommes et femmes sont descendus dans la rue et ont obtenu le changement espéré. Je ne vois pas de révolution religieuse, mais je vois le progrès dans le bon sens.

Ramzy Baroud Je trouve cette question piège. Je ne pense pas qu'il y ait de révolution islamique au Moyen-Orient.

Permettez-moi d'évoquer un autre fait. Quand on regarde des photos de l'Afghanistan avant l'arrivée des Talibans ou sur l'Iran avant l'arrivée des Mollahs, que voit-on? Des femmes en mini-jupes qui fument parce que c'est la version occidentale de ce que devrait être l'attitude de la femme libérée. Maintenant elles sont toutes couvertes et ça veut dire qu'elles n'existent plus sur la carte politique. Ce ne sont pas des êtres humains, rationnels. Elles sont des arriérées. C'est le même mode de pensée occidental et raciste qui a défini la relation entre l'occident et l'orient pendant très longtemps. Il n'y a aucune preuve que le fait de se faire couper les cheveux vous rende plus arriéré ou plus intellectuel.

Autre point concernant la question du féminisme. Qu'est-ce qu'une femme autonome ou indépendante? Lorsque je vois des femmes gazaouies qui participent aux marches du retour, certaines sont entièrement couvertes et certaines sont abattues. Ce sont des infirmières, des mères, des filles qui décident de leur propre destinée et je pense que c'est une forme de féminisme. Ma mère était analphabète et ne pouvait ni lire ni écrire et avec d'autres femmes du quartier à chaque fois que les soldats venaient, il y avait la politique des os cassés. Cette politique était utilisée pendant la première intifada. Les soldats prenaient la main d'un enfant et lui brisaient les os. Je peux vous dire que ces femmes analphabètes et couvertes tenaient tête à ces agresseurs brutaux. Elles étaient molestées, harcelées, mais elles avaient une conscience politique formidable car elles savaient se rassembler et s'organiser à la base. C'était une grande forme de féminisme. Je pense qu'il faut se défaire de cette idée que si on se couvre c'est bien, mais qu'on ne peut pas émettre des idées ou avoir un discours clair auquel les autres personnes pourraient s'identifier.

En Palestine, même avec le Hamas et le Jihad islamique il n'y a pas de radicalisation comme on en trouve dans un Etat islamique ou chez Al Quaida et des groupes similaires. Lorsque le Hamas a été élu, une de ses premières initiatives fut d'organiser une réunion avec les dignitaires religieux de l'Eglise à Gaza pour clarifier la situation et écarter les mauvaises rumeurs. Il faut faire attention quant à la perception de l'Islam et aux formes de mobilisation dans les mouvements populaires dans le monde et en Palestine en particulier. Le Hamas voit l'Islam comme un élément fondamental de son discours. Mais c'est avant tout un mouvement qui se bat pour une idéologie nationaliste. En Cisjordanie, à Gaza et ailleurs.

Questions à Michel Warschawski « Pourquoi a-t-il soutenu la liste Arabe Unie lors des dernières législatives ?

M. W. Je n'ai pas soutenu la liste. J'en faisais partie parce que dans les articles que j'ai écrits je l'ai nommée liste Arabe « Unifiée » car le nom réel de la liste est liste « Unifiée ». C'est une liste qui est faite de différents partis. Je ressens le besoin de dire que c'est une liste dont 95 % de l'électorat est arabe et 98 % des candidats sont arabes. Le Parti Communiste qui est un élément important de cette liste revendique le fait qu'il est judéo-arabe. Un des candidats de la ligne unifiée est un

copain de fac, juif, qui a été élu dans cette liste. Je ne suis pas le seul non arabe dans une liste « Arabe Unifiée » car elle ne se considère pas comme arabe, même s'il y a le mot arabe dans son appellation.

Quelle la vraie raison du retrait d'Israël de la bande de Gaza ?

Cette question est plus compliquée. Est-ce qu'on peut expliquer la colonisation de la Cisjordanie par des besoins immobiliers? En effet il y a beaucoup de terres, autant qu'on peut en voler et ça permet de construire des logements y compris des logements publics à des coûts beaucoup plus abordables que dans la région de Tel Aviv que seuls de riches personnes peuvent se permettre. Ce n'est pas la raison fondamentale. En toute colonisation même quand son objectif initial n'est pas économique, il y a toujours des bénéfices à en tirer. La motivation est avant tout coloniale, elle vise à poursuivre le processus à long terme de judaïsation de l'ensemble de l'espace de la Palestine mandataire. Même si c'est la solution à une grave crise du logement dans les grandes villes israéliennes, la motivation profonde est coloniale et non immobilière.

Comment expliquez-vous ce changement qui fait qu'auparavant on parlait d'organisations palestiniennes et aujourd'hui on ne parle plus que de factions?

M.W. Il est vrai qu'aujourd'hui on utilise surtout le concept de fractions palestiniennes

R. B. La question est relativement claire. Concernant la colonisation de la Cisjordanie, en 1967, Israël aurait pu occuper toute la Palestine historique alors qu'ils ont occupé le Golan, le Sinäi, la vallée du Jourdain, etc. La question c'était « Comment incorporer ces nouveaux territoires dans Israël? » A l'époque la composante religieuse était faible et il y avait un général israélien, Yigal Allon qui proposait un plan visant à organiser la Cisjordanie et la bande de Gaza en zones stratégiques. Il y avait également un gouvernement libéral sans le Likoud. Quelques années plus tard, dans les années 70, la composante religieuse a été incluse dans la réflexion car les Israéliens ne voulaient pas déménager dans ces nouveaux territoires car ils pensaient que c'était trop dangereux. La gauche de l'époque a en quelque sorte manipulé les croyances

israéliennes pour les amener dans certaines localités. C'est ainsi que Israël commença à édifier et justifier sa colonisation par l'implantation des colons religieux. Ça a pris un certain temps avant que la religion ne devienne un facteur majeur de la politique israélienne et que ça devienne le cœur même de la politique. Ainsi les mouvements religieux israéliens jouent aujourd'hui un rôle fondamental dans la vie politique israélienne, mais ça n'a pas toujours été le cas. Ça ne veut pas dire que les Israéliens ne veulent pas déménager dans des quartiers sécurisés à Jérusalem ou ailleurs ni que le prix de l'immobilier n'a pas d'impact. Maintenant il est clair que l'enjeu principal est devenu religieux et nationaliste.

On a parlé de factions palestiniennes, Dans le discours politique palestinien, on perçoit le terme faction de manière négative car il met en lumière la désintégration du projet nationaliste palestinien. Cette situation est due à Oslo qui en est la principale raison. On dit aujourd'hui qu'Oslo est mort. Bien sûr le processus d'Oslo est mort et enterré. Je pense même qu'il est mort né. Mais ce n'est pas le véritable problème constitué par les conséquences sur notre société et sur notre vie. Il a désintégré notre culture et notre société. Il y eut trop de compromis acceptés par Yasser Arafat qui dominait l'OLP et parlait au nom de l'ensemble du mouvement palestinien unifié car l'OLP était alors une véritable organisation de libération de la Palestine. Le protocole d'Oslo a en réalité complètement marginalisé l'OLP qui est rentrée dans une période dépassée et révolue. Maintenant subsiste une domination de factions dont le Fatah est la principale. Les autres composantes sont marginalisées et à l'écart. Il y a aussi des branches spécifiques du Fatah qui s'occupent principalement d'obtenir des contrats et de l'aide. Ce sont des épiciers en quelque sorte. Ils ne pensent qu'à leurs propres intérêts et non à ceux du peuple palestinien. C'est un aspect négatif de ce mouvement et c'est triste.

En réalité nous vivons une transition. Nous sommes à la recherche d'une stratégie et d'un plan. Du temps de l'OLP ; il était largement question de la création d'un Etat unique comme solution. C'est l'Occident qui nous en a dissuadé en nous disant que c'était impossible et que cela ne pouvait fonctionner car Israël devait conserver son identité en tant qu'Etat juif et la pression internationale s'est accumulée de façon à ce que Yasser Arafat abandonne. A la fin des années 70 les pays occidentaux ont accepté la création de deux Etats. Mais cette solution ne s'est jamais concrétisée car le nettoyage ethnique continue ainsi que le vol

de terres aux Palestiniens. On s'est alors rendu compte qu'il s'agissait d'un complot, d'un véritable piège politique. Aujourd'hui on doit revenir à ce sur quoi on se bat depuis les années trente. C'est à dire créer un espace dans lequel tous les gens qui y vivent sont traités comme des égaux et où tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes responsabilités. C'est la solution de l'OLP au début. Aujourd'hui il ne peut plus exister un traumatisme collectif comme Oslo qui a aussi entraîné les guerres à Gaza qui ne se seraient pas produites autrement. Nous sommes en convalescence et quand j'entends des gens qui disent encore qu'il faut donner des chances au protocole d'Oslo, je suis atterré car il s'agit d'un héritage qui est une véritable honte. Aujourd'hui je suis content quand j'entends la nouvelle génération qui sait qu'Oslo est un échec à oublier et à réparer. On a besoin d'un nouveau plan et on va au cours de cette transition chercher une solution. On ne peut pas aller en Jordanie pour se réunir ou au Qatar. Nous avons toujours une grande frustration car il est difficile de nous rencontrer physiquement parce que nous n'avons pas le droit de le faire. Si les Gazaouis veulent aller en Cisjordanie, Israël ne va pas l'autoriser. Si on veut se réunir dans certains pays nous en sommes souvent empêchés. Vous devez comprendre la difficulté à se réunir entre nous, et il y a souvent une faction qui manque et ne peut participer à l'échange. Il existe aujourd'hui néanmoins une très forte motivation pour créer cet espace palestinien modifié.

S. B. J'ai quelque chose à dire en une minute. Je veux reprendre ce qu'a dit Ramzy et le mettre dans le contexte français. Nous parlons souvent avec le gouvernement français et avec des parlementaires français. Nos interlocuteurs n'ont pas le courage de dire que le processus d'Oslo est mort même si on leur dit que la réalité sur le terrain nous amène à envisager un Etat unique. Ces rencontres servent à rien car il n'y a aucun discours clair et on ne prend pas position. On vit toujours en 1993, dans l'illusion de pouvoir réaliser le protocole d'Oslo. C'est dangereux. Ca représente un coût absurde car les aides que vous donnez ainsi que le soutien diplomatique restent basés sur la mise en œuvre du protocole d'Oslo. Nous sommes à l'heure actuelle pieds et poings liés en Palestine à cause cette base révolue. Il faut aujourd'hui reconnaître la réalité de la situation. Quand vous parlez au gouvernement français parlez lui de la réalité du terrain en tant que telle et demandez lui d'élaborer des politiques en fonction de cette nouvelle donne. Merci à tous.



Ivar EKELAND

Mathématicien,
ancien président de l'AURDIP
membre du bureau du CVPR-PO

*Mathématicien de renom ayant publié une dizaine de livres
Ancien président de l'AURDIP (Association des Universitaires
pour le Respect du Droit International en Palestine)
Membre du bureau du CVPR-PO*

Conclusions du colloque

Nous commençons par remercier nos intervenants, palestiniens et israéliens pour leur présence ici aujourd'hui, et surtout pour leur activité sur le terrain face à une répression qui s'intensifie de jour en jour. Pour reprendre les mots de Michael Lynk, rapporteur spécial auprès des Nations unies sur les territoires palestiniens occupés¹, : «Malgré toutes les persécutions et les diffamations que le gouvernement d'Israël dirige contre les défenseurs israéliens et palestiniens des droits humains, et malgré l'espace de plus en plus réduit dans lequel ils doivent accomplir leur courageux travail, ils continuent de mener leurs inestimables activités de mobilisation et de recherche de ce qui se passe sur le terrain... Ils gardent les bougies allumées pour ce qui est de l'application des règles du droit humanitaire à ce conflit, et ils mobilisent l'opinion publique internationale ».

Dans cette même interview, Michael Lynk rappelle que c'est la plus longue occupation belliqueuse des temps modernes, et il déclare que « la communauté internationale a probablement perdu sa chance de lui mettre des limites, et qu'il lui faut maintenant réfléchir à l'avenir qui se dessine ». Cet avenir est tout tracé : c'est l'apartheid. Que l'apartheid

1 <https://www.aurdip.org/l-expert-des-nations-unies-michael.html>

règne aujourd'hui en Israël-Palestine est un fait établi, grâce notamment à l'enquête minutieuse menée par un autre rapporteur spécial des Nations unies, Richard Falk². Comme nous l'a rappelé Michèle Sibony, il était déjà en germe dans le projet sioniste. Aujourd'hui Israël se proclame l'état-nation du peuple juif, réduisant ses citoyens non-juifs au statut de non-nationaux, et enfermant les habitants de la Cisjordanie et de Gaza dans des zones de non-droit. Je ne reviendrai pas sur ce point, je m'interrogerai plutôt sur la suite : après l'apartheid, quoi? Qu'est-ce qui vient après?

C'est une question pour nous tous. Ces dernières années, nous avons vu la société israélienne évoluer vers la droite et ses dirigeants rivaliser de « fermeté » envers les Palestiniens et de complaisance envers les colons. Mais elle n'est pas la seule : le mouvement est mondial, comme si Israël exportait, non seulement ses armes, mais ses méthodes et son idéologie. En France, cette année, nous avons assisté à la répression violente du mouvement des gilets jaunes, et à la criminalisation du soutien à la Palestine, dont l'adoption de l'amendement Maillard est la plus récente expression. Des pans entiers de la société sont mis à l'écart, noirs, beurs, musulmans, tous citoyens, mais disqualifiés d'emblée en vertu d'une conception étroite de l'identité française dont ils sont exclus a priori. Ils sont absents des postes de pouvoir et d'influence, ils sont les premiers frappés par le manque d'éducation et le chômage, mais ils sont sommés de souscrire à l'ordre établi et de faire taire les protestataires dans leurs rangs. En France comme en Israël, les gouvernements encouragent une rhétorique identitaire pour se présenter comme les défenseurs des vrais nationaux contre l'ennemi intérieur ou extérieur, et ne pas avoir à répondre aux revendications sociales, comme celles des gilets jaunes.

Quel sera l'aboutissement de cette dérive? Jusqu'où ira-t-on dans l'effacement d'une partie de la population? Quand je vais en Israël-Palestine, je suis toujours sidéré par le découpage du territoire, par cette tentative de faire vivre les Israéliens comme si les Palestiniens n'existaient pas, en cantonnant ceux-ci dans des enclaves isolées les unes des autres et dont les voies d'accès sont contrôlées en permanence. Le paysage est façonné en permanence de manière à effacer le peuple palestinien et son passé. Comme nous l'a rappelé Avner Ben-Amos, les forêts nouvellement plantées, en apparence pour égayer le paysage,

2 <https://www.aurdip.org/preface-pour-la-traduction.html>

sont en fait là pour dissimuler les ruines de villages arabes détruits. Et quel est l'état d'esprit des soldats qui, à la frontière avec la bande de Gaza, tirent avec les fusils de précision sur des manifestants désarmés, comme nous l'a rappelé Tarek Loubani?

C'est le mépris de l'autre qui gangrène nos sociétés. Pire que le mépris, nous avons maintenant l'idée que l'autre n'a pas droit à la parole, pas droit au territoire, pas droit à la protestation. La suite logique, c'est qu'il n'a pas non plus le droit à l'existence. Ces idées ont eu droit de cité en Europe, il n'y a pas si longtemps. On a cru que c'était terminé, et voilà qu'elles reviennent! Il faut les combattre, où qu'elles soient, en France comme en Israël ou aux Etats-Unis. On sait les fruits qu'elles portent.

Ce souci de l'avenir est porté par le désir de justice. Nous ne sommes pas ici parce que nous pensons que la politique israélienne dans les territoires occupés est dangereuse : elle l'est, c'est un fait, et elle l'est pour nous. Nous sommes ici parce que nous pensons qu'elle est injuste : la justice est un sentiment bien plus fort que l'intérêt. Elle habite au plus profond de notre humanité. La justice n'est pas le droit. Elle n'a pas la force à sa disposition, sinon il y a bien longtemps que la situation en Palestine aurait été réglée sur la base des résolutions de l'ONU, toujours en vigueur, et auxquelles notre pays adhère mollement, sans rien faire pour qu'elles soient appliquées. Mais elle exerce une pression à long terme, qui s'avèrera effective quand les circonstances seront favorables. Suivant l'expression de Lynk, citée au début, elle « garde la lampe allumée ». Elle est toujours d'actualité. Les rapports et les rapporteurs se succèdent à l'ONU, ils disent toujours la même chose, parce que c'est toujours la même chose, mais la lampe est allumée et un jour elle éclairera.

La justice est une passion : elle vous saisit et ne vous lâche pas. C'est ce que disait, à sa manière, Stéphane Hessel, quand il recommandait : « Indignez-vous ! ». Elle saisit ceux qui sont allés sur le terrain, Israéliens, Palestiniens, étrangers, et qui ont vu de leurs yeux l'apartheid, les colonies, les check-points et le mépris, ceux qui ont vu ce qui se passe quand des êtres humains cherchent à en asservir d'autres. L'humanité est confrontée à bien des défis en ce moment, et la situation en Israël-Palestine n'est pas la plus grave : il y a le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, l'imprégnation chimique des sols, et il y a aussi les armes nucléaires, avec l'abandon par les Etats-Unis des traités de désarmement. On ne s'en tirera que par la solidarité : le chacun pour

soi ne peut que conduire à la catastrophe. C'est pourquoi la lutte pour les droits des Palestiniens est si importante : ils sont reconnus par toutes les instances internationales et par le sentiment de justice le plus élémentaire. Sur quoi d'autre s'appuyer pour résoudre les grands problèmes de notre époque? Sinon, il ne reste que le recours à la force, et probablement la fin de ce que nous appelons encore l'humanité.

Gardons donc notre lampe allumée !

Imprimé en France par ISI PRINT
1^{er} trimestre 2020

Mise en page : Jean-François Chereau
Pao : Couleurs Service Numeric

Les Editions du CVPR-PO
Secrétariat
54 rue des Entrepreneurs - 75015 PARIS

Le titre de ce colloque « ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS ENSEMBLE CONTRE L'APARTHEID » a suscité une large adhésion, mais aussi quelques interrogations intéressantes. Néanmoins le CVPR-PO le revendique et l'assume en espérant qu'il fera date. Il correspond à une réalité essentielle dont on parle peu. En effet on ne prend pas suffisamment en considération l'importance du travail de solidarité effectué par ces associations israéliennes issues de la société civile qui sont révoltées par la politique coloniale d'Israël avec ses conséquences dramatiques de massacres, d'arrestations arbitraires, de destructions de maisons et de cultures, d'oppression et de répression organisée...

Le soutien bien réel effectué par ces associations constitue un apport considérable pour la résistance palestinienne et sa résilience. Il concourt à créer une cohésion sociale et solidaire. Avec l'apartheid proclamé et mis en œuvre avec le soutien actif des Etats-Unis et l'indifférence complice de l'Union Européenne et de la France en particulier, il est à espérer que ce mouvement ira en s'amplifiant, car il s'agit d'une perspective de lutte commune qui peut faire bouger les lignes. C'est en ce sens que sont intervenus Eléonore Merza Bronstein pour l'ONG « *De-Colonizer* », Avner Ben Amos pour « *Negev Coexistence for Equality* » et Shehada Saher pour « *Coalition of Women for Peace* », témoins exemplaires de cette solidarité.

De même les grandes voix d'intellectuels juifs comme Michel Warschawski et Michèle Sibony, qui luttent depuis toujours pour que les Palestiniens puissent un jour avoir une vie de liberté et de justice, sont aussi des témoins infatigables qui nous montrent comment résister avec détermination et courage dans un combat incessant.

Ce colloque a aussi évoqué la dramatique situation faite aux Palestiniens de Gaza. Tarek Loubani, médecin et témoin, évoque avec un réalisme marquant les massacres d'une foule paisible voulant proclamer son droit au retour et il nous précise les difficultés extrêmes pour tenter de soigner les milliers de blessés. Ziad Medoukh parle de la vie quotidienne et de l'esprit de résistance de ces Palestiniens de Gaza qui malgré l'enfermement et les bombardements proclament leur espoir avec « Gaza la vie ».

Enfin la nouvelle génération, par les voix de Ramzy Baroud et de Salem Barahmeh, affirme sa détermination à reprendre le flambeau de la lutte sur des bases nouvelles, en refusant les concessions et les leurres et en espérant que la Palestine historique permettra à son peuple d'y vivre avec tous les droits des citoyens pouvant se réclamer de la liberté et de la démocratie.

Tandis que l'exécutif israélien continue sa politique d'exclusion, la Communauté internationale pactise avec beaucoup d'hypocrisie. Dans ce contexte dramatique et délétère, il nous faut retrouver les chemins de l'espoir en soutenant sans faille le peuple palestinien, qui depuis plus de soixante dix ans subit une *Nakba* sournoise et incessante.